

SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIE DE L'ENVIRONNEMENT

# Rapport Annuel

2021



SPREP  
PROE



# Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures

Le Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est la principale organisation régionale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique et y pérenniser le développement durable.

Le PROE a été créé en 1992 par ses États Membres en vue de soutenir la coopération et la coordination en ce qui concerne les questions environnementales dans la région. L'accord portant création du PROE est entré en vigueur en 1993, faisant officiellement de l'organisation un organe indépendant.

Le PROE, dont le siège est situé à Apia, au Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires Membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des bailleurs et des collectivités locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région suivant quatre axes stratégiques :

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

## REMERCIEMENTS

Soucieux de concrétiser notre vision d'un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures, comme le rappelle ce rapport annuel 2021, le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) tient à exprimer toute sa gratitude à ses Membres, ses partenaires de développement, ses donateurs, sa famille du CORP et ses parties prenantes. Sans votre partenariat et votre collaboration significatifs, durables et productifs, nous n'aurions pas été en mesure d'accomplir nos principaux résultats et réalisations en 2021.

Nous tenons également à remercier le gouvernement australien (DFAT) et le gouvernement néo-zélandais (MFAT) pour leur considérable contribution au financement de base et de programmes du PROE, y compris la contribution annuelle de la République populaire de Chine. Nous apprécions sincèrement votre contribution pour soutenir notre travail en faveur d'un environnement résilient dans le Pacifique.

Comme nous le disons ici : *fa'afetai, fa'afetai, fa'afetai tele lava!*

## BIBLIOTHÈQUE DU PROE – CATALOGAGE DES DONNÉES DES PUBLICATIONS

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement  
Rapport annuel du PROE : 2022. Apia, Samoa : PROE, 2022.

88 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X |

I. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

I. Titre.

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2022.

La reproduction de cette publication à des fins pédagogiques et non commerciales est autorisée sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, sous réserve que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

Couverture: Reliquat de forêt de montagne, île de Gau, Fidji. Photo © Stuart Chape

Autres photos : sauf mention contraire, les photographies figurant dans la présente publication ont été prises par le personnel du PROE.




PO Box 240, Apia, Samoa  
+685 21929  
sprep@sprep.org  
www.sprep.org



Conformément à la politique du PROE en matière de protection de l'environnement, la présente publication a été imprimée sur papier 100 % recyclé post-consommation





<b>MESSAGE DU PRÉSIDENT</b>	<b>2</b>
<b>MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>
<b>SYNTHÈSE DE HAUT NIVEAU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROE EN 2020–2021</b>	<b>6</b>
<b>AMPLIFIER LA VOIX DU PACIFIQUE</b>	<b>12</b>
<b>RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>	<b>16</b>
<b>ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES</b>	<b>26</b>
<b>GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>	<b>36</b>
<b>LA 3ÈME TABLE RONDE POUR UN PACIFIQUE PLUS PROPRE</b>	<b>42</b>
<b>GOVERNANCE ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALES</b>	<b>46</b>
<b>ÉVÈNEMENTS MARQUANTS</b>	<b>54</b>
<b>QUESTIONS TRANSVERSALES ET ENSEIGNEMENTS</b>	<b>60</b>
<b>PUBLICATIONS</b>	<b>80</b>
<b>LISTE DU PERSONNEL</b>	<b>82</b>
<b>ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS</b>	<b>84</b>
<b>NOTRE RÉGION</b>	<b>85</b>



# Message du Président





## Malo Ni !

Pour toute chose il y a une saison, un temps pour chaque activité sous le ciel.

Tandis que je contemple le vaste océan Pacifique, assis sur le rivage de nos paisibles Tokélaou, les merveilles de la technologie moderne m'ont aussi permis d'observer les effets sur notre mode de vie de la triple crise des changements climatiques, de la perte de diversité biologique et de la pollution. Ce faisant, je médite les paroles du roi Salomon telles que rapportées dans le livre de l'Ecclésiaste, rédigé au soir de sa vie.

Le roi Salomon le Sage nous enseigne qu'il y a un temps et un saison pour chaque chose : nous devons en prendre acte et agir en adéquation avec notre époque. Je perçois la réalité des conditions météorologiques extrêmes, de l'acidification des océans, du blanchiment des coraux, de la pollution et des déchets marins et de l'élévation du niveau des mers, et je me demande, quelle est cette époque que je vis ? Quel est le rôle qui m'a été dévolu en cette saison ?

Il s'agit de questions existentielles, que nous devons tous et toutes nous poser. Chacun et chacune de nous joue un rôle différent, mais dans le cadre d'une communauté, d'un organisme commun auquel nous contribuons, chacun et chacune à notre façon. Au cœur de nos activités se trouve notre vision : « Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ». C'est cet objectif qui guide notre travail dans les domaines prioritaires que sont la gestion de la biodiversité et des écosystèmes, la gestion des déchets et la lutte contre la pollution, la lutte contre les changements climatiques et la gouvernance et surveillance environnementales. Telle est la tâche qui nous échoit : faire progresser notre vision par le biais des activités, des

programmes et des projets que nous mettons en œuvre afin d'atteindre les objectifs organisationnels et régionaux de notre Plan stratégique.

Le Secrétariat entre dans une nouvelle saison de sa direction. J'aimerais remercier M. Leota Kosi Latu pour le travail qu'il a inlassablement abattu tout au long des sept années qu'il a passées en tant que Directeur général du PROE. Après qu'il nous a fait franchir toutes ces étapes saines et sauves, je lui souhaite beaucoup de succès pour la suite de son parcours. C'est à présent notre nouveau Directeur général, M. Sefanaia Nawadra, qui tient la barre. Je félicite M. Nawadra et lui souhaite tout le meilleur dans la direction de notre vaka lors des années à venir.

J'aimerais également saluer nos 26 pays et territoires Membres, ainsi que les collectivités locales qui nous soutiennent. Merci à tous nos partenaires et bailleurs régionaux et mondiaux pour leurs contributions à la protection et à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles du Pacifique. Eux aussi font partie de notre aspiration collective au développement durable pour les générations présentes et futures de notre région du Pacifique. Je m'en voudrais également de ne pas souhaiter fakafetai à l'ensemble des membres du personnel du PROE au Samoa et dans le reste du monde pour leur dur labeur. Sachez qu'en tant que Président, et au nom des peuples de la région du Pacifique, nous tenons votre travail en très haute estime. Malo Ni !

Comme nous avons tenté de le décrire dans son Rapport annuel 2021, le PROE a beaucoup évolué, tant en taille qu'en importance. Il compte désormais plus de 130 membres du personnel, avec une présence accrue dans toute la région, et des bureaux aux Fidji, aux Îles Salomon, en République des Îles Marshall et à Vanuatu. Je prévois une

hausse continue de la présence du PROE dans le Pacifique. Mais cette croissance est nécessaire pour faire face aux enjeux environnementaux qui se présentent.

Nous vivons en des temps difficiles et incertains ; c'est d'autant plus le cas au vu du caractère imprévisible de la pandémie de COVID-19. Cependant, à la lecture des récits et données repris dans le Rapport annuel, si l'on ne peut nier l'incidence de la COVID-19, il apparaît clairement que le PROE a su s'adapter et trouver de nouvelles façons de naviguer en cette nouvelle normalité. Je suis heureux d'affirmer que, malgré ces perturbations, la continuité des activités du PROE témoigne de sa ténacité et de son engagement sans faille à accomplir son devoir, au service des peuples du Pacifique et de nos pays Membres.

Cette approche s'est manifestée lors de la CdP26, à Glasgow, où l'équipe du PROE a joué un rôle crucial dans l'amplification de la voix du Pacifique, avec pour résultat des actions et des engagements concrets.

En tant que nation insulaire d'atolls, les Tokélaou ne sont que trop conscientes de notre vulnérabilité aux incidences des changements climatiques. Ils concernent une grande partie d'entre nous à titre personnel. Nous savons que notre futur est entre nos mains ; nous savons que pour assurer la résilience du Pacifique, nous devons mener des actions urgentes, audacieuses et tangibles visant à une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre. Surtout de la part de nos principaux contributeurs.

Alors qu'elle produit moins de 0,03 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, notre région du Pacifique insulaire est l'une des plus vulnérables. Nous savons également que nous avons un rôle à jouer. Nos îles du Pacifique peuvent former une force mobilisatrice mondiale à cet égard, ce que nous sommes déjà.

En 2013, les Tokélaou, dont l'électricité était autrefois générée à 100 % par la combustion de diesel, ont achevé leur transition vers une électricité à 100 % renouvelable (cette transition nous ayant pris environ cinq ans à accomplir). Nous avons eu à affronter de nombreuses difficultés, mais nous avons persévéré, et nous sommes heureux de l'avoir fait. Nous sommes avides de voir d'autres actions positives menées par toute notre famille du Pacifique insulaire, pour pouvoir marquer la différence au cours des années à venir.

En tant que Président de la 30<sup>e</sup> Conférence du PROE, je suis on ne peut plus enthousiaste au vu des possibilités qui s'offrent. Le sage roi Salomon nous explique qu'en de nombreuses choses, il y a un temps pour les pleurs, un temps pour le deuil, un temps pour la danse et un temps pour les rires. Nous devons rester forts et fortes, et demeurer optimistes en dépit des incertitudes et de la montagne d'épreuves face à nous.

Nous devons persévérer, en gardant à l'esprit que si la douleur peut durer pendant la saison de la nuit, l'horizon luit de la promesse de la joie et des célébrations de l'aube.

*Fakafetai Fakafetai lahi lele !*



**Mika Perez**

Président de la 30<sup>e</sup> Conférence du PROE  
Directeur des ressources naturelles et de l'environnement des Tokélaou



# Message du directeur général



Récif corallien frangeant, île de Gau, Fidji. Photo © Stuart Chape

## Talofa lava

Cela a été pour moi un incroyable privilège de vous servir en tant que Directeur général de cette magnifique organisation. En rédigeant ces lignes, la première chose qui me vient à l'esprit est que le temps est passé vraiment très vite depuis cette année 2016 où nos pays Membres ont décidé de m'accorder leur confiance pour diriger notre équipe. Je chérirai à jamais les nombreux merveilleux souvenirs. Tant de réussites fêtées ! Mais aussi tant de larmes versées pour nos pertes, et à chaque fois que nous avons le sentiment de ne pas être à la hauteur. Je suis extrêmement reconnaissant pour cette chance qui m'a été accordée.

Prenant acte du message de la Présidence à propos des saisons et du temps, je ne peux que partager cette opinion. Effectivement, une nouvelle saison s'ouvre pour le PROE. Je félicite le nouveau Directeur général, M. Sefanaia Nawadra, et lui souhaite le meilleur pour tous ses projets. Je souhaite un grand fa'afetai tele lava au Président, à nos 26 pays et territoires Membres, à nos partenaires et bailleurs régionaux et mondiaux, ainsi qu'à l'ensemble des membres du personnel et de la famille du PROE.

Au moment de mon investiture, mon objectif était de quitter le PROE en meilleur état que je ne l'avais trouvé. Il me plaît de croire que c'est le cas. Le PROE a parcouru un long chemin. Je suis convaincu qu'il continuera à croître en force. Nous ne devons jamais perdre de vue notre vision d'« un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ». Car c'est cette vision qui guide toutes nos activités.

Mais les temps changent, et nous devons nous adapter, nous ajuster et faire preuve de créativité pour suivre la marche des événements que nous réserve l'avenir. Au cours des deux dernières années, la COVID-19, avec sa nature changeante et évasive, a modifié notre manière de fonctionner. Nous avons dû apprendre à organiser la plupart de nos rencontres en ligne, supporter l'isolation, les confinements, la quarantaine et le télétravail à partir des quatre coins du monde. Ainsi est apparue la nécessité de renforcer la transformation numérique et les plateformes virtuelles pour faciliter la prestation de services aux Membres, de façon efficace et rationnelle. À cet égard,

le PROE doit poursuivre le renforcement de ses infrastructures afin de garantir la satisfaction en ligne des priorités des Membres. Nous devons innover et étudier de nouvelles façons de satisfaire nos priorités. C'est la manière de travailler aujourd'hui, et ce le sera de plus en plus dans le futur.

Si nous considérons les résolutions de la 30<sup>e</sup> Conférence du PROE et du Talanoa de haut niveau des Ministres de l'environnement du PROE, qui se sont tous deux tenus en ligne en septembre 2021, présidés par l'honorable Ulu-o-Tokelau, M. Kelihiano Kalolo, nous voyons que plusieurs importantes décisions y ont été prises pour l'orientation de notre travail.

Nos Membres ont approuvé le Rapport régional 2020 sur l'état de l'environnement et de la conservation dans le Pacifique insulaire, le Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées, ainsi que le Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique. Ces plans concernent le cœur de l'activité du PROE, dans le but d'assurer la conservation et la protection de l'environnement du

Pacifique pour les générations actuelles et à venir.

Le Talanoa de haut niveau a également inclus la cérémonie virtuelle de remise des Prix du leadership environnemental des îles du Pacifique (PIELA). Les PIELA sont les seuls prix du Pacifique concernant l'environnement. Ils ont été institués par le PROE en 2013. Ces 14 prix ont pour but de saluer des personnes, des collectivités, des organisations non gouvernementales, des pays et des territoires pour leurs contributions marquantes au combat pour la durabilité et la résilience de l'environnement du Pacifique.

Pour préparer l'avenir, il importe de faire le bilan du voyage déjà parcouru par le PROE. La Troisième évaluation indépendante du PROE et l'Évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PROE 2017-2026 nous en ont fourni une excellente occasion. Cette double évaluation a porté sur les performances du Secrétariat depuis la dernière évaluation, en 2014, tout en analysant également les résultats du Plan stratégique à mi-parcours. Ce genre d'évaluation est extrêmement utile pour maintenir le dynamisme et l'évolution du Secrétariat



en tant qu'organisation, et sa pertinence vis-à-vis des besoins actuels et changeants pour l'environnement de notre région du Pacifique. Relevant la portée des recommandations, un groupe de travail a été établi pour l'examen de trois domaines prioritaires devant être approuvés par les Membres.

Le site internet sur l'état de l'environnement et de la conservation a été officiellement lancé en avril, dans le but de rendre plus accessibles les informations sur l'environnement et la conservation dans le Pacifique. Le rapport décrit les interconnexions cruciales entre les actions de la société et les services que nous prodigue la nature. Le rapport se fonde sur des données et des informations approuvées par les différents pays, ainsi que sur les contributions des différents pays et des spécialistes techniques de la région dans de nombreux domaines, dont les membres de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature. Afin de servir au mieux les décideurs et décideuses du Pacifique, les indicateurs du rapport sur l'état de l'environnement et de la conservation sont conformes aux objectifs régionaux et mondiaux, tels que les objectifs de développement durable.

L'approbation du Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique par les dirigeants et dirigeantes de la région à l'occasion de leur 51<sup>e</sup> Forum, porté par les Tonga, a été un important jalon pour le PROE et pour le Conseil météorologique du Pacifique. Le Programme décennal vise à réduire le cout humain et économique des phénomènes météorologiques, hydrologiques et océaniques graves pour les collectivités du Pacifique insulaire, en renforçant les organismes météorologiques et hydrologiques nationaux et leurs partenariats avec les organismes nationaux de

gestion des catastrophes. Il s'agit d'une approche stratégique et ciblée pour doter les partenaires d'une liste d'options à envisager pour les investissements dans le Pacifique.

Cette année a été cruciale pour l'amplification de notre voyage du Pacifique à la CdP26, à Glasgow, en Écosse. Mené par sa Directrice du département Résilience face aux changements climatiques et fort d'une équipe de huit collaborateurs et collaboratrices à Glasgow, le PROE a coordonné l'appui du One CORP à 14 petits États insulaires en développement du Pacifique, dont le Samoa, qui en assurait la présidence, ainsi que le travail des 146 délégués et déléguées incluant des dirigeants et dirigeantes des Fidji, des Palaos et des Tuvalu, et des ministres des Fidji, des Îles Marshall, des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Tuvalu. Tout comme lors des années précédentes, le PROE a géré et coordonné le bureau conjoint et les espaces de réunion, ainsi que le Pavillon Moana Blue Pacific où se sont déroulées 15 manifestations parallèles.

Conscient de ce que la plupart des délégations ne pouvaient pas se rendre à Glasgow, le PROE a mis en œuvre une campagne novatrice avec l'appui du ministère néo-zélandais du Commerce et des Affaires étrangères afin d'amplifier la voix du Pacifique. Cela inclut la campagne TikTok de #Flexfor1pt5, qui a obtenu 14 millions de vues, 20 000 abonnés, 230 000 « j'aime » et 1,5 symboles de main au cours de la CdP26, mais aussi la manifestation de sensibilisation organisée par l'équipe de rugby des Tonga et les sympathisants à Glasgow, en plus des contenus envoyés de toute notre région. Cette campagne sur les réseaux sociaux a été complétée par le projet « Mana Moana : voix du Pacifique », qui comprenait 11 poèmes

numériques rédigés par des poètes et artistes du Pacifique et qui ont été diffusés lors des manifestations parallèles à la CdP26, dans les émissions de Pasifika TV dans tout le Pacifique, ainsi que sur le site internet Mana Moana et sur la chaîne YouTube du PROE.

En novembre, nous avons organisé la troisième Table ronde pour un Pacifique propre, qui portait sur les innovations durables pour un environnement propre, un océan résilient et des populations en bonne santé. Hébergé en ligne par les autorités de Nouvelle-Calédonie, cette Table ronde a pu compter sur une importante aide financière de la part de la Nouvelle-Calédonie (province Sud, province Nord, ADEME et Acotred), du Fonds Pacifique, de la JICA et de l'UE, et a bénéficié de contributions de la part du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Australie, de la Fondation Ellen MacArthur et de l'Université de Newcastle. Parmi les étapes marquantes, citons l'adoption du plan de mise en œuvre du projet « Un Pacifique plus propre » 2021–2025, la déclaration finale de la Table ronde, et la confirmation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en tant que pays hôte de la quatrième Table ronde pour un Pacifique propre, qui se tiendra en 2024.

Nous ne pourrions accomplir tout ce travail seuls ; c'est pourquoi le Secrétariat est fier de pouvoir compter sur l'appui de nos principaux partenaires. La signature de l'Accord de partenariat 2021-2031 entre

l'Australie et le PROE réaffirme l'engagement conjoint à agir en faveur de la durabilité environnementale et de la résilience du Pacifique face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, associé à l'Accord de financement de base pluriannuel 2021-2025 d'une valeur de 17 200 000 dollars australiens. Elle exprime également la confiance des bailleurs dans le PROE et dans sa capacité à remplir ses obligations en tant qu'organisation transparente et responsable.

Au Samoa, lorsqu'un grand chef revient d'une expédition de pêche fructueuse, les villageois heureux l'accueillent par les paroles suivantes : « Tautai a'e ». Mais un bon « tautai » sait aussi très bien que toutes les expéditions ne sont pas fructueuses ; d'où le proverbe samoan : « E 'asa le faiva 'ae le 'asa le masalo ».

En cette heure où je conclus mon service au PROE, en tant que Directeur général adjoint, puis en tant que Directeur général, je suis fier du travail abattu au cours des 13 dernières années. Une fois de plus, je désire exprimer ma sincère reconnaissance envers nos Membres, nos partenaires, nos amis et l'ensemble des membres de notre équipe pour votre soutien sans faille, qui nous a permis de rendre l'environnement du Pacifique plus résilient. Mais je sais aussi que de nombreuses tâches nous attendent encore sur la route. Et pour cela, je vous souhaite à tous et à toutes la faveur et la bénédiction divines. Soifua !

## Kosi Latu

Directeur général du PROE





# Synthèse de haut niveau

des principaux résultats du proe en 2020–2021



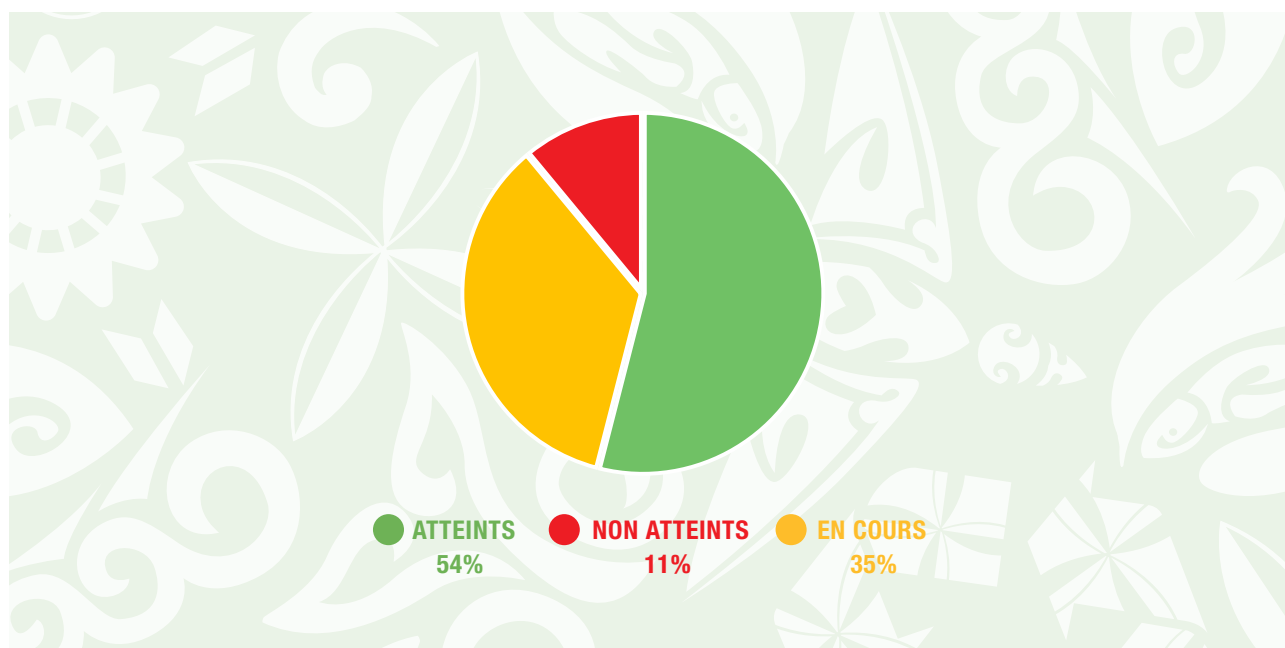
Nous vivons une époque sans précédent. Les multiples crises mondiales actuelles, exacerbées par la pandémie de COVID-19 et les événements climatiques extrêmes, ont eu des répercussions sur nous tous. Dans le Pacifique, la perte de biodiversité, la pollution et les changements climatiques, en particulier, rendent le travail du PROE plus important que jamais, avec le soutien de tous nos partenaires, pour assurer la conservation et la protection de notre environnement pour les générations actuelles et futures.

Nous ressentons un nouveau sentiment d'urgence face aux défis qui nous attendent. Notre Plan stratégique 2017–2026 étaye ce sentiment et souligne notre détermination à mettre en œuvre nos activités, programmes et projets. Il dessine clairement la voie à suivre en veillant à ce que nous continuions à adopter une approche plus intégrée, ciblée et programmatique pour répondre aux priorités stratégiques qui y sont énoncées.

Le Plan stratégique 2017–2026 du PROE donne la priorité à quatre objectifs régionaux pour assurer la résilience et la durabilité des communautés du Pacifique. Ces objectifs sont interdépendants et reposent sur un ensemble de buts clés. Le Plan stratégique 2017–2026 identifie également des objectifs organisationnels clés, qui définissent les politiques, les processus et la capacité du PROE à atteindre ses priorités stratégiques.

La mise en œuvre du Plan stratégique 2017–2026 est évaluée par le biais du Plan de mise en œuvre des performances (PIP), qui fournit une planification de haut niveau et des rapports aux Membres sur la réalisation des progrès vers les objectifs stratégiques. Le processus PIP est basé sur un cycle biennal ; ainsi, le PIP 2020–2021 et les grandes lignes des principaux résultats obtenus sont présentés dans le rapport annuel du PROE 2021.

Le PIP 2020–2021 renferme un total de 117 indicateurs de résultats stratégiques, dont 66 pour les Objectifs régionaux et 51 pour les Objectifs organisationnels. Dans l'ensemble, la performance du PROE pour la période du PIP 2020–2021 a montré que, tout en faisant face aux défis du COVID19, 54 % des objectifs par résultat stratégique ont été atteints ; 35 % sont en cours ; et 11 % n'ont pas été atteints. 41 % des indicateurs de résultats ont été réalisés pour les Objectifs régionaux et 71 % pour les Objectifs organisationnels. Les principales réalisations sont exposées dans le rapport annuel par objectifs régionaux et organisationnels.





## LE COVID-19 ET NOTRE RÉPONSE

APERÇU

En bref, ce fut difficile. Ce rapport annuel met en lumière les nombreux défis posés par la nature imprévisible et troublante de la pandémie de COVID-19. Dans l'ensemble, elle a eu un effet sur la capacité du Secrétariat à réaliser et mettre en œuvre ses activités dans les pays, y compris l'exécution des projets.

Néanmoins, la nécessité de faire progresser les travaux au nom de nos mandants respectifs est restée notre

priorité absolue. Nous savons que notre peuple du Pacifique est résilient et, en tant que tel, malgré les aléas du COVID-19, notre engagement envers notre objectif et notre mission est resté entier ; ce qui témoigne clairement de notre résilience. Nous avons dû nous adapter et nous réajuster, ainsi que faire preuve d'innovation et de stratégie dans nos approches de la prestation de services aux Membres. Notre modus operandi a fortement évolué avec l'utilisation accrue de

l'apprentissage en ligne pour dispenser des formations, des plateformes virtuelles pour organiser les réunions et les consultations des parties prenantes, mais aussi l'engagement de plus d'experts locaux pour mener des activités sur le terrain en collaboration avec les gouvernements et les partenaires des îles du Pacifique. La communication et le contact avec les Membres et les partenaires se faisaient principalement à distance et de façon virtuelle.





Photo : L.Reupena

## SYNTHÈSE DES OBJECTIFS RÉGIONAUX

Les capacités techniques et de communication des services météorologiques et hydrologiques nationaux du Pacifique ont été renforcées grâce à des projets tels que la phase 2 du Programme d'appui pour le climat et les océans dans le Pacifique (COSPPac), financé par le gouvernement australien, et le projet d'Adaptation aux changements climatiques et développement de la résilience dans le Pacifique (PACRES), financé par l'Union européenne.

Nos membres ont pu bénéficier d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients grâce au travail de projets tels que l'Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC), qui a été évalué comme bon/très bon par un groupe d'évaluation externe indépendant de l'Initiative internationale allemande pour le climat (IKI). Nous sommes parvenus à renforcer la capacité nationale de gestion des écosystèmes et de la biodiversité en matière

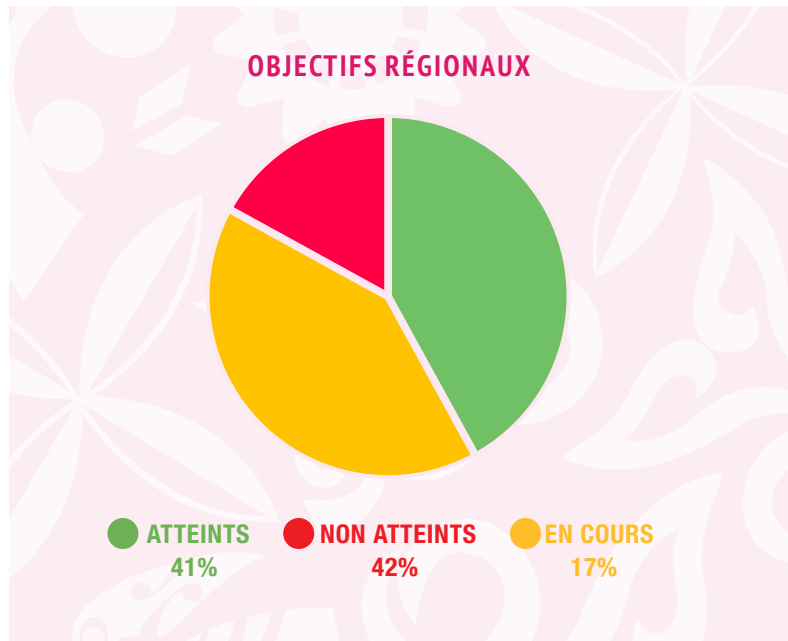
de plantation de mangroves et d'herbiers marins, et de régénération du corail grâce à un appui technique et institutionnel continu aux ÉTIO afin de répondre aux défis.

Dans notre quête d'une meilleure gestion des déchets et d'un meilleur contrôle de la pollution pour les pays du Pacifique, nous avons obtenu un financement pour la mise en œuvre d'une action hautement prioritaire dans le cadre du Plan d'action régional du Pacifique sur les déchets marins. Mais aussi du programme ACP-AME III de l'UE pour la mise en œuvre efficace du contrôle et de la conformité aux AME liés à la biodiversité et aux produits chimiques et déchets. La réussite de la Table ronde pour un Pacifique propre 2021 a été un moment marquant.

Les gouvernements et les populations des îles du Pacifique ont également bénéficié au niveau national de l'amélioration de la collecte de données environnementales, du suivi, de l'analyse et de la

communication des résultats grâce aux 12 000 ensembles de données du réseau du Portail du Pacifique pour l'environnement. L'utilisation des dernières données disponibles sur ce portail a permis de soutenir la rédaction de rapports nationaux, en particulier le compte rendu sur l'état de l'environnement dans 13 des 14 pays insulaires du Pacifique, grâce au projet Inform financé par le PNUE-FEM. Le Partenariat

d'apprentissage du Pacifique pour un environnement durable et sociable (PLP/ESS), un partenariat avec l'UPS, la BAD et la Banque mondiale, a poursuivi le renforcement des capacités des régulateurs nationaux de l'environnement, y compris les spécialistes de l'évaluation de l'impact sur l'environnement, via la deuxième phase des modules de formation sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement et l'évaluation de l'impact social.





# SYNTHÈSE DES OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

En tant qu'organisation, le PROE a renforcé et réorienté ses capacités institutionnelles pour soutenir nos membres en améliorant les systèmes et services informatiques, en augmentant la visibilité grâce à la gestion des connaissances, en facilitant l'accès numérique du personnel et en soutenant la communication et la sensibilisation afin de susciter un changement positif des comportements environnementaux chez les membres.

Dans le cadre de notre action en vue d'aider nos membres à élaborer des politiques et des stratégies nationales

et régionales, nous avons lancé le Cadre de partenariat stratégique par pays et territoire (CTSPF) du PROE dans cinq pays pilotes. Le PROE a également été réaccrédité auprès du Fonds vert pour le climat avec des conditions d'accréditation de cinq ans, et a signé un nouvel accord de partenariat de dix ans avec le gouvernement australien, ce dont nous sommes extrêmement reconnaissants.

Garantir une base de financement durable pour obtenir des résultats environnementaux au profit du Pacifique insulaire est la clé de notre travail. Nous

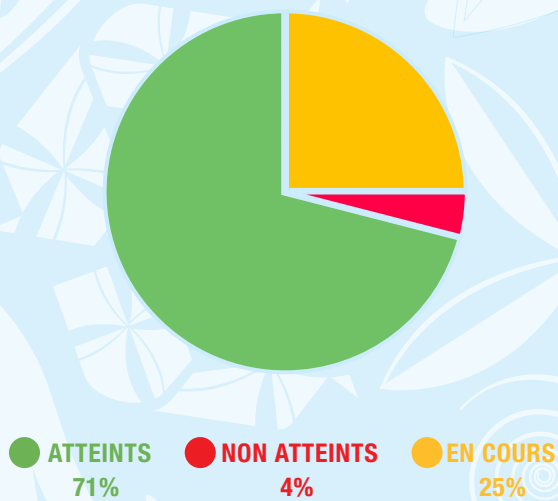
sommes ravis de constater une amélioration significative de la position des réserves à 1 017 711 USD au terme de l'exercice 2021, contre 57 763 USD en 2019. Cela reflète la réponse efficace du PROE au COVID-19, qui a permis de dégager un excédent et de reconstituer les réserves.

Nous réaffirmons que des partenariats et des collaborations significatifs, durables et productifs sont indispensables à la poursuite de notre mission. Plus de 20 nouveaux engagements de partenariat ont été signés avec la volonté de soutenir les objectifs régionaux en

matière de conservation de l'environnement dans le Pacifique.

Notre stratégie en matière de ressources humaines, élaborée et approuvée lors de la deuxième réunion du Conseil exécutif, est au cœur de nos efforts pour identifier et recruter les personnes ayant les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires pour nous aider à concrétiser notre vision régionale commune. Le PROE employait 125 personnes fin 2021, dont la plupart travaillaient initialement à distance du fait de la fermeture des frontières.

## OBJECTIFS ORGANISATIONNELS



SPREP  
PROE

## STRATÉGIE DU PERSONNEL 2021-2025

### OBJECTIF

- Devenir le premier employeur de la région Pacifique.
- S'engager à offrir une culture d'équipe inclusive et stimulante, qui attire les meilleurs talents du monde entier, et les encourager à se perfectionner et à s'épanouir.
- Partager notre expertise, nos connaissances et notre passion afin de générer des changements positifs, au bénéfice de nos communautés du Pacifique.

**PORTÉE : tous les employés du PROE**

### RÉSULTATS

1. Une culture est inclusive et résiliente
2. La santé, la sécurité et le bien-être sont ancrés partout dans l'organisation
3. Un Plan des ressources humaines rigoureux est mis en œuvre
4. Une meilleure maîtrise des capacités de leadership
5. Renforcement des politiques, pratiques et méthodes de travail du personnel

**APPROCHE DE MISE EN ŒUVRE : dirigée par le responsable et l'équipe**





# THÈMES TRANSVERSAUX ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Notre travail au sein du PROE est étroitement lié à de nombreuses problématiques transversales clés, notamment l'innovation, les liens stratégiques, la gestion des risques et l'intégration des questions d'égalité entre les sexes.

Le PROE a continué à favoriser et à promouvoir les interconnexions stratégiques et programmatiques dans toute son organisation, ainsi que les intégrations interprogrammes et interdépartements, y compris les synergies entre différents projets. La gestion des risques est indispensable à une gouvernance efficace, rationnelle et réactive pour le PROE. À ce titre, le Comité interne de gestion des risques a continué à suivre les risques d'entreprise, en particulier en ce qui concerne les quatre

risques prioritaires approuvés par l'équipe de direction en 2020. L'intégration de la problématique hommes-femmes est également restée un sujet prioritaire pour le PROE. Plusieurs initiatives ont été prises et lancées par l'organisation dans le cadre de ses efforts de promotion et d'intégration des questions d'égalité entre les sexes dans tous ses programmes, projets et activités, y compris les systèmes et procédures internes.

Si l'on se penche sur ces dernières années, de nombreux enseignements ont été tirés. Par exemple, nous montrer réceptifs et flexibles face aux évolutions de l'environnement de travail et à la manière dont ces approches peuvent être appliquées aux cadres actuels pour les politiques de

financement et de passation des marchés. Le Secrétariat du PROE doit poursuivre l'évaluation et la révision de son portefeuille de partenaires, et identifier les importantes orientations stratégiques pour l'expansion de ses partenariats, conformément à la Stratégie pour la mobilisation des partenaires et des ressources et à son Plan stratégique 2017–2026.

Mais compte tenu des défis posés par le COVID-19, la plus grande leçon est sans doute la suivante : pour que le Secrétariat reste dynamique, évolutif et pertinent face aux besoins environnementaux actuels et changeants de notre région Pacifique, nous devons faire preuve d'innovation et rechercher de nouveaux moyens de réaliser les priorités des

Membres. La transformation numérique et les plateformes virtuelles visant à faciliter la prestation de services, de manière efficace et efficiente, doivent représenter une partie essentielle de notre infrastructure, à mesure que nous nous tournons vers l'avenir. Ces temps difficiles nous ont permis de tirer de nombreuses leçons.

Globalement, ce rapport annuel met en lumière la résilience du PROE, de nos partenaires et de tous nos membres, qui ont su réagir, s'adapter et ajuster notre façon de travailler, tout en continuant à œuvrer avec diligence à la réalisation de notre vision : « Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ».



STAFF SEMINARS



STAFF INDUCTION



IN-HOUSE  
LEARNING



WEBINARS



COLLABORATION  
WITH PARTNERS



E-LEARNING



KNOWLEDGE SHARING  
through linking/  
coordinating  
mechanisms



INDIVIDUAL  
LEARNING







# Amplifier la voix du Pacifique



United Nations  
Framework Convention on  
Climate Change

à la Vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CdP26)

Au cours de cette conférence qui s'est tenue à Glasgow, au Royaume-Uni, du 31 octobre au 12 novembre, les priorités pour les petits États insulaires en développement du Pacifique concernaient l'article 6 : approches fondées sur le marché ou non, pertes et dommages, adaptation, rapports et bilan mondial pour la transparence, financement de l'action climatique, lien océans-climat, renforcement des capacités et technologie, ainsi qu'évaluation périodique, recherche et observation scientifique.

Le PROE a entrepris toute une gamme de travaux préparatoires afin d'aider les petits États insulaires en développement du Pacifique à participer à la CdP26, tels que des réunions d'information sur la logistique, des discussions fructueuses avec les ministères australien et néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, ainsi qu'avec le Royaume-Uni, qui présidait la Conférence, afin de solliciter leur assistance pour assurer la participation des petits États insulaires en développement du Pacifique.

Le PROE a doté les délégués et déléguées des petits États insulaires en développement du Pacifique des outils nécessaires au plaidoyer en faveur de mesures ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques, et a également reçu de la part de ses Membres des instructions claires visant à garantir que ces États soient vus et entendus dans autant d'espaces que possible. Cela, dans le but de remédier au manque de présence visible, d'autant plus que de nombreuses délégations du Pacifique ne pouvaient toujours pas voyager en raison des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19.

C'est ainsi que le PROE a lancé plusieurs initiatives de communication ambitieuses à la CdP26.

## Espaces MOANA BLUE PACIFIC

Même si, en conséquence de la pandémie de COVID-19, il n'y avait pas de pavillon du Pacifique, des occasions ont été créées pour les délégations du Pacifique de renforcer leur participation et leur présence à la Conférence.

- L'espace de l'Office du Pacifique et la salle de réunion partagée avec la délégation néo-zélandaise ont fourni un espace privé où les délégués et déléguées du Pacifique ont pu élaborer leur stratégie, travailler et tenir des réunions.
- Quinze manifestations parallèles consacrées au Pacifique ont été coordonnées dans une arène partagée à la Conférence.

Des manifestations hybrides ont été organisées dans ces espaces, tenant compte des réglementations en matière de distanciation sociale imposées par les organisateurs de la Conférence en raison de la pandémie.

L'Office du Pacifique a servi de quartier général pour la coordination de l'action des petits États insulaires en développement du Pacifique lors de la CdP26. Il est devenu l'espace privé qui a permis aux délégués et déléguées du Pacifique insulaire de débattre de leur stratégie lors des négociations à la Conférence. Cinquante-neuf réunions ont été tenues dans l'espace de réunion partagé à la Conférence, parmi lesquelles 11 étaient

## MOANA BLUE PACIFIC @COP26

Moana Blue Pacific @COP26 is a partnership with Aotearoa New Zealand managed by the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP).

des réunions de haut niveau. Il faut également savoir qu'afin de respecter les mesures de distanciation sociale imposées par les organisateurs de la Conférence, cette salle de réunion ne pouvait contenir que huit personnes. L'espace de l'Office du Pacifique a accueilli 21 réunions, dont huit étaient des manifestations de haut niveau. Cet espace pouvait contenir 21 personnes dans le respect des mesures de distanciation sociale.

Quinze manifestations parallèles consacrées au Pacifique se sont tenues dans l'espace partagé du Moana Blue Pacific réservé aux manifestations, qui ont pu compter sur la participation de près de 600 personnes, tant présentes sur place que via Zoom.

Les espaces Moana Blue Pacific ont été financés par la Nouvelle-Zélande et gérés par le PROE.



# UNFCCC CdP26



## Hausse de la présence et de la visibilité du Pacifique

- ✓ Vingt-trois articles de presse ont été rédigés sur le Pacifique au cours de la CdP26.
- ✓ Plus de 200 000 personnes ont été atteintes par le biais de la page Facebook du PROE, qui a émis 57 publications tout au long de la Conférence.
- ✓ Mise en place d'un site internet et d'une appli Moana Blue Pacific.
- ✓ 1 000 masques faciaux Flexfor1pt5 (voir plus bas) et 800 fleurs de seis (ornement capillaire) ont été distribués gratuitement.
- ✓ Le signe de la main Flexfor1pt5 a été repris par les dirigeants et dirigeantes mondiaux, ainsi que par les plus importantes négociatrices et négociateurs sur les photos prises lors de la Conférence.



### La campagne

# #FLEXFOR1PT5

## sur les réseaux sociaux

13

Étant donné qu'une grande partie du monde est passée aux réunions en ligne du fait de la pandémie de COVID-19, le PROE a coordonné une campagne numérique efficace, fort des contributions des délégations du Pacifique et avec l'appui du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce.

Nommée « Flexfor1pt5 » (« Danse pour 1,5 »), cette campagne a encouragé son public cible d'utilisateurs et utilisatrices de réseaux sociaux à porter le débat public sur TikTok afin de démontrer leur soutien à un réchauffement planétaire limité à +1,5 °C.

Ce sont les champions du monde de hip-hop, le groupe néo-zélandais « Royal Family », qui ont porté cette campagne en composant une courte chorégraphie, avant de défier le public à répéter cette danse pour appeler à limiter le réchauffement planétaire à +1,5 °C. Cette initiative nous a menés à nouer un partenariat avec TikTok, via leur nouvelle fonctionnalité « Stitch and Duet », au moyen des publicités Spark. En à peine deux semaines, plus de 14,5 millions de personnes ont visualisé le contenu sur le compte TikTok Flexfor1pt5 ; plus de 20 000 personnes s'y sont abonnées ; plus de 200 000 « J'aime » ont été reçus.

La création du contenu de Flexfor1pt5 a également coïncidé avec les matchs de l'équipe de rugby des Tonga à Murrayfield, en Écosse, et à Twickenham, à Londres. L'équipe tongane a participé à la campagne Flexfor1pt5 par des numéros de danse exécutés au stade avant et pendant les matchs.

# #FLEXFOR1PT5



## Coopérer pour faire entendre nos voix du Pacifique

Différentes activités préparatoires ont été élaborées par les membres du One-CORP+, une plateforme qui réunit diverses organisations régionales et autres, qui ont collaboré sous la direction du PROE afin de fournir les meilleurs conseils et aides possibles aux délégations du Pacifique.

À part les diverses ressources élaborées par le PROE à partir des contributions du CORP, l'année 2021 a vu la mise en œuvre de la série de profilages. En collaboration avec les Parties du Pacifique insulaire et en partenariat

avec Climate Analytics et le One-CORP+, le PROE a encadré des sessions virtuelles d'une demi-journée relatives à l'article 6 concernant les marchés du carbone, les pertes et dommages ainsi que l'adaptation, le financement de l'action climatique et le lien océan-climat. Ces sessions ont été conçues pour aider les Parties du Pacifique insulaire à renforcer leur connaissance et leur compréhension des sujets avec l'aide d'expertes et d'experts du PROE, de Climate Analytics, du One CORP+ et des Parties du Pacifique insulaire.

« Ces réunions sont importantes parce qu'elles aident les délégations des petits États insulaires en développement du Pacifique à se mettre à jour des dernières évolutions en guise de préparation à la Conférence des Parties. Pour ce faire, l'équipe de soutien technique du PROE, de Climate Analytics et d'autres organismes partenaires s'occupent d'une grande partie du suivi et des recherches d'une manière que nous ne pourrions faire seuls, car nous n'avons pas les ressources ni le temps pour cela »

M. Xavier Matsutaro, coordinateur national de la lutte contre les changements climatiques aux Palaos.

## Les champions politiques du Pacifique pour le climat amplifient la voix du Pacifique sur l'arène mondiale

La voix collective du Pacifique, qui appelle les dirigeants et dirigeantes mondiales à appliquer d'urgence l'accord de Paris, a pu compter sur un mana redoublé lors de la 26<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui s'est tenue à Glasgow, grâce à l'action de ses cinq « champions politiques pour le climat ».

Ces champions, dont la liste avait été publiée avant le début de la Conférence, sont :

- Fidji : M. Aiyaz Sayed-Khaiyum, Procureur général et ministre de l'Économie et de la Lutte contre les changements climatiques, champion pour le lien océan-climat et le financement de l'action climatique
- Tuvalu : M. Seve Paeniu, Ministre des Finances et de la Lutte contre les changements climatiques, champion pour les pertes et dommages
- Palaos : M. Steven Victor, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement,

champion pour l'intégrité environnementale (marchés, biodiversité, solutions axées sur la nature)

- République des îles Marshall : M. Bruce Bilimon, Ministre de la Santé et des Services sociaux
- Îles Cook : M. Mark Brown, Premier ministre, champion pour le financement de l'action climatique

Non contents de relater la situation en cours dans leur pays respectifs, ces champions ont également exprimé l'appel collectif de l'ensemble du Pacifique. Une assistance technique a été fournie à chacun des différents et différentes membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), pour lequel le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) a apporté une aide technique et autre pour MM. Bruce Bilimon et Steven Victor, ministres respectivement des Îles Marshall et des Palaos.

Le président de la CdP26, M. Alok Sharma, a salué le Pacifique pour son engagement, son esprit d'initiative et les

mesures prises pour amplifier sa voix par l'intermédiaire des champions politiques du climat, toutes choses qui ont, selon lui, grandement contribué à la « réussite » de la Conférence.

« Le Pacifique a joué un rôle crucial dans la réussite de la cette Conférence, tant avant son lancement officiel que pendant l'évènement lui-même », a ainsi déclaré M. Sharma.

« L'engagement et l'esprit d'initiative démontré par le Pacifique et, bien entendu, ses discours édiants, ont aidé les dirigeants et dirigeantes du monde à aller plus loin dans leurs engagements pris à Glasgow. De la part et de l'ensemble de l'équipe britannique, j'aimerais vous adresser un tout grand merci de vous être tenus à nos côtés lors des discussions très difficiles que nous avons eues avec de nombreuses Parties. »

Pour madame Fiamé Naomi Mata'afa, Première ministre du Samoa, qui préside les petits États insulaires en développement du Pacifique, la représentation du Pacifique à la CdP26 a sans doute été plus petite que ce qu'elle aurait

pu être sans la pandémie de COVID-19, mais il s'est agi d'un contingent hautement efficace de champions politiques de haut niveau, qui ont brillamment défendu les principales priorités de la région.

« Cette mesure a été perçue comme cruciale pour faire en sorte que le savoir technique soit fortement soutenu par une volonté politique, et vice-versa. À ce titre, et malgré la conclusion de la CdP26, avec ses réussites et ses insuffisances, nous devons poursuivre sur cette lancée en accordant d'ores et déjà toute notre attention à la définition de notre stratégie pour la CdP27 », a-t-elle suggéré. « Le Pacifique a déjà entamé sa préparation pour la CdP27. Lors des négociations, nos priorités resteront cohérentes et nos positions unies et fermes dans l'espoir d'une limitation à +1,5 °C du réchauffement planétaire. » entamé sa préparation pour la CdP27. Lors des négociations, nos priorités resteront cohérentes et nos positions unies et fermes dans l'espoir d'une limitation à +1,5 °C du réchauffement planétaire. »



## Mana Moana Pacific Voices

Soucieuse de faire porter sa voix dans autant d'espaces que possible lors de la Conférence, le Pacifique s'est lancé dans une nouvelle campagne visant à parler au cœur et aux émotions des gens. La campagne « Mana Moana Pasifika Voices », financée par le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, a été le fruit d'un partenariat fructueux entre ce ministère, le PROE, Mana Moana, Storybox, des artistes

du Pacifique, le poète Dr Karlo Mila et Pasifika TV.

Dans le cadre de cette campagne, une compilation de 10 poèmes a été produite et publiée au format numérique sous la forme de brèves vidéos artistiques narrant les incidences qu'ont les changements climatiques sur le Pacifique.

Ces brèves « poésies filmées » ont été présentées lors de quatre manifestations différentes au cours de la



CdP26, et diffusées sur les chaînes de télévision des îles du Pacifique par les soins

de Pasifika TV. Ces films ont atteint 4 000 vues fin 2021 sur la chaîne YouTube du PROE.

## Formation pré-CdP et participation virtuelle à la CdP26 à Glasgow

Le projet UE-intra-ACP-GCCA+ d'adaptation du Pacifique aux changements climatiques et de renforcement de la résilience (PACRES) renforce les capacités des jeunes négociatrices et négociateurs du Pacifique pour le climat.

Dans ce cadre, l'Université du Pacifique Sud (UPS) a organisé une formation virtuelle pré-CdP qui a duré trois jours, du 28 au 30 septembre 2021, afin de former six étudiants et étudiantes et une équipe de dix suppléantes et suppléants à la structure et aux procédures de la Conférence des Parties à la CCNUCC.

26 femmes et 19 hommes ont participé à cette formation. Parmi les personnes

participant, on comptait des étudiants et étudiantes de l'UPS, ainsi que des représentantes et représentants des délégations nationales des petits États insulaires en développement du Pacifique, d'organisations de la société civile, de la Conférence des églises du Pacifique, de la section jeunes du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique et des partenaires du projet PACRES.

Les principaux sujets abordés au cours de la formation étaient les axes prioritaires des petits États insulaires en développement du Pacifique pour la CdP26, la climatologie et les données contenues dans le dernier rapport du GIEC (AR6), les océans et le climat,

la diplomatie climatique, les pertes et dommages, l'adaptation, le lien entre changements climatiques et problématique hommes-femmes, les organisations d'inspiration religieuse et la communication. À la suite de cette formation les étudiants et étudiantes appuyées par le PACRES ont participé à la réunion préparatoire virtuelle des petits États insulaires en développement du Pacifique à la CdP26, organisée du 5 au 8 octobre 2021 par le PROE afin de poursuivre les préparations en vue de la Conférence à Glasgow.

Une équipe de 13 étudiantes et étudiants (neuf femmes, quatre hommes) a ensuite

participé à la CdP26 en ligne. Six de ces 13 personnes ont joué un rôle d'appui pour les délégations nationales des Fidji, des Îles Salomon, des Tuvalu et de Vanuatu ; les autres venaient à l'appui des six premiers qui composaient l'équipe principale. La plupart de ces étudiants et étudiantes de l'UPS ont pu se joindre aux sessions à partir d'un emplacement centralisé à l'université même ; une autre personne s'est connectée à partir des Îles Salomon, et une autre à partir de la Nouvelle-Zélande. En dépit du décalage horaire, ils et elles sont parvenues à suivre les diverses discussions et manifestations parallèles tout au long de la Conférence.

Le projet intra-ACP-GCCA+ d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES) vise à apporter de meilleures solutions nationales et régionales en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des effets de ces changements sur les 15 pays du Pacifique membres de l'OEACP. Le PACRES est doté d'un budget de 12,18 millions d'euros, essentiellement pris en charge par l'Union européenne (12 millions d'euros), avec un appui ciblé offert par la Confédération suisse et par Monaco. Le PACRES est exécuté de façon conjointe par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (FIP), par la Communauté du Pacifique et par l'Université du Pacifique Sud.





# Résilience face aux changements climatiques

« Bien que la COVID-19 nous ait quelque peu fait reculer, nous sommes déterminés à avoir l'impact positif dont nous sommes capables à l'avenir. Il s'agit d'une avancée bienvenue alors que nous perséverons à nous adapter au changement climatique et à l'atténuer. »

Les mots de l'ancien Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, après que le PROE a été réaccrédité auprès du Fonds vert pour le climat en tant qu'entité régionale de mise en œuvre.

Rivière Navua supérieure, Viti Leu, Fidji. Photo © Stuart Chape

C'était l'un des nombreux points forts de l'année, le Secrétariat continuant à veiller à ce que les Communautés océaniques voient leur résilience aux changements climatiques renforcée. Le travail visant à renforcer la capacité des Membres des îles du Pacifique à gérer l'adaptation nationale aux changements climatiques (CCA), l'atténuation (CDN) et la réduction des risques de catastrophe (DRR) se poursuit, ainsi que le renforcement de la capacité des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN). Un soutien a été apporté aux Membres pour leur permettre d'accéder et de gérer les finances liées aux changements climatiques et de définir des réponses politiques aux problèmes de pertes, de dégâts et de déplacement des populations induite par les catastrophes.

16

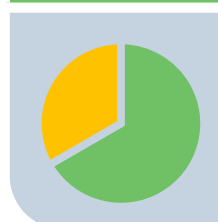
## OBJECTIF RÉGIONAL 1 Les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

Les peuples océaniques ont bénéficié d'une meilleure résilience face aux changements climatiques dans les domaines de la météorologie, de l'adaptation et de l'atténuation. Dans le domaine de la météorologie, les capacités techniques et de communication de plus de 200 fonctionnaires des services météorologiques et hydrologiques nationaux du Pacifique ont été renforcées grâce à des projets tels que le programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique (COSPPac II), financé par le gouvernement

australien, et le projet PACRES (Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building), financé par l'Union européenne. COSPPac II a également permis d'améliorer la science du climat dans le Pacifique grâce au rapport sur le changement climatique dans le Pacifique et la communication sur les risques climatiques par le biais de Early Action Rainfall Watch (EAR Watch), du bulletin climatique et du bulletin océanique avec l'inclusion des connaissances traditionnelles.

Dans le domaine de l'adaptation, le projet PACRES a financé la mise en œuvre d'initiatives prioritaires d'adaptation basée sur les écosystèmes (EbA) pour les Îles Salomon, le Vanuatu et Samoa, qui aideront les pays dans leurs efforts d'adaptation aux changements climatiques. Bien qu'ils contribuent à moins de 0,03 % des émissions totales de gaz à effet de serre (GES) dans le monde, les pays du Pacifique restent en première ligne des impacts des

### OBJECTIF RÉGIONAL 1



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS  
24

ATTEINTS  
16

NON ATTEINTS  
0

EN COURS  
8

changements climatiques. Les pays insulaires du Pacifique ont montré leur engagement par le biais des contributions déterminées au niveau national (CDN), mettant en évidence les engagements nationaux pour la réduction des émissions. Le pôle des CDN, financé par la GIZ avec des fonds supplémentaires d'Irish Aid, a permis la construction de systèmes de biogaz dans deux institutions scolaires rurales au Vanuatu : le lycée de Matevulu et le lycée Saint Patrick.



## OBJECTIF 1.1

Renforcer la capacité des Membres des îles du Pacifique à diriger, hiérarchiser et gérer l'adaptation nationale aux changements climatiques (CCA), l'atténuation (CDN) et la réduction des risques de catastrophe (DRR), conformément à leurs objectifs nationaux en matière d'environnement et de développement et à leurs obligations volontaires et légales dans le cadre des accords régionaux et internationaux.

### La plateforme d'apprentissage en ligne du Centre océanien sur les changements climatiques, une opportunité en plein COVID-19

Une plateforme d'apprentissage en ligne où les populations des îles du Pacifique peuvent accéder à des informations et s'engager vis-à-vis des impacts des changements climatiques, des connaissances, des besoins en capacités et de l'innovation, s'est avérée cruciale.

La plateforme d'apprentissage en ligne du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) comprend des cours à destination des cadres, des cours de courte durée d'apprentissage ouvert, un espace d'éducation pour

les enfants et des séries de webinaires.

Le lancement de la plateforme le 12 mars 2021 s'est déroulé en présentiel au PCCC et en ligne pour les participants étant hors de Samoa. Depuis le lancement, 190 participants, 46 % d'hommes et 54 % de femmes, ont bénéficié de trois cours pour cadres en 2021.

La plateforme a permis aux professionnels, aux praticiens et aux parties prenantes de renforcer leurs capacités en matière de résilience climatique, de prévisions climatiques, de météorologie,

de science du climat, de finance, de résilience aux catastrophes et autres sujets connexes.

L'apprentissage en ligne est une solution innovante aux défis rencontrés en raison de la pandémie mondiale. Elle utilise les technologies en ligne pour accéder à distance à l'éducation, à la formation et aux ateliers sur les changements climatiques. La plateforme utilise les services cloud de Moodle, qui peut accueillir 1 000 utilisateurs à la fois.

Le représentant résident du Japon à Samoa représentait

le Gouvernement japonais, le haut-commissaire adjoint de la Nouvelle-Zélande à Samoa représentait le Gouvernement néo-zélandais, et le directeur général du ministère des Affaires étrangères et du Commerce était présent au nom du Gouvernement de Samoa. Les pays Membres du PROE et d'autres partenaires ont rejoint l'événement en ligne.

Rendre ces outils et ces cours en ligne accessibles à tous confirme que le CCCP reste fidèle à la vision de ceux qui ont travaillé si dur pour créer ce pôle d'excellence régional.

### La République des Îles Marshall reçoit une formation sur la mesure, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre

La République des Îles Marshall a bénéficié d'une formation sur la mesure, la déclaration et la vérification (MRV) des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la part du pôle régional des contributions déterminées au niveau national (CDN) du Pacifique.

Organisée en février 2021, la formation a été dispensée par le partenaire de mise en œuvre du pôle CDN, le Global Green Growth Institute (GGGI), en réponse à la demande de la RIM de renforcer les capacités des fonctionnaires impliqués dans la mise en œuvre et la rédaction des rapports sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) du pays.

La formation s'est concentrée sur le MRV sectoriel des émissions de GES conformément à l'article 13 de l'Accord de Paris, en rapportant et en vérifiant l'équivalent des émissions de carbone réelles sur une période définie. Les participants ont également été formés à la collecte, à la déclaration et à la conservation des données relatives aux émissions de GES, afin de soutenir les rapports nationaux dans les secteurs respectifs.

Le point focal alternatif du pôle CDN de la RIM et le Directeur adjoint du Bureau national de l'énergie au ministère de l'Environnement de la RIM, M.

Benjamin Wakefield, a salué cette initiative.

« Nous sommes très heureux de recevoir cette formation opportune conçue pour la RIM afin d'aborder la mesure, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre », a déclaré M. Wakefield. « Nous sommes reconnaissants au pôle CDN régional du pacifique et à l'Institut mondial de la croissance verte de s'appuyer sur la formation organisée en octobre 2020. Sa personnalisation pour répondre aux besoins de la RIM est un premier pas très important vers le renforcement des capacités de la RIM afin d'atteindre nos objectifs relatifs aux CDN ».

La RIM bénéficiera également d'un renforcement de l'ambition de ses priorités en matière d'atténuation et d'adaptation, ainsi que d'un renforcement de la capacité du pays à participer aux futurs mécanismes et instruments.

Ce travail fait partie de la déclaration des GES de la RIM à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le département RCC du PROE est également membre du pôle CDN du Pacifique. Les partenaires impliqués sont : le pôle CDN régional du pacifique, l'Institut global de la croissance verte (GGGI), les gouvernements d'Allemagne, d'Australie et de Nouvelle-Zélande.



## Le Vanuatu accueille les centres climatiques communautaires

Plus de 20 000 habitants du Vanuatu, dans les provinces de Torba et Sanma, ont bénéficié de la mise sur pied des centres climatiques communautaires dans le cadre du projet Vanuatu Klaemet Blong Redy, Adapt mo Protekt (Van-KIRAP).

Le projet garantit que les informations météorologiques et climatiques vitales atteignent les communautés les plus vulnérables.

Les populations du gouvernement provincial et du conseil régional au Vanuatu attendent depuis longtemps que les services gouvernementaux leur parviennent. La création du centre climatique communautaire au niveau provincial et des conseils régionaux permet aux services d'information sur le climat (CIS) d'atteindre les communautés qui en ont le plus besoin.

M. Terry Daniel, administrateur de la zone 2 de South Santo, où est situé le centre climatique communautaire de Nakere, a déclaré que South Santo dépend fortement des produits agricoles pour ses revenus.

« Les informations sur les cyclones tropicaux, les précipitations et El Nino et La Nina nous sont importantes », a-t-il affirmé. « Elles nous aident à nous préparer. Nous sommes ravis de voir ce développement à notre porte ».

Au centre climatique communautaire de Luganville, il existe un partenariat ferme entre World Vision (ONG) et le bureau national de gestion des catastrophes du Vanuatu (NDMO).

La création du Centre climatique communautaire de Luganville a davantage

consolidé et amélioré cette relation de travail.

« La présence du Centre à Luganville nous permet (NDMO et World Vision) d'utiliser le mécanisme existant pour canaliser les produits SIC du Centre climatique, à travers nos réseaux établis, et vers les communautés de Santo », a déclaré M. Edward Gordon, un membre du personnel de World Vision basé à Luganville. « La présence du centre permet de faire circuler l'information du centre provincial vers les communautés. Ces informations renforcent la résilience de nos communautés à Santo. »

Cela permettra de créer une appropriation communautaire, une durabilité à long terme et d'accroître la résilience locale des communautés du Vanuatu. En outre, cette présence pourrait être utilisée comme



Vanuatu accueille les Centres climatiques communautaires, Conseil de la région de Nakere. Photo : Neil Livingstone Malosu

meilleure pratique pour d'autres pays du Pacifique.

Le travail a été soutenu par les dirigeants communautaires des provinces de Torba et Sanma, Van-KIRAP, le département de météorologie et de géorisques de Vanuatu, les bureaux nationaux de gestion des catastrophes (NDMO) locaux et World Vision Vanuatu.

## Élaboration des stratégies à long terme pour la décarbonisation dans les PEID

Afin de fournir des orientations relatives à l'élaboration de stratégies durables à long terme pour les opportunités de décarbonisation dans les petits États insulaires en développement (PEID), des stratégies à long terme pour la décarbonisation dans les PEID ont été élaborées.

Le projet réalisé par Climate Analytics et le SPREP, par le

biais du projet IMPACT, a été conçu pour encourager les gouvernements du Pacifique à accorder la priorité à l'atténuation du changement climatique et à la gérer.

Les stratégies à long terme permettent aux gouvernements de définir un plan visionnaire pour un avenir résilient et décarboné, compatible avec la limitation

du réchauffement à 1,5 °C. En exposant une telle vision, les stratégies à long terme peuvent orienter les ambitions et les actions à court terme et obtenir l'adhésion politique à une transformation intersectorielle de l'économie conforme aux objectifs de l'Accord de Paris.

Bien que ces stratégies soient distinctes des engagements à court terme pris dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays, la cohésion entre la vision contenue dans la stratégie à long terme d'un pays et sa CDN est cruciale et peut améliorer l'efficacité et le sérieux de la fixation des objectifs à court et à long terme.

Bien que les PEID ne contribuent qu'à une part extrêmement faible des émissions mondiales, ils font partie des premiers à subir les impacts climatiques disproportionnés. L'élaboration de stratégies à long terme conformes à la limite de température de l'Accord de Paris dans le cadre d'un processus inclusif des parties prenantes permettrait aux PEID non seulement de faire preuve de leadership au sein de la communauté internationale, mais aussi de récolter les fruits d'un plan à long terme orienté vers l'avenir et la résilience pour guider leur développement.



Forêt morte sur une île en voie de disparition, Îles Salomon. Photo © Stuart Chape



## Les États fédérés de Micronésie, Palau et Tonga testent des outils d'évaluation de l'impact de l'adaptation aux changements climatiques

Les outils d'évaluation de l'impact des projets d'adaptation aux changements climatiques ont été déployés dans les États fédérés de Micronésie (EFM), à Palaos et aux Tonga.

Des sessions d'orientation organisées virtuellement par l'équipe de projet AMCC+ SUPA au PROE en mars 2021, ont préparé les pays à tester la méthodologie pour mesurer les interventions passées d'adaptation aux changements climatiques.

L'évaluation des impacts aidera les communautés du Pacifique à collecter des données systématiques sur la santé, la sécurité alimentaire et hydrique, les services écosystémiques

fournis par l'environnement naturel, les infrastructures et l'environnement bâti, qui aideront les gouvernements à développer des stratégies durables pour stimuler la résilience.

Le consultant national AMCC + SUPA du Palaos, Umai Basilius, a déclaré : « L'application de l'ensemble des outils de l'impact et de la méthodologie peut non seulement améliorer ou réorienter un projet, mais aussi éclairer les décisions concernant la poursuite, l'interruption, la réplication ou l'intensification d'une ou plusieurs interventions. »

La coordinatrice de l'UPS, Aliti Koroi, a déclaré que les praticiens du pays étaient extrêmement enthousiastes



et particulièrement intéressés par la boîte à outils Kobo.

« Je fais des questionnaires manuels dans mon domaine de travail, mais je pense que la boîte à outils Kobo serait plus efficace pour moi. »

Le consultant national des Tonga, M. Fuka Kitekei'aho, a déclaré que l'autonomisation des communautés locales dans leur engagement en faveur du développement

local est l'épine dorsale du renforcement de la résilience.

« Le ministre de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information et des Catastrophes des Tonga doit être impliqué au côté de la communauté pendant la formation et la supervision de la participation de la communauté lors de la mise en œuvre de ces mesures structurelles côtières », a-t-il déclaré.

19

## Un projet renforce la résilience des mangroves de Moata'a à Samoa

Une collaboration entre les services gouvernementaux, les sociétés civiles, le secteur privé et le monde universitaire a été mise sur pied pour renforcer la résilience des mangroves de Moata'a et améliorer l'écosystème et le bien-être socio-économique des villageois, à Samoa.

L'analyse situationnelle de l'écosystème de mangrove de Moata'a est menée à bien par le PROE, le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de Samoa (MNRE) et des universitaires de l'Université de Newcastle et de l'Université nationale de Samoa.

Le projet répond au désir du village de conserver la

zone de mangrove restante et d'assurer ses moyens de subsistance futurs en transformant la zone en un site d'éducation environnementale et d'écotourisme : le Moata'a Living Lab.

L'analyse est divisée en deux phases et les études de base : la relation homme-mangrove et l'évaluation de l'hydro-sédimentation à l'aide de la cartographie SIG. Ces activités contribueront à renforcer la capacité d'adaptation de la communauté de Moata'a et à restaurer la confiance dans leur zone de conservation de la mangrove.

Le député de Vaimauga 2 et de Moata'a, M. Lenata'i Victor Tamapua, a exprimé sa sincère



Les membres de la communauté de Moata'a, ainsi que le personnel du PROE et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE) qui ont participé à l'atelier.

reconnaissance pour tous les efforts consentis. Il a fait remarquer que les avantages ne profiteraient pas seulement à sa circonscription électorale, mais qu'ils contribueraient également aux efforts internationaux

visant à améliorer la santé de l'écosystème à Samoa et dans le Pacifique.

Il a remercié le PROE, le MNRE, l'Université de New Castle et l'Université nationale de Samoa pour leur assistance.



## Mise en œuvre du Plan national de recyclage pour Nauru

La République de Nauru a développé un plan national de recyclage avec le soutien du pôle CDN. Nauru, l'un des plus petits États indépendants et démocratiques du monde, s'est engagé à relever l'énorme défi du réchauffement mondial, qui menace son existence même. Le contrat visant à élaborer le plan a été signé en juin 2021, et six mois plus tard, le plan national de recyclage complet a été approuvé.

L'aide apportée à Nauru garantit non seulement qu'il atteigne ses objectifs en matière de CDN, mais surtout, le plan national de recyclage guidera tous les travaux dans le secteur des déchets, étant donné que les ressources terrestres sont très limitées.

La CDN de Nauru est principalement axée sur l'adaptation plutôt que sur l'atténuation en raison de la disponibilité limitée des ressources naturelles sur l'île, en raison de l'exploitation intensive des phosphates

dans le passé. L'exploitation minière a fait disparaître une grande partie des forêts et des terres arables d'origine, réduisant considérablement les ressources en eau douce parmi un certain nombre de ressources naturelles essentielles et augmentant la dépendance aux importations pour répondre aux besoins alimentaires et énergétiques de base.

Cette situation a conduit le gouvernement nauruan à axer ses CDN principalement sur l'adaptation, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience pour lutter contre les effets néfastes des changements climatiques sur son île de faible altitude, qui ne se situe qu'à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer.

Le renforcement de la résilience de Nauru passe par la formulation de la stratégie de développement de Nauru 2005–2025, qui souligne l'engagement de l'île à atteindre un développement

durable dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et des infrastructures, en mettant l'accent sur la lutte contre les vulnérabilités, notamment les défis environnementaux mondiaux, les chocs économiques externes et les changements climatiques. La stratégie identifie également comme une priorité essentielle le besoin de minimiser les impacts négatifs sur la santé publique et l'environnement par une gestion efficace des déchets et des polluants.

Dans le domaine de la gestion des déchets, cela sera réalisé par le renforcement de la gestion des déchets solides et des eaux usées au moyen du renforcement des capacités et du développement des infrastructures. La stratégie nationale de gestion des déchets solides de Nauru de 2017–2026 a identifié six domaines thématiques prioritaires nécessaires pour aider le gouvernement à éliminer les goulots

d'étranglement actuels afin de mettre en œuvre avec succès la gestion des déchets solides : i) amélioration de la réforme réglementaire ; ii) sensibilisation et plaidoyer ; iii) renforcement des capacités ; iv) élimination des déchets ; v) réduction, réutilisation et recyclage des déchets ; et vi) financement durable.

L'étude de faisabilité visant à concevoir et à développer le plan national de recyclage porte sur le cinquième domaine thématique de « réduction, réutilisation et recyclage des déchets ».

Elle peut également servir de base aux propositions financières adressées aux donateurs étrangers afin d'obtenir des fonds pour mettre en œuvre le plan de recyclage. Le plan national de recyclage contribuera à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des déchets solides 2017–2026 pour Nauru. Le projet a été financé par Irish Aid Funds.

## Deuxième réunion sur la résilience dans le Pacifique : Notre peuple, notre parcours : Nourrir la résilience du Pacifique à domicile

Malgré les défis posés par la COVID-19, la 2<sup>e</sup> réunion sur la résilience du Pacifique (PRM) s'est tenue en juillet 2021. La participation physique s'est déroulée à Suva, aux Fidji, avec des participants virtuels venant de toute la région et attirant une participation mondiale en ligne.

La réunion s'est déroulée sous le thème : Notre peuple, notre parcours : favoriser la résilience du Pacifique depuis chez soi. Les expériences et les apprentissages ont été partagés afin d'intensifier la mise en œuvre du Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique : Une approche intégrée du changement climatique et de la gestion

des risques de catastrophes 2017-2030 (FRDP). Le FRDP est considéré comme le cadre régional global d'orientation des actions régionales, nationales et locales sur les changements climatiques, les risques de catastrophes et les voies de développement à faibles émissions.

La réunion sur la résilience du Pacifique sert de plateforme pour la mise en évidence des actions menées aux niveaux local, national et régional dans les domaines du changement climatique, de la réduction des risques de catastrophe et de l'atténuation. Les objectifs régionaux du programme de résilience aux changements climatiques du PROE vont

en droite ligne avec les trois objectifs du FRDP. Ces objectifs sont les suivants :

- 1) consolidation de l'adaptation intégrée et de la réduction des risques pour améliorer la résilience au changement climatique et aux catastrophes ;
- 2) développement à faible intensité de carbone ;
- et 3) consolidation de la préparation, de la réaction et du rétablissement en cas de catastrophe.

Le PROE a été impliqué dans l'assistance à la coordination et à la création de pôles virtuels nationaux pour la participation en ligne des pays participants. Les initiatives des pays membres ont été mises en évidence au cours de plusieurs

tables rondes et d'événements parallèles, et plusieurs pays Membres ont participé en tant que panélistes et orateurs principaux tout au long des trois jours de la réunion sur la résilience du Pacifique.

L'événement, bien que de format hybride, a connu un grand succès grâce à la mise en place d'une plateforme de conférence virtuelle en ligne et des pôles nationaux dans 11 pays insulaires du Pacifique participants. L'événement a présenté 26 sessions interactives avec plus de 150 intervenants et 1 700 participants. Parmi ces participants, les chiffres montrent que l'approximation du genre était de 1 000 femmes et 700 hommes.



# Renforcer la résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles dans la province du Golfe, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le PROE continue de soutenir ses Membres dans l'examen et l'élaboration de politiques en matière de changement climatique, l'intégration du changement climatique au niveau opérationnel et le renforcement de la gestion des connaissances par le biais du projet européen Intra ACP-GCCA+ Adaptation aux changements climatiques et renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES).

En août 2021, une équipe d'évaluation dirigée par Mme Luanne Losi, directrice par intérim de la branche Adaptation de la Climate Change Development Authority (CCDA), s'est rendue dans la région côtière de basse altitude de Karama et dans les

communautés environnantes de la province du Golfe.

Ils ont entrepris des consultations communautaires et des évaluations sur le terrain pour le projet PACRES qui renforcera la résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Le responsable du projet PACRES du PROE, l'UPS PACRES (UPNG), le représentant de notre consultant, le point focal communautaire de Karama et le personnel du CCDA composaient l'équipe.

Après des visites de présentation au gouvernement provincial et aux administrations de district, l'équipe a passé trois jours avec les communautés, évaluant les options de protection contre les

inondations et de sécurité alimentaire et hydrique. Les options visant à renforcer la résilience seront finalisées et mises en œuvre avec les communautés en 2022.

Les consultations communautaires ont confirmé une compréhension générale des changements climatiques au sein des populations, cependant, il est nécessaire de traduire les concepts et les informations spécifiques aux changements climatiques dans les langues locales.

La communauté a choisi une approche participative des consultations plutôt que des entretiens formels plus structurés.

La contribution du PACRES à Karama améliorera les

connaissances existantes dans la communauté en termes de réhabilitation de la mangrove, fournira des options alternatives pour la sécurité hydrique et alimentaire, et permettra à la communauté de se préparer aux catastrophes.

« La communauté est déjà résiliente aux impacts des changements climatiques, mais avec le soutien et la formation appropriés, elle sera mieux à même de prendre des décisions pour accroître sa résilience et sa capacité d'adaptation », a déclaré Mme Losi. Le PACRES financera les évaluations des besoins en matière de vulnérabilité pour un certain nombre d'autres communautés côtières de la province du Golfe en 2022.

## Développement du plan directeur de verdissement urbain de Port Vila

Les travaux sont en cours pour développer un plan directeur de verdissement des zones urbaines clés de Port Vila, afin de s'assurer que Port Vila conserve un environnement urbain sain et attrayant à l'avenir

« La population urbaine de Vanuatu devrait doubler d'ici 2035 », a déclaré Jeffrey Kaitip, directeur par intérim du département des affaires urbaines et de la planification. « De plus en plus de personnes se déplacent vers nos zones urbaines à la recherche d'opportunités économiques et éducatives. Cette croissance entraînera le

développement de logements urbains et périurbains, ainsi que l'expansion des infrastructures. Toutefois, cette croissance doit être équilibrée avec la nécessité d'améliorer les services sociaux, les équipements publics, les espaces verts et les zones de loisirs. »

Le plan directeur de verdissement est développé sous la direction d'un comité de pilotage, dirigé par le département des affaires urbaines et de la planification, et se concentrera sur quatre zones de la ville. Ces quatre zones englobent des parties des quartiers suivants :

Malapoa-Tagabe Ward, Anamburu-Melcofe Ward, Fresh Wota-Tassiriki Ward, Central Ward, et Southern Ward.

La première zone est le Northern Gateway (route principale allant de l'aéroport à Tebakor). La deuxième zone est le Central Business District (de Tana Russet à Central Market House). La troisième zone est l'enceinte des institutions parlementaires et culturelles, y compris le parc de l'Indépendance et le Parlement. La quatrième et dernière zone est le Southern Traffic Corridor (du rond-point ABM à Wharf Road et aux quais domestiques).

Le plan directeur de verdissement est financé par l'Union européenne dans le cadre du programme intra-ACP AMCC+ Adaptation du Pacifique aux changements climatiques et renforcement de la

résilience (PACRES) et est mis en œuvre par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) au nom du gouvernement de Vanuatu. Le cabinet de conseil local, Savvy Vanuatu, dirige la préparation du plan directeur en partenariat avec l'Université du Pacifique Sud (UPS).

« Une stratégie de verdissement efficace offrira de nombreux avantages aux communautés de Port Vila », a affirmé Semi Qamese, chef de projet du PROE. « Par exemple, une ville verte réduira le chauffage urbain, pourra mieux gérer les eaux de pluie et contribuera à protéger le magnifique port. Le verdissement offre également aux communautés locales des opportunités de se détendre et de profiter des espaces naturels dans l'environnement urbain.



Des plantations de mangroves dans le cadre du plan directeur urbain de Port-Vila. Photo : L.Wosevi Sau



## OBJECTIF 1.2

Réduire au minimum les pressions multiples sur les écosystèmes fragilisés des îles du Pacifique en mettant en place des approches écosystémiques pour s'adapter aux changements climatiques, notamment des mesures de lutte contre l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, afin de préserver la biodiversité et d'apporter de services écosystémiques étayant les moyens d'existence et favorisant un développement durable.

### Le dialogue renforce la coordination régionale pour la surveillance de l'acidification des océans

Les pays et territoires insulaires du Pacifique ont partagé les enseignements tirés de la surveillance de l'acidification des océans (OA) lors d'un dialogue sur la surveillance de l'acidification des océans dans les îles du Pacifique qui s'est tenu en mai 2021.

Le dialogue virtuel a été organisé par le PROE par le biais du projet NZPPOA (Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans de

la Nouvelle-Zélande) et du Pi-GOOS (Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique), avec l'aide de l'Institut coréen des sciences et technologies océaniques (KISOT).

La conversation était importante car il existe un besoin permanent de surveillance de l'acidification des océans et de ses impacts sur les écosystèmes marins dans le Pacifique. Le dialogue a également permis

aux participants nationaux de mieux comprendre l'acidification des océans dans le Pacifique et le pourcentage d'acidification que connaît actuellement l'océan.

La formation a été bien accueillie par les participants de tout le Pacifique. Un fonctionnaire du département de la pêche de Vanuatu a exprimé sa gratitude envers le PROE et ses partenaires pour cette opportunité.

« Apprendre du travail dans toute la région a été très instructif et motivant, je dois l'admettre », a-t-il déclaré. « Je suis très enthousiaste à l'idée de voir quel sera l'avenir du travail de surveillance au Vanuatu, en commençant au moins par quelque part et en engageant initialement nos communautés locales par le biais de matériel de sensibilisation. »

L'équipe CCR.



Photo : D.McFadzien



Photo : D.McFadzien



## OBJECTIF 1.3

**Renforcer les capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de projections à long terme et d'amélioration des services climatiques afin de soutenir la prise de décision et la coordination des Membres par le biais du Conseil météorologique du Pacifique.**

### L'égalité des genres et l'inclusion sociale améliorent l'information sur le climat et la prestation de services

Des mesures cruciales ont été prises pour renforcer l'égalité des genres et l'inclusion sociale (GESI) dans les services météorologiques et hydrologiques nationaux du Pacifique (SMHN) par le biais de la formation.

L'intégration de la dimension de genre dans les priorités en matière de changement climatique et de développement est essentielle pour lutter contre les inégalités sous-jacentes entre les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Dans cette optique, le Partenariat Australie-Pacifique sur le climat, en collaboration avec le Programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique II (COSPPac II) et Talanoa Consulting, a fourni une formation aux représentants des SMHN afin de mieux comprendre les concepts fondamentaux du GESI, y compris la pertinence des informations sur le climat et la prestation de services des SMHN.

Les participants se sont également engagés à identifier les opportunités et les obstacles organisationnels à

l'inclusion sociale. Les SMHN du Pacifique fournissent des services liés à la météo, au climat, à l'eau et aux océans afin d'aider les gens à prendre des décisions éclairées pour leur sécurité, leur bien-être socio-économique, leur prospérité et leurs moyens de subsistance durables. Par conséquent, la formation était essentielle pour garantir l'intégration du GESI dans toutes les opérations.

La formation a ciblé les cadres moyens et supérieurs des SMHN du Pacifique afin d'assurer la durabilité de

l'intégration du GESI dans le travail de base de ces institutions.

« Notre vulnérabilité aux changements climatiques signifie que les SMHN seront de plus en plus sollicités pour fournir des informations et des services sur le climat efficaces au cours de la prochaine décennie. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir que le GESI soit un fondement essentiel de notre travail », a déclaré M. Salesa Nihmei, conseiller en météorologie et en climatologie au PROE.

### Des auteurs du Pacifique contribuent à la littérature sur les cyclones tropicaux et la sécheresse

Les auteurs du Pacifique ont raconté leurs histoires sur la science et les impacts des changements climatiques dans la publication de deux nouveaux articles examinés par des pairs sur « Tropical cyclones contributing to extreme rainfall over the southwest Pacific nations » (Les cyclones tropicaux contribuant aux précipitations extrêmes sur les nations du sud-ouest du Pacifique) et « Historical and future drought impacts in the Pacific islands and atolls » (Les impacts historiques et futurs de la sécheresse dans les îles et atolls du Pacifique).

Les articles sont le résultat d'un processus d'un an du projet Next Generation of Climate Projection for Western Pacific (Projection climatique de nouvelle génération pour le Pacifique occidental) mis en œuvre par l'Organisation

du commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) et le PROE et financé par le gouvernement australien.

L'objectif est d'augmenter le nombre d'articles examinés par des pairs sur le Pacifique et les changements climatiques. Cette initiative a été rendue possible grâce aux contributions des services météorologiques nationaux du Pacifique, des universités du Pacifique et d'Australie et des partenaires techniques de toute la région.

Les articles fournissent des histoires du Pacifique concernant des événements et les impacts météorologiques et climatiques qui peuvent être cités dans le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Cela facilitera également les publications du Pacifique

et la rédaction d'articles de journaux pour le rapport AR6 du GIEC, en s'appuyant à la fois sur les résultats du précédent projet de sensibilisation PACCSAP (Programme australien des sciences du changement climatique et de la planification de l'adaptation dans le Pacifique) et sur les investissements réalisés par le National Environmental Science Program (Programme national des sciences de l'environnement) (NESP), Earth Systems and Climate Change (ESCC) Hub (Centre des systèmes terrestres et des changements climatiques).

Le travail sur les documents de recherche implique une collaboration entre les institutions de recherche et les experts en climatologie autour du Pacifique pour collecter des données, développer une méthodologie et écrire des

articles qui peuvent être cités par le GIEC.

Un autre avantage est le mentorat continu des agents du SMHN par des experts en publication, notamment sur la manière de trouver les revues appropriées et de développer un format accepté par les examinateurs. Ce travail contribue à améliorer la capacité de mener à bien nos recherches et nos publications.

Mme Kisolet Posaun du SMN de PNG est membre de l'équipe qui a élaboré un document sur la sécheresse. Elle a reconnu l'opportunité de faire partie de la publication.

« C'est ma première publication, et j'en suis fière, surtout lorsqu'elle est citée dans le rapport du GIEC. Enfin, nous pouvons avoir nos histoires de notre région dans l'AR6 du GIEC », a-t-elle déclaré.



## OBJECTIF 1.4

Aider les Membres des îles du Pacifique à accéder et à gérer les finances liées aux changements climatiques et leurs processus d'accréditation nationaux.

### Le Fonds vert pour le climat renforce l'observation du climat et des océans au Vanuatu

En 2015, le Vanuatu a été identifié par l'Université des Nations unies comme présentant le risque de catastrophe naturelle le plus élevé de tous les pays qu'elle a évalués.

Les catastrophes naturelles comme le cyclone Pam, de catégorie 5, et le cyclone Harold, qui ont causé d'importants dégâts sur toutes les îles, en sont des exemples. L'épisode de La Niña a influencé le climat et apporté des précipitations supérieures à la moyenne sur le pays, provoquant des inondations soudaines, des glissements de terrain et des dommages aux routes et aux cultures.

La bonne nouvelle est que le Vanuatu a trouvé de l'aide. Par l'intermédiaire du PROE en tant qu'entité accréditée, le département de météorologie et de géorisques de Vanuatu (VMGD), dans le cadre du projet Vanuatu Klaemet Infomesen Blong Redy, Adapt mo Protekt (Van-KIRAP), a reçu une subvention de 18 106 905 USD du Fonds vert pour le climat (FVC).

Le financement du projet de quatre ans, qui a été prolongé jusqu'en décembre 2023, a permis de renforcer le réseau d'observation du climat et des connaissances traditionnelles du Vanuatu.

Huit nouvelles stations météorologiques automatisées, huit nouveaux pluviomètres automatisés, une jauge de surveillance automatisée des cours d'eau et six bouées à vagues SOFAR sont des équipements clés acquis dans le cadre du projet et mis en œuvre avant la saison des cyclones tropicaux 2021/2022. Deux nouveaux sites ont été créés dans les provinces de Sanma et de Shefa pour recueillir les connaissances traditionnelles sur la météo et le climat en février 2021.

L'équipement est essentiel à la réduction des risques de catastrophes au Vanuatu, car il renforce la capacité du VMGD à surveiller et à faire des prévisions plus précises sur la météo et le climat, et donc à accroître la capacité des communautés du Vanuatu à devenir plus résistantes aux changements météorologiques



Installation de systèmes de surveillance météorologique et climatique à Vanuatu.

et climatiques. Il répond également aux priorités identifiées dans le plan de développement durable de Vanuatu (VSDP) et dans le cadre des services climatiques de Vanuatu (VFCS).

Les cinq secteurs ciblés, à savoir l'agriculture, la pêche, le tourisme, les infrastructures et l'eau, ainsi que les communautés du dernier kilomètre, ont bénéficié des

informations météorologiques et climatiques pour renforcer leur résilience.

Trois centres climatiques communautaires ont été créés pour servir de relais aux informations météorologiques et climatiques ; ils soutiennent l'intégration systématique des risques climatiques et de la résilience, et sensibilisent les communautés locales aux changements induits par le climat, qui exacerbent les problèmes environnementaux et socio-économiques existants.

Le projet est soutenu par le Fonds vert pour le climat (FVC), le VMGD, les départements de la pêche, du tourisme, des travaux publics, des ressources en eau, de l'agriculture et du développement rural de Vanuatu, le CSIRO, le bureau australien de météorologie, l'APCC et le PROE.



Baie cachée de Fagaloa, Samoa.  
Photo : C.Netzler





Littoral de Nauru. Photo : © Stuart Chape

## Le PROE est réaccrédité auprès du plus grand Fonds mondial pour le climat

Le PROE a été réaccrédité auprès du Fonds vert pour le climat en tant qu'entité régionale de mise en œuvre.

Les Membres insulaires du Pacifique peuvent postuler pour le financement du FVC pour des projets d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs impacts par le biais du PROE. Pour renouveler son accréditation, le PROE a dû respecter des

normes strictes et étendues en matière de gestion fiduciaire, de gouvernance, de gestion de projet et d'autres performances organisationnelles.

« Nous sommes très heureux d'avoir réussi à faire renouveler notre accréditation auprès du Fonds vert pour le climat. Il s'agit d'un effort de collaboration de toute l'équipe du PROE, travaillant en partenariat avec nos Membres

des îles du Pacifique qui nous ont soutenus », a déclaré le Directeur général, M. Kosi Latu. « Bien que la COVID-19 nous ait quelque peu fait reculer, nous sommes déterminés à avoir l'impact positif dont nous sommes capables. Il s'agit d'une avancée bienvenue alors que nous nous adaptons et atténuons les changements climatiques. »

Le PROE a été accrédité pour la première fois par le Conseil d'administration du Fonds vert pour le climat en 2015, et a actuellement six notes conceptuelles en cours d'élaboration avec le FVC. En tant qu'agence régionale de mise en œuvre, le PROE continuera à renforcer les ressources humaines et les capacités pour soutenir les futurs projets du FVC.

25

## Expérience du secteur privé dans l'accès à la subvention de préparation du FVC

Afin surmonter l'un des obstacles communs à l'engagement efficace du secteur privé dans la discussion et l'accès au financement relatif au climat, le PACRES, en collaboration avec l'Organisation du secteur privé des îles du Pacifique (PIPSO), le bureau de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI) au Vanuatu et le Vanuatu Business Resilience Council (VBRC), a organisé une session Talanoa pour le secteur privé de la région le 18 mai.

L'objectif de la session était de permettre à GGGI, en tant que partenaire de prestation, et à VBRC, en tant qu'agence d'exécution, de partager leurs expériences sur la façon dont Vanuatu a réussi à obtenir la subvention de préparation du FVC. A ce jour, seuls 3 pays de la région ont pu accéder à la subvention de préparation pour soutenir le secteur privé.

La session virtuelle Talanoa a été suivie par plus de 20 représentants du secteur privé et des représentants

de l'autorité nationale désignée du FVC dans certains pays. Des sessions similaires sont prévues pour le secteur privé à l'avenir afin d'apprendre des expériences venant des Îles Cook et des

Tonga, car quelques chambres de commerce nationales sont désireuses d'examiner l'opportunité du FVC pour renforcer la capacité et aider à construire la résilience du secteur privé.



Mur de la rivière Vaisigano. Photo : R.Setu



# Écosystèmes insulaires et océaniques

« La conservation ne se résume pas à préserver les arbres et les ressources naturelles ; il s'agit plutôt de sauver des vies. En tant que futurs dirigeants, il est de votre responsabilité divine de garantir que vous transmettez à la prochaine génération une région Pacifique sûre et florissante pour les générations à venir. »  
Paroles de sagesse de M. Tusanilefaia'ao Reti, l'un des lauréats du prix d'excellence pour l'ensemble de sa carrière lors des Prix du leadership environnemental des îles du Pacifique (PIELA).

Ces prix soulignent le travail, le dévouement à la durabilité de l'environnement et à la conservation de la nature de votre Secrétariat, de vos Membres, de vos partenaires et de vos donateurs, afin que les populations du Pacifique jouissent d'une île et d'un océan sains et résilients. Malgré les défis posés par la COVID-19, les récits suivants témoignent de la persistance et d'un réel engagement à faire la différence. »

Mangroves dans le delta de la rivière Rewa, Fidji. Photo © Stuart Chape

## OBJECTIF RÉGIONAL 2

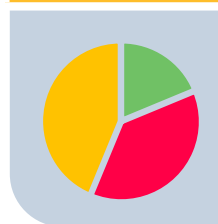
### Les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

Les fermetures de frontières et les restrictions de voyage consécutives à la COVID-19 ont eu un effet considérable sur les résultats de l'Objectif régional 2. Néanmoins, les pays Membres ont pu bénéficier d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients grâce à une série d'initiatives ciblées, notamment des projets tels que l'Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC), qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat (IKI) et est financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB).

Ce projet a permis de renforcer les capacités nationales de gestion des écosystèmes et de la biodiversité en matière de plantation de mangroves et d'herbiers marins, et de régénération du corail, à travers une assistance technique continue et un soutien institutionnel aux ÉTIO pour faire face aux menaces. Les pays Membres ont également adopté la Déclaration de Vemöore sur la conservation de la nature lors de la 10<sup>e</sup> Conférence du Pacifique insulaire pour la conservation de la nature et les aires protégées, une conférence virtuelle particulièrement réussie.

L'impact socioéconomique et écologique des espèces envahissantes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques a été diminué grâce au contrôle et à l'éradication des espèces prioritaires grâce au Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) et à la mise en place du projet FEM 6 « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique »

## OBJECTIF RÉGIONAL 2



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS

16

ATTEINTS

3

NON ATTEINTS

6

EN COURS

7

Les priorités du Pacifique consistant à intégrer les écosystèmes marins et côtiers dans le Cadre mondial de la biodiversité ont été soumises au secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Les priorités du Pacifique comprennent 30 % d'aires marines protégées dans des pays comme les Îles Cook, les Fidji, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nioué, la République des Îles Marshall, les Palaos, le Samoa, les Tonga et Vanuatu.



## OBJECTIF 2.1

Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; atténuer les impacts des activités de pêche pour assurer la santé des populations d'espèces menacées et réduire les rejets de polluants marins qui augmentent les risques pour la santé humaine afin de créer des océans sains et productifs qui favorisent la sécurité alimentaire et le développement durable.

### Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique approuvés par les Membres

Un Plan d'action 2021–2030 pour les récifs coralliens du Pacifique a été approuvé lors de la 30<sup>e</sup> Conférence du PROE en 2021.

Il a été élaboré en consultation avec les pays Membres et la version finale a été largement diffusée pour examen. De nombreux commentaires émanant de différents secteurs ont été reçus avec gratitude et intégrés dans la version finale. Ce plan vise à galvaniser les efforts de gestion des récifs coralliens dans toute la région en soutenant la coopération, le transfert de connaissances et la mobilisation des ressources.

Le PROE reconnaît le bon travail des gouvernements et des communautés de la région pour gérer les récifs coralliens à travers des politiques et des pratiques traditionnelles. Le plan expose huit domaines d'action qui permettront à la région de réaliser des économies d'échelle et d'adopter une approche plus uniforme.

Les coraux sont de plus en plus menacés par les changements climatiques, la pollution côtière, l'extraction des ressources et les pressions du développement. La vitesse de ces changements appelle une action urgente en recourant

aux meilleures sciences et technologies disponibles. Grâce à l'engagement avec la communauté scientifique internationale à travers la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques et la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, nous pouvons garantir la réussite maximale des efforts déployés dans toute la région.

Le PROE se réjouit de travailler avec les Membres, les partenaires et les communautés pour mettre en œuvre le plan d'action au cours de la prochaine décennie.



Barrière de corail, Îles Salomon.  
Photo : Tracy Jennings/Ocean Image Bank

27

### Formation sur les systèmes d'information géographique pour renforcer la prestation des services

Vingt-deux membres du personnel du PROE se sont initiés à l'utilisation d'outils et d'analyses géospatiales pour améliorer l'assistance technique aux pays Membres afin d'accroître la résilience de leurs écosystèmes côtiers et marins.

Cette formation de deux jours sur les systèmes d'information géographique (SIG), y compris le fonctionnement de base du logiciel SIG Open-Source, a été assurée par l'équipe SIG du PROE.

Le personnel a également appris à accéder et à partager

des données sur le portail de données environnementales du Pacifique administré par le PROE.

La formation a été financée par le programme BIOPAMA de l'UE-OEACP en collaboration avec le projet Inform du PNUD – Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ces ateliers ont permis de présenter les outils et les techniques d'utilisation des applications SIG et des ensembles de données spatiales (logiciels, sources de

données, formats de données et leurs caractéristiques).

En outre, cela a permis de montrer au personnel du PROE comment accéder et partager les données disponibles sur le portail de données environnementales du Pacifique géré par le PROE.

Cette formation a renforcé les capacités techniques SIG internes du PROE pour soutenir le travail géospatial et les analyses connexes pour les parties prenantes dans les pays Membres.



Le personnel du PROE participant à une formation SIG.



## OBJECTIF 2.2

Encourager la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes marins, côtiers et terrestres conformément aux engagements régionaux et internationaux.

### Garantir la réalisation des priorités du Pacifique dans le nouveau cadre mondial pour la biodiversité

Malgré les retards pris dans la tenue de la 15<sup>e</sup> Conférence des Parties (CdP15) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en raison de la COVID-19, le PROE a poursuivi son assistance aux signataires du Pacifique dans le cadre des négociations de la CDB visant à finaliser un nouveau Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) décennal post-2020.

L'assistance technique fournie au Pacifique permet de s'assurer que les priorités nationales et régionales sont reflétées dans le CMB et restent cohérentes avec les

autres engagements régionaux et internationaux.

Le Cadre mondial pour la biodiversité sera adopté lors de la CdP15 de la CDB. Cela permettra d'établir l'agenda pour la conservation et le financement de la biodiversité jusqu'en 2030, notamment en catalysant de nouveaux investissements pour appuyer la mise en œuvre.

Les négociations sur le CMB sont en cours depuis deux ans dans l'incertitude quant à la date de la CdP15 de la CDB en 2022.

Les discussions, les négociations et la poursuite



Chutes de Sopo'aga. Photo : C.Netzler

du travail de la CdP15 de la CDB mobilisent 14 signataires de la CDB du Pacifique, ainsi que des partenaires

régionaux, par le biais de la Table ronde océanienne pour la conservation de la nature.

### Le Samoa fait progresser les aspirations en matière d'accès et de partage des avantages

Le Samoa a franchi une étape importante pour faire progresser la façon dont les fournisseurs et les utilisateurs de leurs ressources génétiques peuvent convenir d'un partage juste et équitable des avantages pouvant découler de leur utilisation.

Ce résultat est dû à la politique d'accès et de partage des avantages (APA), au protocole bioculturel communautaire et aux directives sur les connaissances traditionnelles du Samoa. Celles-ci ont été élaborées par le projet régional APA du FEM, mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE.

Dans le cadre du projet, les villages de Faleaseela et d'Aopo disposent désormais de protocoles pour les guider dans l'application de l'APA.

Il s'agit d'une des quatre réalisations accomplies depuis que le Samoa a adhéré au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la Convention sur la diversité biologique.

En 2021, le Premier ministre du Samoa a lancé quatre réalisations clés commémorant le travail effectué pour faire avancer le Protocole de Nagoya : directives pour l'accès et l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques ; protocoles des communautés bioculturelles pour Faleaseela et Aopo ; rapport d'analyse sur les biodécouvertes et base de données APA.

### Kiribati ratifie le Protocole de Nagoya

Kiribati a ratifié le Protocole de Nagoya, devenant ainsi le 10<sup>e</sup> pays du Pacifique à le faire.

Le gouvernement des Kiribati, par le biais du ministère de l'Environnement, a déposé son instrument d'adhésion auprès du depositaire à New York, avec le concours technique et les conseils du PROE.

La ratification offre aux propriétaires de ressources naturelles et aux détenteurs de connaissances traditionnelles connexes une plus grande participation au processus

décisionnel grâce à un arrangement consultatif appelé « consentement préalable en connaissance de cause ».

Les propriétaires des ressources naturelles et des connaissances traditionnelles y associées auront un intérêt dans le partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques par le biais de contrats obligatoires appelés « conditions convenues d'un commun accord » dans le cadre du protocole.



Vue aérienne de l'atoll Marakei de Kiribati. Photo : George Stenmetz/Getty Images



## OBJECTIF 2.3

Prévenir l'extinction des espèces menacées et soutenir les mesures visant à préserver leur état de conservation.

### Ateliers pour la protection et la conservation des espèces menacées et migratrices

Le Programme régional des espèces marines des îles du Pacifique 2022-2026 (PIRMSP) contenant cinq plans d'action régionaux pour les espèces marines (RMSAP) se concentre sur la protection et la conservation des espèces menacées et migratrices afin d'aider les pays du Pacifique à protéger et gérer leurs espèces marines emblématiques.

Une série d'ateliers PIRMSP a eu lieu du 28 juillet au 3 août 2021 pour discuter avec les partenaires, experts et parties prenantes de cinq RMSAP sur les espèces menacées et migratrices dans la région, dont un inédit pour les oiseaux de mer.

Les RMSAP concernent les dugongs, les oiseaux de mer, les tortues marines, les requins et les raies, ainsi que

les baleines et les dauphins. Pour la première fois, les plans comprennent un volet pour les oiseaux de mer.

Les plans d'action régionaux présentent un cadre de travail sur lequel les gouvernements nationaux peuvent s'appuyer pour élaborer leurs propres plans d'action nationaux, afin d'atteindre les objectifs de ces plans régionaux. Ils servent également de lignes directrices aux partenaires, aux agences de financement et aux chercheurs sur les priorités régionales pour promouvoir la conservation des espèces marines.

Les ateliers ont été rendus possibles par une collaboration avec BirdLife Pacific, qui a apporté son aide à la rédaction du plan d'action pour les

oiseaux de mer et à la tenue de l'atelier sur ce dernier.

Le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) a aidé le PROE à accueillir la quatrième réunion des signataires du protocole d'accord sur les cétacés des îles du Pacifique, qui a eu lieu à la suite des ateliers.

Le nouveau plan d'action pour les baleines et les dauphins

devient également le plan d'action du protocole d'accord. Des ministères Membres du PROE, des universités régionales, des ONG et des professionnels individuels ont également apporté leur concours.

Le PROE est reconnaissant au détachement du ministère néo-zélandais de la Conservation pour son implication dans le développement des nouveaux plans.

Baleines à bosse, Mo'orea, Polynésie française. Photo : Toby Matthews/Ocean Image Bank



29

### Mise à niveau du système de base de données pour la recherche et le suivi des tortues

Une mise à niveau du système de base de données pour la recherche et le suivi des tortues (TREDS) permet désormais aux utilisateurs d'enregistrer un plus grand éventail de données recueillies dans le cadre de leurs activités de suivi des tortues. Une fonction de saisie hors ligne a également été ajoutée.

Ces champs de données supplémentaires offrent

une meilleure analyse de la migration des tortues, de la dynamique des populations et de la collecte de nouvelles données génétiques. Cela vient appuyer les efforts visant à réduire le commerce illégal des tortues imbriquées.

Les nouvelles techniques génétiques permettent aux scientifiques d'analyser les produits de tortues qui se retrouvent dans le commerce

et de déterminer la population reproductrice d'origine. Cela aide les organismes gouvernementaux chargés de l'application des lois sur la faune à enquêter sur les voies potentielles de commerce illégal.

Le projet a impliqué le PROE, la société de conseil Eighty Options et les conseils d'experts de Christine Madden Hof,

responsable mondiale de la conservation des tortues marines, WWF.

Le PROE est reconnaissant pour les contributions financières du Fonds Pacifique et du programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP) financé par l'Union européenne et le gouvernement suédois.





Jeune tortue qui remonte à la surface pour respirer. Photo : N.Pilcher/PROE

## Enquête sur l'utilisation culturelle et le commerce des tortues marines aux Tonga

Une enquête menée au Royaume des Tonga permet de mieux comprendre la motivation des communautés côtières pour l'utilisation et le commerce des tortues marines, ainsi que les schémas et les niveaux de prise directe et indirecte de différentes espèces de tortues.

Le projet est soutenu par l'initiative sur la capture accessoire et la gestion intégrée des écosystèmes (BIEM) du programme PEUMP, l'Association pour la protection de l'environnement de Vava'u (VEPA), le PROE et le ministère de la Pêche et le département de l'Environnement des Tonga.

Ces travaux évaluent le risque d'extinction régional, ainsi que la politique visant à réduire l'exploitation des tortues marines, et contribuent à la gestion des tortues marines.

223 enquêtes sur l'utilisation communautaire ont été menées en juin-juillet 2021 à travers Tongatapu, Vava'u et Ha'apai – un rapport sera publié en 2022.

Des données sur la température du sable ont été recueillies et les résultats de l'analyse sont attendus en 2022. Cela permettra de déterminer le sexe des tortues qui naissent aux Tonga et s'il existe un biais en faveur des éclosions de

mâles ou de femelles, ce qui affectera les futurs modèles de reproduction.

Les tortues marines jouent un rôle important dans les coutumes et traditions des communautés insulaires du Pacifique depuis des milliers d'années, figurant dans les mythes, légendes, chansons et traditions. Elles étaient traditionnellement considérées comme un aliment sacré pour les personnes de noble naissance.

Au fil du temps, les tortues marines ont été soumises à une pression croissante, à mesure que les pratiques coutumières disparaissaient et que leur popularité sur les marchés commerciaux augmentait.

Elles font partie intégrante du fonctionnement des habitats marins. Ce sont de grandes migratrices, capables de parcourir des milliers de kilomètres à travers les frontières juridictionnelles. Peu d'entre elles parviennent à l'âge adulte – les chiffres vont de 1 sur 1 000 à 1 sur 10 000. Leur durée de vie naturelle est estimée de 50 à 100 ans, dont la majeure partie en mer, sauf lorsqu'elles viennent sur la côte pour y pondre leurs œufs.

L'enquête menée aux Tonga s'inscrit dans le cadre d'un exercice régional de collecte d'informations visant à documenter une évaluation

du risque d'extinction des six espèces de tortues marines de la liste rouge de l'UICN recensées dans le Pacifique :

- Tortue luth (*Dermochelys coriacea*) : sous-population d'Océanie en danger critique d'extinction
- Tortue imbriquées (*Eretmochelys imbricata*) : en danger critique d'extinction
- Tortue caouanne (*Caretta caretta*) : vulnérable
- Tortue verte (*Chelonia mydas*) : en danger
- Tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*) : vulnérable
- Tortue à dos plat (*Natator depressus*) : données insuffisantes

Si certaines informations existent en ce qui concerne les prises accessoires de tortues marines dans le Pacifique par la pêche industrielle, comme la pêche au thon à la senne coulissante et, dans une moindre mesure, la pêche à la palangre, on en sait moins sur les prises accessoires côtières ou l'utilisation des tortues marines par les communautés côtières et la pêche artisanale dans tout le Pacifique.

D'autres enquêtes ont été menées en 2021 aux Fidji et à Vanuatu, s'ajoutant aux données recueillies dans les Îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

« Les tortues marines sont l'une des nombreuses espèces

menacées ici aux Tonga en raison de sa surutilisation à de nombreuses fins, notamment culturelles et commerciales », a indiqué Mme Susana Ika, membre du personnel de la VEPA. « Je pense que cette enquête nous fournira des données utiles de la part des communautés locales afin de mieux comprendre les raisons pour lesquelles les tortues sont en voie de disparition aux Tonga. Nous espérons également que ce rapport nous aidera à solliciter des fonds pour nous aider à gérer la préservation des espèces de tortues ici aux Tonga. »

À noter que ce projet est financé par l'Union européenne et le gouvernement suédois, par le biais du programme PEUMP (programme de partenariat maritime Pacifique-Union européenne). L'initiative BIEM constitue le domaine de résultat clé numéro 5 de ce programme. L'Association pour la protection de l'environnement de Vava'u (VEPA) est chargée par le PROE de mener les travaux, tandis que le ministère de la Pêche et le département de l'Environnement des Tonga sont les principales parties prenantes et ont pris part au lancement, à la planification et à la mise en œuvre des enquêtes ainsi qu'à l'approbation du rapport.



## Gestion durable du puffin fouquet à Vanuatu

Grâce au soutien de l'initiative BIEM du PROE, BirdLife International œuvre avec le département de la Protection et de la Conservation de l'Environnement pour renforcer la gestion traditionnelle de la récolte des poussins de puffin fouquet (*Ardena pacifica*) afin de maintenir la sécurité alimentaire de la communauté sur Laika, une petite île inhabitée au large de l'île de Tongoa dans le groupe des îles Shepherd de Vanuatu.

Localement connu sous le nom de koroliko, le puffin fouquet est un oiseau de mer dont l'aire de répartition est très étendue dans tout le Pacifique tropical et l'océan Indien, entre les latitudes 35°N et 35°S. Il niche sur de nombreuses îles océaniques et en Australie.

Sa population mondiale est estimée à plus de 5 millions d'individus, mais elle est en

déclin en raison des menaces liées à la pêche commerciale, aux espèces exotiques envahissantes comme les rats et aux perturbations humaines dans les colonies de reproduction, à l'ingestion de plastique et aux changements climatiques.

À Vanuatu, les poussins sont capturés par les communautés insulaires pour se nourrir et sont également vendus pour en tirer un revenu dans la capitale Port Vila.

Une première étape importante consiste à estimer le nombre de couples reproducteurs et le nombre de poussins capturés par la communauté. En mai-juin 2021, une première enquête a été menée sur Laika avec l'autorisation de la communauté de Kurumambe.

Cette étude a permis de tester la méthodologie de surveillance et de sensibiliser la communauté à l'importance du

suivi de la population d'oiseaux. Une deuxième enquête était prévue pour la saison de reproduction de novembre.

Les résultats des enquêtes éclaireront les prochaines étapes de l'élaboration d'un plan de gestion pour la colonie de puffins fouquet de l'île de Laika-Tevala, en collaboration avec la communauté, et établiront un suivi à long terme pour soutenir sa mise en œuvre.

L'association Eco-Lifelihood Development (EDA) travaille en partenariat avec BirdLife pour effectuer des observations et documenter la récolte et la nidification du puffin fouquet sur Laika.

« Je pense que ce projet est important, car il nous aide à mieux comprendre et gérer la colonie sur Laika à travers l'observation, le suivi et la planification », a souligné M. Kingsley Baereleo, agent de

liaison communautaire et de projet de l'EDA.

« Pour la communauté de Kurumambe sur Tongoa, cela semble être une source de revenus supplémentaire et une bonne source de protéines. Grâce à des activités communautaires, des ateliers et des programmes de sensibilisation, nous essayons d'aider la population à trouver de meilleurs moyens de gérer sa récolte et sa distribution de façon à ce qu'elle ne puisse en capturer qu'un nombre limité par an. »

Le projet est financé par l'Union européenne et le gouvernement suédois, par le biais du programme PEUMP. BirdLife International dirige le contrat avec l'association EDA, basée à Vanuatu, tandis que le département de la Protection et de la Conservation de l'Environnement est une partie prenante clé du projet.

Puffin fouquet de Vanuatu dans son nid. Photo : T.Morris





## OBJECTIF 2.3

Réduire nettement les impacts socioéconomiques et écologiques des espèces envahissantes dans les écosystèmes terrestres et aquatiques, et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires.

### Les pays du Pacifique bénéficient d'une nouvelle Boîte à outils de biosécurité marine du Pacifique

La lutte de la région Pacifique contre les espèces marines envahissantes a reçu un coup de pouce avec le lancement de la Boîte à outils de biosécurité marine du Pacifique.

Développée par le Dr Graeme Inglis et une équipe de l'Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA, NZ), cette boîte à outils facilitera la gestion des espèces marines envahissantes dans les pays et territoires insulaires du Pacifique.

Elle est inspirée d'une Boîte à outils de biosécurité marine développée par le Royaume-

Uni pour ses territoires d'outre-mer et a été achevée en décembre 2021. Elle a également été développée en une publication de la série Battler (lutte contre les espèces envahissantes) du PROE.

Le PROE tient à remercier le Secrétariat des espèces non autochtones du Royaume-Uni pour avoir autorisé l'adaptation de leur boîte à outils en vue de son utilisation dans le Pacifique.

L'une des meilleures caractéristiques de cet instrument est sa convivialité, qui permet aux pays de



Crabe bleu (*Callinectes sapidus*). Photo : Sean Krieg (CC BY-SA 4.0)

respecter facilement leurs obligations environnementales, tout en identifiant et en définissant les meilleures pratiques de biosécurité marine. Cela permet aux populations du Pacifique de

bénéficier d'îles et d'un océan sains et résilients.

Le PROE remercie les gouvernements des Tuvalu et de la République des Îles Marshall d'avoir engagé des fonds de projet pour développer la boîte à outils.

### Système d'information sur la biodiversité du Pacifique disponible dans les langues locales

Un système d'information sur la biodiversité dans le Pacifique a été lancé pour faire office de guichet unique pour les données sur la biodiversité dans la région.

Le système est disponible dans 10 langues du Pacifique grâce aux traductions fournies par les pays Membres du PROE.

Il permet d'accéder à toutes les données du Pacifique hébergées sur le Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF) et les rend disponibles via une interface adaptée au Pacifique.

Le PROE héberge le seul nœud GBIF du Pacifique, régi

par un protocole d'accord entre le GBIF et le PROE.

Le GBIF a proposé au PROE de concevoir et de développer un portail thématique, entièrement hébergé par le GBIF, qui réduit le seuil technique pour les nœuds et leurs partenaires afin de maintenir une présence en ligne de marque, multilingue, avec un sous-ensemble défini de données médiatisées par le GBIF.

L'équipe Espèces envahissantes du PROE a saisi l'opportunité de développer une ressource destinée au Pacifique, présentant des données sur la biodiversité dans un format facile

d'accès et disponible dans les différentes langues locales. Depuis son lancement en 2021, les analyses quantitatives fournies par l'équipe Espèces envahissantes du PROE montrent une augmentation spectaculaire du nombre d'utilisateurs.

Un projet GBIF axé sur le développement des capacités

dans tout le Pacifique est mis en œuvre par l'équipe Espèces envahissantes du PROE et devrait contribuer à accroître l'intérêt et l'utilisation.

Le projet met l'accent sur le développement des capacités pour l'utilisation des données afin de favoriser une meilleure prise de décision.





## Le programme PRISMSS mieux équipé pour assurer la gestion des espèces envahissantes

Les espèces envahissantes sont le principal facteur de perte de biodiversité dans le Pacifique. Elles ont un effet significatif sur la résilience des écosystèmes, entraînant une perte de fonctions écosystémiques et une capacité réduite d'adaptation aux changements climatiques.

Le Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (PRISMSS) aide les pays du Pacifique à gérer les espèces envahissantes.

Il apporte son soutien à 22 pays et territoires insulaires du Pacifique à travers ses cinq programmes régionaux.

Pour compléter le financement du projet régional sur les

espèces envahissantes du FEM 6, le projet « Contrôler les espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique » (MISCCAP), financé par le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (NZMFAT), accroît la fonctionnalité du PRISMSS.

En 2020, le PRISMSS a établi un bureau dédié au PROE pour le personnel PRISMSS, les partenaires, le personnel du projet et les chercheurs.

En 2021, l'équipe du PRISMSS a intégré un responsable de l'informatique et de l'administration, un responsable de la communication et un conseiller en développement



des capacités détaché du département néo-zélandais de la Conservation.

Les systèmes PRISMSS sont en cours de création pour gérer les demandes, suivre les progrès et fournir des informations afin de renforcer la capacité à obtenir des financements supplémentaires.

Les partenaires du projet MISCCAP sont Manaaki Whenua Landcare Research, le

L'équipe PRISMSS du PROE.

département néo-zélandais de la Conservation et le PROE.

Les partenaires du PRISMSS sont BirdLife International, Island Conservation, Manaaki Whenua Landcare Research, le département néo-zélandais de la Conservation, la communauté du Pacifique, Wellington UniVentures et le PROE.

## Wallis et Futuna remporte le prix « Battler of the Year »

Le prix « Battler of the Year » 2021 de la lutte contre les espèces envahissantes a été décerné au Service de l'environnement (STE) de Wallis-et-Futuna pour son travail de gestion des espèces envahissantes.

Le STE a réussi à éradiquer les rongeurs de quatre îlots et a lancé un projet de retrait des porcs et des chats sur deux autres îlots, les premiers des huit visés par l'éradication en 2022.

Une activité de contrôle des mauvaises herbes au sol a été prise en charge par l'équipe Espèces envahissantes du PROE. Cela a permis d'éliminer 30 plantes centenaires de grande taille, 12 plantes de taille moyenne et plus de 1 500 plants du Mont Lulu sur Wallis, ainsi que près

de 5 500 m<sup>2</sup> de vignes envahissantes.

Quelque 1 500 plantes indigènes ont été plantées sur le Mont Puke à Futuna par l'association du village de Taoa pour régénérer la forêt et accroître la résilience.

Les activités d'éradication ont permis de débarrasser les mammifères prédateurs envahissants des îlots qui sont des sites de nidification importants pour les oiseaux de mer et les tortues, et qui sont utilisés par les communautés pour les loisirs et la collecte de nourriture. L'élimination des mauvaises herbes envahissantes permet aux sites de se rétablir et d'être plus productifs et résilients.

Suite à l'éradication des rats, le STE a reçu des rapports faisant état de l'éclosion de tortues sur les quatre îlots

qui avaient été ciblés. Lors de ses visites de routine sur ces îlots pour réapprovisionner les points d'appât, l'équipe a par ailleurs signalé une plus grande quantité de fruits sur les arbres.

Le travail de STE a bénéficié de l'assistance technique à distance du responsable technique du programme « Pacifique sans prédateurs » du PRISMSS, d'Island Conservation et du financement de l'Union européenne par le biais du projet PROTEGE.

Le PROE a aussi fourni une assistance technique

à distance pour la gestion des mauvaises herbes, la rédaction de rapports, l'approvisionnement et les services de traduction. Le village de Taoa a planté et entretenu le site de plantation sur le Mont Puke. Sensé Consultant était le consortium chargé de la révision de la législation sur la biosécurité de Wallis-et-Futuna.





# L'engagement en faveur de la conservation et de la durabilité de l'environnement dans la région du Pacifique est récompensé

Quatorze personnes et organisations non gouvernementales de sept pays du Pacifique ont reçu le prestigieux Prix du leadership environnemental des îles du Pacifique (PIELA).

Les lauréats ont été annoncés virtuellement par le conseiller du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Charles Wea, à l'issue du Talanoa de haut niveau des ministres de l'Environnement, lors de la 30<sup>e</sup> Conférence des représentants et représentantes du PROE.

Le PIELA a été mis en place par le PROE en 2013 pour saluer les contributions exceptionnelles d'individus, de communautés, d'ONG, d'entreprises privées et de pays et territoires en faveur d'un Pacifique écologiquement durable et résilient.

Les prix ont été décernés dans cinq catégories : Excellence en matière de leadership national dans le domaine de la durabilité et de la conservation de l'environnement ; Excellence en matière de leadership communautaire dans le

domaine de la durabilité et de la conservation de l'environnement ; Excellence en matière de leadership des jeunes dans le domaine de la durabilité et de la conservation de l'environnement ; Champion de l'environnement ; et Prix d'excellence pour l'ensemble de la carrière en matière de leadership environnemental dans le Pacifique.

Pour l'excellence en matière de leadership national dans le domaine de la durabilité et de la conservation de l'environnement, le Dr Patrick Pikacha des Îles Salomon, M. Hubert Geraux de la Nouvelle-Calédonie et Mme Nunia Thomas-Moko des Fidji, ont été distingués.

Trois lauréats ont reçu le prix d'excellence pour le leadership communautaire en matière de durabilité et de conservation : M. Timmy Sowang de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Henry Kaniki des Îles Salomon, et NatureFiji-MareqetiViti, la première ONG nationale de conservation des Fidji.

Le prix d'excellence pour le leadership des jeunes

en matière de durabilité environnementale et de conservation, une nouvelle catégorie ajoutée aux PIELA en 2020, a été décerné à la communauté Erakor Bridge de Vanuatu, à M. Solomon Yeo des Îles Salomon, au groupe de jeunes Matautu Lefaga du Samoa et à Caledoclean de Nouvelle-Calédonie.

Le prix d'excellence pour l'ensemble de la carrière en matière de leadership environnemental dans le Pacifique a été décerné au Dr Dick Watling des Fidji, à Tusanilefaia'ao Iosefatu Reti du Samoa et à Jean Kape de la Polynésie française.

Tusanilefaia'ao Reti travaille dans la sphère de la conservation depuis plus de 40 ans. Il a joué un rôle déterminant dans la progression de l'agenda de l'environnement et de la conservation dans le Pacifique. Parmi ses nombreuses réalisations notables, citons la création de l'Agence pour l'environnement et la conservation du gouvernement du Samoa et sa nomination en tant que

premier chef de l'Agence pour l'environnement en 1989.

Son plus grand succès a été de pouvoir travailler avec des communautés isolées et éloignées en vue de protéger les ressources qu'elles possèdent et dont elles dépendent contre les grosses sommes d'argent que font miroiter les sociétés d'exploitation forestière soutenues par des gouvernements.

Selon lui : « La conservation ne se résume pas à préserver les arbres et les ressources naturelles ; il s'agit plutôt de sauver des vies. En tant que futurs dirigeants, il est de votre responsabilité divine de garantir que vous transmettez à la prochaine génération une région Pacifique sûre et florissante pour les générations à venir. »

M. Jean Kape, de la Polynésie française, a déclaré que son plus grand moment en tant que responsable de l'environnement dans le Pacifique était sa contribution à la translocation réussie de 27 oiseaux 'Ura de Rimatara, dans les îles Australes, à



Lauréate du prix Champion de l'environnement du Pacifique. La regrettée Mme Sue Miller-Taei. Photo : G. Taei

Atiu, dans les îles Cook en avril 2007.

« Je suis retourné à Rimatara en 2009 pour organiser un voyage à Atiu pour que quelques écoliers puissent voir leurs 'Ura, puis de nouveau en 2017 pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la translocation des 'Ura », a-t-il confié.

Le prix du Champion de l'environnement du Pacifique a été remis à la regrettée Mme Sue Miller-Taei. Mme Taei était d'origine néo-zélandaise et samoane, et a travaillé à promouvoir la conservation du Pacifique dans toute la région pendant plus de 30 ans. Elle a servi le Pacifique en jouant divers rôles dans le domaine de la conservation, de Conservation International au WWF, en passant par le PROE et la Pew Foundation.

En recevant le prix au nom de sa défunte mère, Mme Gyllian Taei a souligné l'amour que sa mère a toujours eu pour l'océan et a évoqué les étés où elle passait chaque jour avec ses grands-parents et ses frères et sœurs près de l'océan. C'est cet amour de l'océan qui l'a conduite à faire carrière au Samoa et dans le Pacifique.

Les PIELA sont les seuls prix environnementaux consacrés à la région Pacifique. Ils viennent soutenir l'Objectif régional 2 en distinguant et en encourageant les études de cas réussies de travaux de conservation des écosystèmes et des espèces dans toute la région par des personnes et des initiatives profondément motivées et dévouées.

Ces distinctions ont pour vocation de susciter d'autres succès en faveur d'écosystèmes insulaires et océaniques plus sains et plus résilients, au bénéfice des peuples du Pacifique.

L'ancien président de la République des Palaos, son Excellence le président Tommy Remengesau Jr, a remporté le prix de Champion du Pacifique en 2013 lors de la première présentation des PIELA.

« Aujourd'hui, plus que jamais, il nous faut agir pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés pour empêcher la destruction de notre environnement. Les îles du Pacifique font face à ces défis en première ligne, avec des batailles qui mettent en



Formation rocheuse du Pouce de Joske, Viti Levu, Fidji. Photo © Stuart Chape

danger notre existence même, a-t-il commenté.

Les PIELA soulignent nos efforts pour relever ces défis, en reconnaissant les actions que nous, les insulaires du Pacifique, menons pour lutter contre les menaces des changements climatiques, de la pollution et de l'exploitation illégale et excessive des ressources. Ces récompenses sont source d'encouragement, et cet encouragement est un précieux catalyseur pour faire avancer les choses. Le Pacifique lutte en front uni contre ces défis.

Les PIELA nous rappellent, à nous les insulaires du Pacifique et au reste du monde, que nous devons prendre et accélérer des mesures significatives, et que nous devons le faire ensemble en tant que citoyens de cette planète. »

Ces prix ont été rendus possibles grâce à un partenariat entre le PROE, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et la Table ronde océanienne pour la conservation de la nature.



L'équipe IOE.



# Gestion des déchets et lutte contre la pollution



Port de Honiara. Photo : B.Nolan, SPREP

« Nous avons beaucoup parlé de la forte dépendance à l'égard des importations qui nous caractérise dans la région – c'est un trafic à sens unique. Quelque chose doit changer en ce qui concerne ce système. À mon avis, cela commence par changer notre façon de penser quant à ce dont nous avons réellement besoin et par influencer les choix des consommateurs. »

Directeur général du PROE, M. Kosi Latu

Cette déclaration du Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, venait à la fin d'une 3<sup>e</sup> Table ronde pour un Pacifique propre (CPRT) particulièrement fructueuse, au cours de laquelle le Plan de mise en œuvre 2021–2025 pour un Pacifique plus propre et la Déclaration de résultats de la Table ronde 2021 pour un Pacifique propre ont été adoptés. Ces deux documents guideront le travail à accomplir pour faire progresser les efforts de la région Pacifique en faveur d'un futur plus propre. Le Secrétariat s'efforce de faire en sorte que les habitants du Pacifique bénéficient d'une meilleure gestion des déchets et d'un contrôle de la pollution en minimisant les effets néfastes des produits chimiques et de tous types de déchets. Cela passe par le renforcement des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, la récupération des ressources provenant des déchets et des polluants, et l'amélioration du contrôle des déchets et de la pollution

## OBJECTIF RÉGIONAL 3: Les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la pollution.

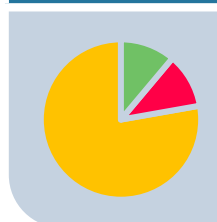
La Table ronde 2021 pour un Pacifique propre a été un événement clé dans la volonté du PROE d'améliorer la gestion des déchets et la lutte contre la pollution dans les pays du Pacifique. Au cours de la réunion, le Plan de mise en œuvre 2021-2025 pour un Pacifique plus propre et la Déclaration de résultats de la Table ronde 2021 pour un Pacifique plus propre ont été adoptés. Il s'agit de

documents fondamentaux pour faire progresser la région du Pacifique dans sa quête d'un avenir plus propre.

Un financement du gouvernement australien d'une valeur de 8 millions d'AUD a été obtenu pour mettre en œuvre le Plan d'action régional du Pacifique sur les déchets marins via le Programme de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique.

3 millions d'EUR ont été accordés par l'Agence française de développement (AFD) pour le projet Actions durables en matière de déchets dans le Pacifique (SWAP), destiné à améliorer les conditions sanitaires, environnementales, sociales et économiques dans les pays et territoires insulaires du Pacifique. La réunion de lancement et la consultation du projet de trois ans ont approuvé le programme de travail.

### OBJECTIF RÉGIONAL 3



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS  
16

ATTEINTS  
2

NON ATTEINTS  
2

EN COURS  
14

Le Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution (WMPC) s'est également engagé activement auprès des Membres à travers des projets de gestion des déchets et de lutte contre la pollution. Un système de suivi et d'évaluation a aussi été mis au point pour PacWastePlus en vue de suivre les interventions du programme.



## OBJECTIF 3.1

Minimiser les impacts négatifs des produits chimiques et de tous les déchets sur la santé humaine et l'environnement grâce à une gestion de leur cycle de vie respectueuse de l'environnement conformément aux cadres adoptés à l'échelle régionale et internationale, notamment un Pacifique plus propre 2025, et réduire considérablement l'émission de polluants dans l'air, l'eau et le sol.

### Nettoyage communautaire pour maintenir l'océan Pacifique propre

Les déchets marins sont un problème d'envergure mondiale qui a des répercussions néfastes sur l'environnement, les populations et les économies côtières. Dans la région du Pacifique, le problème est encore plus sérieux du fait de la dépendance des pays à l'égard de la qualité des écosystèmes et services océaniques.

Dans cette optique, grâce au projet S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique (SWAP), un soutien financier a été accordé à dix groupes de quatre pays et territoires du Pacifique pour mener des activités de nettoyage, notamment la production de supports de sensibilisation.

L'objectif était d'impliquer les communautés locales dans la protection de leur environnement en les faisant participer à la collecte des

déchets. Ce projet a également donné lieu à la diffusion de supports de communication destinés à sensibiliser le public aux déchets marins et à l'échange de données sur les déchets collectés via un réseau régional.

Résultat : des zones côtières plus propres dans les pays participants.

Grâce au travail de près de 600 volontaires, quelque 5,6 tonnes de déchets, dont des pneus, des équipements électroniques, des vêtements, des boîtes de conserve et tous types de plastiques, ont été collectés.

Les activités de nettoyage à Wallis-et-Futuna ont vu la participation de A Vaka Heke, FSE Lavegahau, Mouvement du Focolare, Association du Village de Vaitupu et FALEFĀ O MAKINĪ.

« Ma première pensée en prenant part à l'action



Des bénévoles ayant participé au nettoyage à Vanuatu. Photo : SWAP

d'aujourd'hui est de savoir ce que nous allons laisser à nos enfants — l'île dont ils vont hériter. Notre message d'aujourd'hui ne se limite pas au nettoyage », a déclaré Leone Foloka, de Wallis-et-Futuna. « La propreté est un vaste discours, qui doit faire partie de l'ADN des enfants. Nous devons tous ouvrir les yeux sur la réalité — mieux vaut tard que jamais. La planète appartient à tout le monde. Afin de la préserver, nous devons assumer la responsabilité de tous nos actes. »

Au Samoa, les activités de nettoyage ont été menées par le club Laumei Outrigger Canoe, l'association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa (SRWMA) et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa (MNRE).

« Tous les détritiques finissent dans la mer, puis sont transportés vers les différents rivages. Les microplastiques sont ingérés par les poissons, que nous mangeons à notre tour, et cela peut entraîner des cancers », a expliqué Filimo Sialefalaleu. « Pensez à votre santé, à celle de vos enfants, à l'avenir, à votre Fenua. Collectez et triez vos déchets. »

Au Royaume des Tonga, le nettoyage a été réalisé par la campagne No Pelesitiki. Pour Vanuatu, cette activité a été mise en œuvre par la Vanuatu Environmental Science Society (VESS).

Des vidéos sont disponibles où les participants partagent leurs impressions sur ces activités. Le projet SWAP est financé par l'Agence française de développement (AFD) et exécuté par le PROE.



Collecte de déchets aux Tonga lors du Nettoyage international des littoraux (ICC). Photo : Tapuaki Mei Langi



Le programme Pacifique-Union européenne de gestion des déchets (PacWastePlus) est un projet d'une durée de 72 mois financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE pour aborder la gestion rentable et durable des déchets et de la pollution, ainsi que les répercussions plus vastes, notamment sur la santé et le bien-être humains, les changements climatiques, la gestion des catastrophes, la préservation de la biodiversité et la récupération des ressources. Les filières de déchets prioritaires comprennent les déchets dangereux (amiante, déchets électroniques et déchets médicaux), les déchets solides (recyclables, déchets organiques, déchets post-catastrophe et déchets encombrants) et les aspects connexes des eaux usées. Les pays participants au PacWastePlus sont : les Îles Cook, la République démocratique du Timor-Leste, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, Kiribati, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu. Pour en savoir plus sur le programme PacWastePlus, consultez le site suivant : <https://pacwasteplus.org>

## OBJECTIF 3.2

**Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, incluant les produits chimiques, les déchets dangereux, les déchets produits par les navires et les avions, les déchets plastiques marins et autres débris marins.**

### **Aider les populations du Pacifique à faire face à la gestion des déchets générés par les catastrophes**

Les catastrophes naturelles sont très fréquentes dans la région du Pacifique et génèrent de grandes quantités de débris, y compris des déchets dangereux.

Pour aider les gens à se remettre sur pied, des mesures appropriées et rapides de gestion des déchets issus de catastrophes sont cruciales. À ce titre, trois activités ont été organisées pour aider les pays du Pacifique à gérer ce type de déchets.

La session sur la gestion des déchets de catastrophe (DWM), tenue lors de la 3<sup>e</sup> Table ronde pour un Pacifique propre en novembre 2021, a abordé les complexités associées aux flux de déchets post-catastrophes. Elle a mis en évidence les défis à relever pour faire face aux déchets de catastrophes dans les pays du Pacifique et l'importance d'une approche holistique pour renforcer la résilience. La session a été animée par PacWastePlus et J-PRISM II/

JICA pour les agents de gestion des déchets, les agents de gestion des catastrophes et le groupe de travail technique régional DWM.

En septembre et décembre 2021, des formations sur l'utilisation de la boîte à outils Kobo Data Collection Technology pour la gestion des déchets de catastrophe ont été organisées pour Vanuatu et le Samoa, respectivement. Cette boîte à outils est utilisée par les programmes humanitaires

des Nations unies lors de catastrophes.

Les sessions de formation ont été dispensées par J-PRISM II/JICA et le ministère de l'Environnement du Japon pour les agents de gestion des déchets et les agents de gestion des déchets post-catastrophe. Les participants ont salué cette occasion d'apprendre et ont exprimé leur désir d'utiliser ces connaissances pour mieux aider leurs communautés.

### **Les régimes de financement durable améliorent la gestion des déchets et encouragent le recyclage**

PacWastePlus travaille avec les pays membres et les partenaires pour introduire un financement durable des programmes de gestion des déchets.

Les programmes à financement durable profitent aux habitants du Pacifique en assurant des fonds à long terme pour une meilleure gestion des déchets, en incitant les membres de la communauté à recycler et en apportant un financement durable pour permettre les

activités de recyclage. Ils permettent également aux membres défavorisés de la communauté d'arrondir leurs fins de mois en collectant les articles recyclables mis au rebut pour en réclamer la consigne.

En 2021, des progrès encourageants pour le financement durable des programmes de gestion des déchets ont été réalisés à travers le déploiement de plusieurs activités. Le projet

régional de financement durable PacWastePlus a permis de réaliser cinq études de faisabilité, d'établir ou d'élargir des groupes de travail sur le financement durable dans cinq pays du Pacifique et de fournir des conseils législatifs pour la mise en œuvre des programmes.

Des études de faisabilité sur les schémas de financement durable ont été menées aux Kiribati, à Nauru, à Nioué, aux Îles Salomon et à Vanuatu,

et une autre a débuté en décembre en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En 2020, trois études de faisabilité ont été effectuées aux Îles Cook, en République des Îles Marshall et au Samoa. Ces dernières comprenaient des orientations détaillées sur les implications législatives et recommandaient des principes à inclure à la législation.



# Cinq groupes de travail ont été créés ou élargis à Nauru, à Nioué, aux Kiribati, aux Îles Salomon et à Vanuatu pour aider les partenaires à mettre en place des mécanismes nationaux de gestion des déchets

Une assistance d'experts a été apportée aux Îles Cook et à Vanuatu lors de la conception de leur dispositif et de la rédaction des règlements ou de la législation. Parmi les autres faits marquants du projet PacWastePlus, citons la livraison du financement durable « Deep Dive » lors de la Table ronde pour un Pacifique plus propre, organisée par PacWastePlus et J-PRISM II avec plus de 80 participants. PacWastePlus a également publié les ressources « Design it Yourself » [« Faites-le vous-même »] pour guider les décideurs pendant les étapes initiales du cheminement en 21 étapes pour concevoir un système de financement durable :

1. Orientations sur le cheminement en 21 étapes pour mettre en œuvre la législation sur le financement durable — décisions et actions nécessaires
2. Politique de financement durable et instructions de rédaction
3. Conception d'un système de financement durable
4. Détermination des partenaires du programme — rôles et responsabilités
5. Faites-le vous-même — conseils pour rédiger une politique de financement durable

Un contrat est en cours pour développer les ressources d'une boîte à outils destinée aux gouvernements pour qu'ils prennent en compte la dimension de l'égalité des sexes, du handicap et de l'inclusion sociale (GEDSI) dans la conception de schémas de financement durable. Celle-ci sera publiée en juin 2022. Des liens ont également été établis avec le Forum vert/la Communauté de pratique et le webinaire du PNUE.

Des études de faisabilité ont été réalisées à distance à l'aide de données issues de récents audits sur les déchets suite à la demande de soutien de PacWastePlus par les Membres. Les pays insulaires du Pacifique sont confrontés au problème croissant des stocks de matériaux recyclables. Sans mécanisme de financement régulier, il leur est difficile de mettre en œuvre un système durable d'exportation ou de recyclage des objets. Ces derniers se retrouvent généralement éliminés en décharge, représentant jusqu'à 20 % du volume, ou déversés sur des terrains vagues.

Au vu du succès des systèmes de financement durable actuels aux Palaos, aux Kiribati, aux États fédérés de Micronésie, en République des Îles Marshall et aux Tuvalu, d'autres pays insulaires du Pacifique

envisagent ces mécanismes comme solution pour la collecte et le traitement des matériaux recyclables. PacWastePlus cherche à fournir des ressources et des connaissances pour accroître la capacité des décideurs du Pacifique à concevoir, mettre en œuvre et exploiter efficacement des systèmes de financement durable pour une meilleure gestion des déchets.

Le ministère des Infrastructures des Îles Cook a recouru aux ressources « Faites-le vous-même » de PacWastePlus lors des consultations du groupe de travail pour orienter la discussion et faire ressortir les décisions clés et les actions à mener. « Les ressources nous ont été utiles pour guider les participants du groupe de travail à travers les composantes du schéma et discuter des idées avancées pour la conception du schéma. Nous avons eu de très bons retours sur ces ressources, car elles nous ont permis de mieux axer cette réunion sur les facteurs importants. »

Voici les actions prévues pour mobiliser les Membres et les partenaires :

Conclusion du schéma de financement durable de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont la publication limitée est prévue en juin 2022 ;

Publication de ressources pour aider les Membres à concevoir et mettre en

œuvre leurs programmes — publication de la boîte à outils GEDSI (juin 2022), manuel « Faites-le vous-même » (septembre 2022), modules de formation en autoapprentissage (novembre 2022) ; Sessions d'apprentissage en ligne comprenant un webinaire et le lancement du financement durable dans le cadre du Forum vert du PNUE (juillet 2022), et hébergement de modules de formation en ligne pour la conception de systèmes de financement durable (octobre 2022) ; Une assistance technique a été fournie aux Îles Cook, à Nioué, au Samoa, aux Îles Salomon et à Vanuatu pour mettre en œuvre leur schéma de financement durable.

Les partenaires de l'étude de faisabilité et de l'établissement de groupes de travail comprennent le ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Développement agricole des Kiribati, le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Environnement de Nauru, le ministère de l'Environnement de Nioué, le ministère de l'Environnement, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie des Îles Salomon, le ministère de la Protection et de la Conservation de l'environnement de Vanuatu et l'Agence de conservation et de protection de l'environnement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le ministère des Infrastructures des Îles Cook et le Service national de l'environnement, ainsi que le ministère de la Protection et de la Conservation de l'Environnement de Vanuatu ont fait appel au soutien et aux ressources de PacWastePlus pour l'orientation législative.

L'équipe WPMC.



### OBJECTIF 3.3

**Valoriser les ressources à partir des déchets et des polluants par le compostage (récupération des nutriments), le recyclage (récupération des matériaux), la valorisation énergétique et d'autres mesures afin de minimiser les déchets et contribuer au développement économique et social**

## **Projet permettant de débarrasser le Samoa de 40 000 litres d'huile usagée, et systèmes de consignation et taxe encouragés dans le Pacifique**

La transition d'une société traditionnelle à une société de consommation a entraîné un afflux de marchandises et de biens, avec une augmentation sans précédent des déchets et de la pollution. Cela a un coût énorme et nécessite une action urgente.

Pour aider à résoudre ce problème, un projet pilote sur la collecte des huiles usagées a été mis en œuvre au Samoa pour récupérer les huiles usagées et les exporter. Ce projet a été mis en œuvre par J-PRISM II, l'association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa (SRWMA) et des entreprises privées, avec le soutien du MNRE du Samoa.

Environ 40 000 litres d'huile usagée ont été recueillis dans des locaux privés et stockés dans les installations de la SRWMA, illustrant ainsi la manière de réduire les risques liés au stockage des huiles, et de promouvoir le recyclage.

Ce message a été relayé lors de la semaine mondiale du recyclage au cours de laquelle la SRWMA, le MNRE, J-PRISM II/JICA, PNUD, l'ambassade des États-Unis, l'ambassade du Japon, l'Union européenne et le Haut Commissariat britannique ont uni leurs forces à celles des enseignants, des étudiants et des membres de différentes communautés pour faire avancer les choses.

Les activités comprenaient la collecte de déchets encombrants pour le recyclage, le concours des 3R pour les écoles primaires et le nettoyage de la journée de divertissement familial des 3R. Elles visaient à améliorer la sensibilisation du public grâce à du matériel promotionnel qui mettait l'accent sur des actions innovantes pour améliorer le recyclage au Samoa.

J-PRISM II/JICA et PacWastePlus ont également organisé une session de financement durable lors de la troisième Table ronde pour un Pacifique propre afin que les pays Membres se familiarisent avec les systèmes de consignation et taxe opérant dans le Pacifique. Ceci a également permis de les sensibiliser aux options et aux possibilités de mise en œuvre ou d'expansion de leurs propres systèmes.

Les programmes de consignation et de frais de récupération anticipés permettent de financer durablement la collecte et le recyclage de produits en fin de vie qui se seraient retrouvés dans des décharges, stockés ou rejetés dans l'environnement, générant pollution et dommages environnementaux.

Le but des mécanismes de financement durable pour la gestion des déchets est de créer un cadre de « Responsabilité étendue des

producteurs », qui fait peser sur les importateurs et les producteurs locaux une partie des charges de la gestion des produits finaux importés par les États et territoires insulaires océaniques. Ces mécanismes visent donc à facturer le montant réel de la gestion, du transport, du recyclage ou de l'élimination finale de ces produits, et de le répercuter sur les importateurs ou fabricants de ces produits.

Une « consigne » supplémentaire est alors ajoutée au prix de vente du produit. Elle est ensuite remboursée lorsque celui-ci est retourné pour être recyclé. Cela a pour effet d'encourager le comportement de recyclage. Ce système est plus communément connu sous le nom de « consignation » appliqué aux contenants de boissons.

Les pays qui ont contribué aux sessions Deep Dive sont les États fédérés de Micronésie, les Kiribati, les Palaos, la République des Îles Marshall et les Tuvalu.

Les discussions au cours de la session ont porté sur les détails des systèmes en vigueur dans le Pacifique, les éléments concernés, la manière dont les frais sont perçus, le responsable de la gestion des fonds, y compris les options, et les possibilités de mise en œuvre ou d'expansion des systèmes.





## OBJECTIF 3.4

**Améliorer le contrôle des déchets et de la pollution des milieux récepteurs afin de permettre la prise de décisions éclairées sur les mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement et pour réduire les dommages environnementaux y afférant.**

### **Les audits sur les déchets dans les pays Membres protègent la santé humaine, l'environnement et renforcent les capacités nationales**

Comprendre la quantité et la composition des flux de déchets dans les pays insulaires du Pacifique permet de mieux appréhender tous les éléments de la gestion des déchets. Elle peut aider à élaborer des analyses de rentabilité pour les changements de système, encourager les investissements de l'industrie privée, identifier les endroits ou les types de déchets susceptibles de présenter un risque environnemental, et identifier les changements à apporter au cadre législatif pour gérer les risques et les services à la communauté.

PacWastePlus, avec le soutien cofinancé du Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP), a réalisé des audits sur les déchets dans les États fédérés de Micronésie, à Nauru, à Nioué, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les Îles Salomon, au Timor-Leste et à Vanuatu. Ces audits ont été réalisés en partenariat avec le PNUE, la Banque mondiale et la BAD. Le Centre d'infrastructure de la région du Pacifique (CIRP) a organisé des audits dans sept pays supplémentaires au cours de la même période.

Les données recueillies lors des audits ont été déposées sur des portails nationaux individuels, afin de permettre une prise de décision éclairée sur les mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement, et aussi réduire les dommages environnementaux associés. Elles serviront également de données de référence pour le suivi futur des déchets et de la pollution des milieux récepteurs.

Dans les États fédérés de Micronésie, l'audit a été entrepris dans chacun des

quatre États et mené en collaboration avec l'Agence de protection de l'environnement. Les audits ont commencé au deuxième trimestre et se sont achevés le 30 avril 2021. Dans le cadre de l'audit national sur les déchets, PacWastePlus a formé 65 agents des quatre États à la réalisation de futurs audits. Ces agents faisaient partie de l'Agence de protection de l'environnement, du ministère de la Santé, du ministère des Travaux publics et de l'Autorité de gestion des ressources.

L'audit à Nauru a été mené avec le ministère de l'Environnement de Nauru et s'est achevé le 15 décembre 2020. Douze agents du ministère et de la Société pour la Réhabilitation de Nauru ont été formés pour mener de futurs audits.

À Nioué, l'audit réalisé par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement s'est achevé le 31 mars 2021. Sept agents ont été formés à la réalisation de futurs audits.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'audit a été entrepris avec l'Agence pour la conservation et la protection de l'environnement (CEPA), la Commission nationale du district central, le gouvernement urbain de Goroka, le gouvernement urbain de Kokopo et le gouvernement urbain de Lae. Le consultant a également travaillé en étroite collaboration avec la JICA qui a financé des audits à Lae et Alotau. TWM (PNG) Ltd a réalisé des audits à Port Moresby et dans le village de Roku dans la province centrale, et s'est procuré des données historiques à partir des audits réalisés à Kokopo (2018) et Goroka (2019), tandis que JPRISM II a réalisé des audits

à Lae et Alotau. L'audit a été effectué en mai 2021.

Quatorze agents du gouvernement local urbain (Alotau, Goroka, Kokopo), de la CEPA et de la Commission nationale du district central, ont reçu une formation sur la réalisation d'autres audits sur les déchets.

En République des Îles Marshall, les audits avec la Majuro Atoll Waste Company et l'autorité locale de l'atoll Kwajalein ont été achevés en avril 2021. Vingt-huit agents de la Majuro Atoll Waste Management Company, de l'autorité locale de l'atoll Kwajalein et de la Croix-Rouge ont reçu une formation pour la réalisation de futurs audits.

L'audit dans les Îles Salomon a été entrepris dans quatre provinces en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement, des Changements climatiques, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie. Tous les audits ont été menés à bien en décembre 2021. Des audits supplémentaires prévus dans quatre provinces ont été annulés en raison de la pandémie de COVID-19.

Au Timor-Leste, le Point de contact national, l'Agence d'autorisation nationale (NAO) du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération a mené l'audit à Bacau et Covalima. L'audit à Ermera a été annulé en raison de la COVID-19. Douze fonctionnaires de la NAO et de l'ANAS.IP, l'Autorité nationale pour l'eau, l'assainissement, l'hygiène et les bureaux de la Division de la gestion des déchets à Dili ont reçu une formation pour mener de futurs audits.

L'audit à Vanuatu a été effectué avec le ministère de la Protection et de la Conservation de l'environnement et le conseil municipal de Port Villa. Sa portée était réduite et se concentrait sur la décharge et l'évaluation des données douanières pour compléter l'audit mené par le projet CEFAS. L'audit a été achevé en octobre 2020 et a été entrepris à Efate et Santo. PacWastePlus a formé six membres du conseil municipal de Port Villa à la réalisation d'audits sur les déchets.

Les informations issues des audits sont exploitées par les projets des partenaires de développement pour traiter les flux de déchets problématiques, et gérer les risques environnementaux liés à leur production.

L'unité de gestion du programme PacWastePlus est un membre fondateur d'un Comité de pilotage régional d'audit sur les déchets (établi par PacWastePlus et CIRP) et comprend des représentants du JPRISM II, du PNUE, du POLP et du PROE.

Le Comité de pilotage a œuvré à l'élaboration d'une méthodologie d'audit régional sur les déchets. Les données et les rapports des divers travaux de collecte de données seront déposés sur le portail de données Inform.

L'UGP PacWastePlus a veillé à ce que toutes les données sur les déchets provenant de la série d'audits régionaux soient enregistrées sur les portails nationaux individuels pour une utilisation ultérieure. La Banque mondiale a financé des audits au Samoa, aux Kiribati et aux Tonga ; le CIRP a financé des audits aux Fidji, aux Îles Cook et aux Tuvalu ; tandis que le PNUE a financé un audit aux Palaos.



UNE CONFÉRENCE VIRTUELLE  
Du 16 au 25 novembre 2021

La 3<sup>ème</sup>

# TABLE RONDE pour un Pacifique propre



## Une étape vers la réalisation de l'objectif 2025 du Pacifique propre

Les travaux visant à faire progresser la région du Pacifique vers un avenir plus propre ont fait un grand pas en avant avec l'organisation réussie de la 3<sup>ème</sup> Table ronde pour un Pacifique plus propre (CPRT). La réunion a adopté le plan de mise en œuvre 2025 pour un Pacifique plus propre (2021-2025) et la déclaration de résultats de la table ronde 2021 pour un Pacifique plus propre.

Organisée virtuellement du 16 au 25 novembre 2021, plus de 100 participants de la région et d'ailleurs ont bénéficié des sessions techniques, des tables rondes, des événements parallèles, des sessions de plongée profonde et des sessions talanoa, basées sur le thème « Environnement propre, océans résilients, communautés saines. »

Les participants représentaient le secteur public, les professionnels des déchets et de l'environnement, les partenaires du développement, le secteur privé, la communauté, les ONG, les institutions universitaires et de recherche et les

membres des communautés du Pacifique.

La 3<sup>ème</sup> CPRT était un partenariat entre le PROE et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en tant qu'hôte, et Acotred Pacific, le groupement des professionnels de la collecte et du traitement des déchets du Pacifique. Elle a permis de faciliter la mise en réseau et le dialogue entre les parties prenantes de la gestion des déchets, d'améliorer la coordination des donateurs, de mobiliser des ressources techniques et financières et de développer des méthodes de suivi et d'établissement de rapports.

Le directeur du WMPC, M. Anthony Talouli, a déclaré que la réunion avait atteint ces objectifs.

« La réunion est convenue que les questions de déchets et de pollution continuent d'être une préoccupation majeure avec des impacts croissants sur les populations du Pacifique, notamment sur les plans culturel, social, économique, de la santé humaine, de la biodiversité, de l'environnement et de

la sécurité alimentaire », a déclaré M. Talouli.

La 3<sup>ème</sup> CPRT est également convenue qu'une économie circulaire plus sûre constitue une approche essentielle dans le traitement des déchets et la pollution, soulignant la nécessité de produits sûrs, toxiques et sans danger à toutes les étapes de la chaîne de valeur. Le rôle des partenariats clés entre le gouvernement et le secteur privé est un autre élément essentiel de cette stratégie.

Un cadre législatif solide et favorable, fondé sur les principes de précaution et du pollueur-payeur, est un outil utile pour encourager les investissements et les partenariats tout en garantissant la protection de la santé humaine et de l'environnement. Ce cadre devrait être le plus aligné possible avec d'autres mesures, notamment le code de pratique sur l'amiante, les systèmes de consigne des conteneurs et la logistique inverse, ainsi que les incitations à la gestion des huiles usagées.

« L'un des aspects les plus intéressants de ces réunions est qu'elles permettent de dresser un tableau très honnête de notre situation en matière de gestion des déchets et de pollution, de ce que nous devons faire et de la manière dont nous pouvons relever les défis qui nous attendent », a précisé M. Talouli.

Le ministre de l'Environnement de la Nouvelle-Calédonie, M. Joseph Manaute, a ouvert la réunion en appelant à une réponse mondiale ambitieuse et coordonnée en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution.

Il a expliqué que « bien que nos contextes locaux soient différents, tous nos pays sont confrontés à des défis mondiaux nécessitant des réponses locales ». « Nous devons être plus ambitieux, agir efficacement et former des coalitions régionales pour sensibiliser aux questions de gestion des déchets et changer les mentalités, afin de trouver des solutions politiques et techniques à cette crise environnementale. »







Le Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, a insisté sur le fait que le Pacifique a été témoin du renforcement de pressions inédites en termes de déchets et de pollution résultant d'activités humaines, notamment les résidus issus de l'industrie et de l'agriculture, les débris marins, la pollution pétrolière et chimique, la croissance démographique, le développement et la modernisation de l'environnement côtier, la surpêche et l'exploitation de ressources.

« Ces pressions ont été exacerbées par les défis des changements climatiques (élévation du niveau de la mer, augmentation de la température de la mer, acidification des océans, tempêtes et sécheresses extrêmes). Nous avons encore en mémoire la CdP26 à Glasgow où la région, avec OASIS et d'autres, ont appelé à un objectif de 1,5 degré pour rester en vie. L'impact de toutes ces activités menace notre résilience environnementale, sociale et économique », a-t-il encore expliqué.

L'un des temps forts de la conférence fut la session spéciale à laquelle a participé Fesola'i Vaaiga Tuigamala, la légende mondiale du rugby qui a établi un parallèle entre son expérience de la santé et l'environnement du Pacifique.

« Je compare ce qui est arrivé à mon corps à la terre. » « Lorsque nous ne nous occupons pas de notre environnement, comme lorsque nous ne prenons pas soin de nous-même, nous en subissons inévitablement les conséquences. J'ai dû apprendre à retrouver ma santé physiquement, mentalement et spirituellement. Nous devons faire de même pour notre environnement. » Fesola'i nous a malheureusement quitté cette année, mais il a inspiré des changements de comportement parmi les populations des îles du Pacifique, en matière de gestion des déchets et de pollution.

Les femmes dirigeantes ont figuré en bonne place au cours de la discussion, notamment Mme Nua Va'ai, vice-présidente de l'Association des recycleurs du Samoa et des Tokélaou (STAR), et copropriétaire de Samoa Pure Water, une entreprise d'eau en bouteille basée à Samoa.

Elle explique qu'« en 2015, nous avons étendu notre activité, et c'est à ce moment-là que la réalité s'est imposée à moi en tant que femme d'affaires et en tant que mère, car j'ai vu l'accumulation de déchets. Je me suis demandée ce que je faisais. Lorsque j'observe ma vie, quel modèle est-ce que je transmets à mes

enfants ? » J'ai alors eu l'idée de sortir des sentiers battus et de réfléchir à la manière de traiter ces déchets accumulés. « Autant je voulais arrêter ce que je faisais, autant je ne pouvais pas, car c'est mon gagne-pain et ma façon de subvenir aux besoins de ma famille. » Elle a réalisé que la seule façon d'avancer était d'être innovante, et c'est là que son voyage a commencé dans la gestion des déchets et la recherche de moyens de gérer les déchets plastiques.

Mme Rendy Solomon, fondatrice et présidente de PlasticWise Gizo, a encouragé la communauté du Pacifique à explorer les possibilités offertes par la gestion des déchets, en particulier la possibilité d'autonomiser les femmes et les jeunes dans ce processus.

« Nous reconnaissons que les femmes sont limitées en termes de prise de décision », a-t-elle affirmé. « Nous considérons donc PlasticWise Gizo comme un outil d'autonomisation pour les femmes de différentes manières, y compris la possibilité de gagner un revenu pour subvenir aux besoins de leurs familles. L'une des stratégies d'engagement consiste à reconnaître la capacité de leadership et d'autonomisation des femmes. Cela permet la durabilité de toute politique

que nous mettons en œuvre pour faire avancer notre cause. »

La réunion s'est penchée sur plusieurs questions essentielles relatives à la gestion des déchets et à la lutte contre la pollution. Parmi ces questions, on peut citer le rôle des gouvernements, des déchets issus des catastrophes, de l'amiante, de la valeur du secteur privé, des associations de gestion des déchets et de recyclage dans le Pacifique, du rôle des jeunes, des déchets médicaux, des programmes de rachat de bouteilles en plastique, du financement durable de la gestion des déchets, du mercure, des marées noires, du rôle des églises et des communautés et de la question émergente de l'économie circulaire.

« Nous avons beaucoup parlé de la forte dépendance aux importations qui nous caractérise dans la région, c'est un trafic à sens unique », a précisé M. Latu. « Il faut que quelque chose change dans ce système où tout entre dans le Pacifique, mais très peu quitte la région. Je pense que c'est une question fondamentale qui doit changer, et je pense que cela commence par changer notre façon de penser en termes de ce dont nous avons réellement besoin et influencer les choix des consommateurs. »







## 3<sup>ème</sup> CPRT

### Session technique 1 – Gouvernance

Il existe une forte volonté politique d'identifier et de gérer les flux de déchets problématiques, ce qui permet aux ministères de mettre en place de solides systèmes de financement durable intégrés dans la législation. Les systèmes qui réussissent s'associent à l'industrie - tandis que les gouvernements sont efficaces pour gouverner ; l'industrie est-elle compétente dans la gestion des déchets et le commerce des matières premières.

**Session technique 2 - Secteur privé :** Grâce à son innovation, son ingéniosité et son ingéniosité, le secteur privé est essentiel pour faire évoluer les choses sur le terrain.

**Session technique 3 - Universités et institutions de recherche tertiaire :** Les universités et les établissements d'enseignement supérieur sont des partenaires importants pour développer des solutions innovantes. La création et le développement de champions de la gestion des déchets dans le Pacifique sont essentiels pour renforcer et maintenir les capacités et sensibiliser les communautés du Pacifique.

**Session technique 4 - Société civile :** La société civile est essentielle pour impliquer les communautés et faire partie de la solution.

**Session de table ronde 1 - Économie circulaire :** L'économie circulaire consiste à la base à garder le produit en circulation le plus longtemps possible et à ne pas utiliser de produits vierges. L'économie circulaire est un cadre mondial visant à relever les plus grands défis auxquels la planète est confrontée, notamment la triple menace du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la gestion des déchets, qui sont alimentés par le développement, la fabrication et la production alimentaire. 45 % de la production est à l'origine de problèmes écologiques majeurs. L'économie circulaire est donc cruciale pour aider à atteindre la trajectoire de 1,5 degré.

**Table ronde 2 - Innovation et partenariats publics :** L'innovation est encouragée lorsqu'il existe une confiance dans les cadres législatifs, une volonté politique pour que les systèmes réussissent, un financement de l'idée, des marchés pour le produit manufacturé, l'industrie en tant que partenaire, et une communauté informée et

engagée. Les partenaires de développement tels que la SFI sont prêts à soutenir les pays ayant des idées de projets robustes qui détourneront les déchets de la mise en décharge et créeront, tout en la soutenant, une économie circulaire.

**Table ronde 3 - Faire le lien entre les personnes et les déchets :** Améliorer la prise de conscience dans la gestion des déchets : Pour relever les défis de la gestion des déchets, il est nécessaire de collaborer avec la communauté, par le biais d'un engagement authentique et de l'établissement de relations et de confiance, et certaines des réponses les plus durables et efficaces à la pollution plastique proviennent d'initiatives locales offrant des alternatives dérivées de la nature. Il est primordial d'encourager le rôle des champions au niveau communautaire et national, afin de promouvoir et de renforcer la sensibilisation à la prévention et à la gestion des déchets dans le Pacifique. L'intégrité écologique est au cœur de la culture indigène et de la spiritualité du Pacifique. L'analogie des communautés autochtones du Pacifique qui prennent soin du fanua, du whenua, du fenua et de la pratique religieuse de la sauvegarde de la création.



Événement parallèle sur le financement durable (dépôt et prélèvements) : Un obstacle commun à la gestion des déchets auquel sont confrontés les pays insulaires du Pacifique est le manque de financement pour assurer la collecte et la gestion des articles recyclables. On constate une trop grande dépendance à l'élimination dans les décharges. Le financement durable par le biais de systèmes de dépôt et de récupération anticipée est considéré comme une solution économiquement viable pour la gestion de la fin de vie des articles recyclables. Ils contribuent également à fournir un cadre pour la gestion des produits et la responsabilité élargie des producteurs et des importateurs. Ces systèmes fonctionnent actuellement dans les États fédérés de Micronésie, aux Kiribati, aux Palaos, dans la République des Îles Marshall et à Tuvalu. La région est encouragée à apprendre de ces pays, alors qu'ils développent leur propre système de financement durable.







## Histoire de la Table Ronde pour un Pacifique Propre

La table ronde inaugurale Clean Pacific de 2016 a été suivie par la deuxième table ronde accueillie au Forum des îles du Pacifique en 2018, qui comprenait le discours principal de l'honorable Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji.

Le 49<sup>e</sup> communiqué des dirigeants du Forum des îles du Pacifique a réaffirmé l'engagement des dirigeants à éliminer les déchets marins ; a reconnu l'urgence de mettre en

œuvre le plan d'action pour les déchets marins du Pacifique et a déclaré que les déchets sont une question essentielle pour le Pacifique bleu.

Depuis lors, le rôle de la Table ronde pour un Pacifique propre s'est accru en reconnaissance des défis complexes du secteur des déchets dans le Pacifique, et de l'urgence de relever ces défis pour une planification, une coordination et un financement efficaces pour un environnement propre,

un océan résilient et des communautés saines.

La troisième Table ronde pour un Pacifique propre 2021 fut dirigée par le comité d'organisation ad hoc, avec le soutien généreux, la coordination et l'aide financière du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, d'Acotred Pacific, de l'Agence française de développement, de l'Union européenne, du Fonds Pacifique, du gouvernement australien, de l'Agence

japonaise de coopération internationale, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de la Province Sud, de la Province Nord, de la Fondation Ellen MacArthur, de l'Université de Newcastle, de l'Association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa et du PROE.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) accueillera la quatrième Table ronde pour un Pacifique propre en 2024.





# Gouvernance et surveillance environnementales



« Dans les États fédérés de Micronésie, nous avons des niveaux de gouvernement – local, étatique et national. Le partage des données dans les États fédérés de Micronésie constitue donc un défi à travers ces trois niveaux de gouvernement. Grâce à la page Web interactive, le rapport sur l'état de l'environnement est accessible à tous les États et à tous les niveaux, jusqu'aux communautés et aux écoles. »

M. Snyther Biza, des États fédérés de Micronésie

46

**M. Snyther Biza, des États fédérés de Micronésie, a expliqué comment les pages Web interactives sur l'état de l'environnement (SOE) leur ont simplifié la tâche en offrant un meilleur accès à ces informations. C'est l'une des façons innovantes et pratiques dont la population et l'environnement du Pacifique ont bénéficié, grâce à la volonté d'appliquer les meilleures pratiques de gouvernance environnementale. De nombreuses réalisations notables ont été accomplies grâce à l'assistance du PROE, qui a œuvré en étroite collaboration avec ses partenaires pour aider et développer les capacités des Membres en matière de gouvernance environnementale, d'élaboration de politiques, de planification, de suivi et de rapports pour des résultats environnementaux durables.**



## OBJECTIF RÉGIONAL 4

### Les peuples océaniens et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application



La réalisation de six des dix cibles de l'Objectif régional 4 a apporté de nombreux avantages à nos Membres du Pacifique grâce à notre détermination à appliquer les meilleures pratiques de gouvernance environnementale. Les 12 000 ensembles de données du réseau du Portail du Pacifique pour l'environnement ont facilité les processus de rapports nationaux, en particulier celui sur l'état de l'environnement dans 13 des 14 pays insulaires du Pacifique. Le Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour un environnement durable et sociable (PLP/ESS) a livré la 2<sup>e</sup> phase des modules de formation sur l'évaluation de l'impact environnemental et l'évaluation de l'impact social, renforçant ainsi la planification nationale du

développement durable en utilisant à la fois les évaluations de l'impact environnemental, les évaluations stratégiques de l'environnement et l'évaluation de l'impact social.

La finalisation de la Politique environnementale intégrée des Kiribati et des Stratégies nationales de gestion de l'environnement des Tuvalu ont été des réalisations importantes. Ces cadres stratégiques fixent une orientation précise pour l'amélioration des capacités nationales en matière de bonne gouvernance environnementale et les efforts visant à renforcer la politique et la législation relatives au développement durable.

La 16<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention de Nouméa (CdP16) s'est tenue

avec succès. Cette réunion a examiné l'état d'avancement de la révision de la Convention de Nouméa, la nécessité d'élaborer un cadre régional pour lutter contre les microplastiques et les déchets marins, et notamment les possibilités de mettre la convention en œuvre lors de la phase III du programme ACP AME. En effet, elle a joué un rôle important lors de la réunion de la CdP, en raison de son caractère unique, axé sur la convention concernant les mers régionales du Pacifique, à savoir la Convention de Nouméa. L'un des principaux résultats de la Convention de Nouméa a été le renforcement de la capacité du Secrétariat de la Convention de Nouméa au sein du PROE, le Programme de surveillance et de gouvernance de l'environnement assumant le rôle de Secrétariat avec

l'appui de l'équipe de coordination de la phase III du programme ACP AME.

Une réalisation importante dans le cadre de l'Objectif régional 4 a été la finalisation du premier rapport régional sur l'état de l'environnement et la conservation, qui a été présenté à la 10<sup>e</sup> Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées. Le rapport a ensuite été approuvé par les Membres lors de la 30<sup>e</sup> Conférence du PROE. Ce dernier a souligné les progrès réalisés par la région pour assurer une gestion environnementale durable plus efficace de nos îles et rappelle la nécessité d'intensifier et d'amplifier les efforts pour résoudre les multiples problèmes en suspens, y compris les nouveaux défis.



## OBJECTIF 4.1

Renforcer les systèmes nationaux de planification et de mise en œuvre du développement durable, notamment au moyen d'études d'impact sur l'environnement, d'évaluations stratégiques de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

### Les pays Membres applaudissent les pages web interactives du rapport sur l'état de l'environnement

Les informations sur l'état de l'environnement dans les pays du Pacifique sont désormais encore plus accessibles aux responsables politiques et aux décideurs, aux parties prenantes et au public, grâce au lancement de pages web interactives sur l'état de l'environnement (SoE).

Les rapports sur l'état de l'environnement peuvent renforcer la durabilité environnementale des plans de développement nationaux et des décisions politiques, tandis que le processus de l'état de l'environnement peut rationaliser les exigences en matière de surveillance et de rapports dans le cadre des

accords multilatéraux sur l'environnement.

Le processus SoE est mis en œuvre par le Programme de gouvernance et de surveillance environnementales (GSE), qui exécute le projet Inform, financé par le Fonds pour l'environnement mondial et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour l'environnement.

M. Snyther Biza, des États fédérés de Micronésie (EFM), a déclaré que les pages web interactives relevaient le défi du partage des données et a qualifié ce développement d'étape importante dans le processus de développement des données à utiliser dans

son pays et dans les exigences internationales en matière de rapports.

« Dans les EFM, nous avons des niveaux de gouvernement - local, étatique et national. Le partage des données dans les EFM constitue donc un défi à travers ces trois niveaux de gouvernement », a-t-il déclaré. « C'est pourquoi, lorsque nous avons commencé à élaborer notre rapport sur l'état de l'environnement, il nous a fallu près d'un an pour transmettre le texte au PROE, qui nous a aidés à remplir ce rapport. Maintenant, avec la page web interactive, le rapport SoE est accessible à tous les États et

à tous les niveaux, jusqu'aux communautés et aux écoles. »

Mme Debra Kereseka, responsable de l'environnement aux Îles Salomon, a expliqué combien il était plus facile d'utiliser et de trouver des informations dans leur SoE grâce à la page web interactive.

Depuis le lancement, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les EFM, les Tonga, Tuvalu et les Îles Salomon ont des pages web, la seule page web interactive régionale, l'État régional de l'environnement et de la conservation dans les îles du Pacifique, étant accessible à tous.

### La formation au développement et à la planification du tourisme durable fait la différence pour le service public à Samoa

Les fonctionnaires de divers ministères du gouvernement de Samoa ont acquis de nouvelles connaissances en matière de développement et de planification durables.

C'est l'un des résultats de la formation « Développement et planification du tourisme durable » organisée par le PROE, qui a rassemblé des représentants de l'Office du tourisme de Samoa (STA), du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE), du ministère des Travaux, des Transports et des Infrastructures (MWTI), du ministère de la Santé (MOH) et de l'Association hôtelière de Samoa (SHHA).

La formation de trois jours au Centre océanien sur les changements climatiques

(PCCC) a été suivie par 38 participants, 25 femmes et 13 hommes.

Le tourisme et le développement durables reposent sur une bonne planification. Des outils tels que les évaluations d'impact sur l'environnement (EIE) favorisent une bonne planification et l'expertise plus large du PROE en matière de conservation, de gestion des déchets et d'actions liées aux changements climatiques a permis aux participants d'approfondir leur connaissance de la durabilité.

La formation a été menée par l'unité de planification environnementale du PROE avec des responsables de l'unité de gestion des déchets et de contrôle de la pollution et

de l'unité de coordination des projets du PROE. L'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO) a présenté une perspective régionale du tourisme durable.

L'objectif de l'atelier était d'améliorer les connaissances et la sensibilisation des principaux acteurs du tourisme et des régulateurs environnementaux à Samoa sur l'importance du développement durable, l'utilisation de l'EIE comme outil de planification durable ainsi que leurs rôles et fonctions conformément à la loi PUMA de 2004.

Cela a été l'occasion d'étendre la formation aux meilleures pratiques des secteurs du tourisme et du développement pour les énergies renouvelables et la gestion des déchets.

Celles-ci jouent un rôle clé en apportant des avantages environnementaux et économiques. Les participants ont également discuté de l'application potentielle des évaluations environnementales stratégiques (EES) comme outil de planification et de réforme du secteur.

La formation a offert une occasion unique aux organismes de réglementation samoans d'être mieux placés pour administrer les outils d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) et de durabilité environnementale et sociale (ESS) afin d'aborder les impacts environnementaux et sociaux des activités touristiques à Samoa, en alignant l'industrie sur les objectifs de développement durable de Samoa.



## OBJECTIF 4.2

Renforcer les capacités nationales à la mise en place d'une bonne gouvernance environnementale, étayée par une assistance technique pour l'élaboration de politiques et de lois ainsi que la mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux des Membres.

### La plateforme d'apprentissage en ligne Inform permet d'améliorer l'accès des pays du Pacifique aux données environnementales

La plateforme d'apprentissage en ligne Pacific Inform a été lancée en 2021 en tant qu'outil pour la gestion des données environnementales et l'application des rapports sur les indicateurs.

« Avec le lancement de cette nouvelle plateforme, nous nous réjouissons de voir davantage d'utilisateurs accéder à ces outils et les utiliser par eux-mêmes », a déclaré Skis Dewey, SIG et informatique, Département de l'environnement des EFM. « Nous espérons que la collecte et l'accès aux données environnementales ne seront plus un problème pour les EFM à l'avenir. »

Un module d'apprentissage en ligne avec un nouveau système d'information géographique a également été lancé en mai 2022.

La plateforme d'apprentissage en ligne Inform a été développée comme un cours en accès libre et gratuit pour soutenir l'amélioration de l'accès aux données environnementales, leur analyse et leur utilisation pour la prise de décision et l'établissement de rapports par les Membres du PROE.

L'unité 1 porte sur la gestion des données environnementales. L'unité 2 traite de l'outil de communication de rapports sur les indicateurs. Les deux unités sont divisées en cinq modules chacune, qui présentent les processus opérationnels sur la façon dont ces outils fonctionnent. Lorsque le projet Inform prendra fin, le cours sera maintenu en tant que mécanisme de renforcement des capacités.

Les formations en ligne d'Inform montrent aux professionnels l'importance des portails de données



Lancement de la plateforme d'apprentissage en ligne Pacific Inform.

environnementales dans le contexte du Pacifique, et leur apprennent à utiliser les portails de gestion de données nationaux et régionaux. La connaissance et la compréhension sont essentielles pour prendre des décisions éclairées. La formation en ligne permet de renforcer les capacités des pays Membres à utiliser les outils existants (portails nationaux développés dans le cadre d'Inform) pour la gestion des données.

Le cours d'apprentissage en ligne Inform vient s'ajouter à la plateforme d'apprentissage en ligne existante du PROE dans le cadre du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC). Le cours a été développé par l'équipe du projet Inform avec la participation et les conseils de 14 pays Membres océaniques. Les autres partenaires clés sont le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds pour l'environnement mondial et le PCCC.





## Une formation à l'évaluation de l'impact environnemental aide les Tokélaou à construire un avenir durable

La quête de développement durable des Tokélaou a été renforcée par une formation à l'EIE et à l'EES dispensée par le Programme de gouvernance et de surveillance environnementales (GSE).

La formation virtuelle de trois jours à laquelle a participé le personnel du département du développement économique, des ressources naturelles et de l'environnement (EDNRE) des Tokélaou a porté sur le processus d'évaluation environnementale. Ils ont également appris à identifier et à évaluer les impacts environnementaux et à mettre en œuvre des mesures d'atténuation efficaces.

Le directeur d'EDNRE, M. Mika Perez, a déclaré que la formation était extrêmement utile. « Nous remercions le nouveau Directeur général et l'équipe du PROE d'avoir proposé de former nos formateurs afin de développer leur compréhension de l'EIE en ces temps difficiles de pandémie. La formation

a fourni des informations stratégiques très précieuses pour les Tokélaou dans leur quête de développement durable », a déclaré M. Perez.

Avec l'aide du PROE, les Tokélaou ont élaboré un projet de politique d'EIE qui fait actuellement l'objet d'une révision et de consultations avant d'être présenté au Fono général des Tokélaou plus tard dans l'année. La formation a également été l'occasion de faire connaître le projet de politique d'EIE au personnel d'EDNRE des Tokélaou et de les aider à assumer leurs rôles et responsabilités en tant que principaux régulateurs de l'EIE dans le cadre de la nouvelle politique.

La formation et l'événement de renforcement des capacités ont augmenté la capacité des Tokélaou à institutionnaliser et à mettre en œuvre les outils d'EIE et d'EES pour soutenir une gouvernance environnementale forte sur le territoire.



Grâce à la plateforme virtuelle, le PROE a pu fournir un soutien en direct aux trois atolls éloignés des Tokélaou en même temps. Ceci était particulièrement important car le personnel du PROE et le personnel de l'EDNRE des Tokélaou étaient confinés chez eux pendant la formation en raison de l'état d'urgence de leurs îles. Les membres du personnel du PROE basés à Samoa et en Australie ont utilisé un lien virtuel pour faire des présentations PowerPoint, partager des écrans, de la documentation et mener des questions-réponses talanoa avec les stagiaires.



Visites de sites pour la formation à l'évaluation des impacts sur l'environnement aux Tokélaou.





## Des progrès soulignés lors de la CdP16 de la Convention de Nouméa

La 16<sup>e</sup> réunion de la Conférence des parties à la Convention de Nouméa (CdP16) a été convoquée virtuellement le 2 septembre 2021, sous la présidence du gouvernement de Samoa.

Tenue tous les deux ans en vertu de l'article 22 de la Convention et de l'article 4 du règlement intérieur, la réunion a rassemblé 12 Parties à la Convention. La Convention de Nouméa est le cadre directeur pour l'environnement du Pacifique adoptée en 1986 et entrée en vigueur en 1990.

Au cours de la réunion, le PROE a mis en avant les principales activités entreprises pour aider les Parties à mettre en œuvre les obligations découlant de la Convention de Nouméa. Le travail comprend un accent fort et significatif sur les objectifs de développement durable (ODD) en mettant l'accent sur le soutien à la lutte contre les déchets marins et la pollution plastique par la mise en œuvre du plan d'action régional du Pacifique contre les déchets marins 2018-2025.

Le programme de renforcement des capacités, lié aux accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a recruté du personnel pour coordonner la mise en œuvre des activités de ce programme.

Un accord de lutte contre les déversements d'hydrocarbures a été établi avec Oil Spill Response Limited (OSRL) pour tous les États et territoires insulaires océaniques, y compris les Parties à la Convention de Nouméa, avec le soutien financier du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce et le parrainage technique de Maritime New Zealand. Cela

permettra de mieux protéger l'environnement marin contre les impacts des déversements d'hydrocarbures.

Dans ce cadre, lors du récent échouement du bateau de patrouille de la police de Samoa, le Secrétariat a fourni une assistance technique et des conseils aux autorités nationales d'urgence et de catastrophe de Samoa.

Les directives régionales sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) intitulées « Strengthening Environmental Impact Assessment : Guidelines for Pacific Islands Countries and Territories » continuent d'être très appréciées et référencées par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement en tant que bonnes pratiques dans leur nouvelle approche partagée.

Le PROE a travaillé avec les Parties à la Convention de Nouméa, telles que la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon, pour achever leurs stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE).

La Convention de Nouméa est l'instrument juridique du Pacifique pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud. Elle est également la convention sur les mers régionales pour la région du Pacifique et, à ce titre, elle se concentre sur les domaines de la pollution marine, des sources terrestres de pollution, de l'évaluation de l'impact environnemental, de la biodiversité, des espèces envahissantes, de la protection et de la conservation des ressources marines et des environnements côtiers.

Les travaux de la Convention de Nouméa se reflètent dans

toutes les activités du PROE et dans les services qu'il offre à ses pays Membres du Pacifique. La Convention de Nouméa, également connue sous le nom de Convention du PROE, vise à améliorer la capacité nationale des pays Membres du Pacifique à assurer une bonne gouvernance environnementale par le biais d'une assistance technique visant à élaborer une politique et une législation. Ces instruments juridiques nationaux mettent en œuvre les obligations et les engagements internationaux et régionaux.

Grâce aux programmes Gestion des déchets et lutte contre la pollution (WMPC), Écosystèmes insulaires et océaniques (EIO) et Gouvernance et surveillance environnementales (GSE) du PROE, la capacité des pays Membres du Pacifique est soutenue par divers projets, programmes et activités visant à protéger leurs environnements naturels.

Ces derniers temps, l'importance des océans est mise en avant par le biais de diverses plateformes afin d'atteindre l'objectif de développement durable 14 - La vie aquatique. Ceci est directement lié à la Convention de Nouméa en tant que cadre juridique dans

Ces derniers temps, l'importance des océans est mise en avant par le biais de diverses plateformes afin d'atteindre l'objectif de développement durable 14 - La vie aquatique. Ceci est directement lié à la Convention de Nouméa en tant que cadre juridique dans



16<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention de Nouméa.

le Pacifique qui soutient la protection, la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins et de l'environnement océanique en général. La gouvernance des océans est directement liée aux changements climatiques dans la mesure où il est urgent de réduire les risques et les menaces qui pèsent sur nos océans étant donné le rôle critique qu'ils jouent dans l'environnement mondial.

La CdP16 de la Convention de Nouméa a informé les Parties de l'avancement de la révision de la Convention de Nouméa. Adoptée en 1986, certaines des menaces environnementales n'étaient pas présentes ou connues à cette époque. Les Parties à la Convention de Nouméa, lors de la CdP15, ont reconnu les lacunes de la Convention de Nouméa actuelle et ont demandé une révision. Cette révision s'est achevée en novembre 2021 et un rapport sera soumis à la discussion et à l'approbation des Parties lors d'une réunion ad hoc organisée par le Secrétariat.

Les 12 Parties à la convention de Nouméa sont l'Australie, les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, les Fidji, la France, les Îles Marshall, Nauru, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Samoa, et les îles Salomon.



## OBJECTIF 4.3

Renforcer la collecte la surveillance et l'analyse des données environnementales et de la communication des résultats à l'échelle nationale et régionale.

### Le guide des indicateurs environnementaux facilite la mise en œuvre et le suivi des indicateurs environnementaux

Le guide des indicateurs environnementaux pour les pays insulaires du Pacifique a été lancé en tant qu'outil d'aide aux pays Membres du PROE dans la mise en œuvre et le suivi les indicateurs environnementaux.

Ce guide explique l'utilisation des indicateurs environnementaux et résume 34 indicateurs de base répartis sur six thèmes. Ces domaines thématiques sont utilisés dans les EIE et les EES afin de fournir des normes cohérentes de surveillance et de gouvernance environnementale dans le temps.

Le lancement virtuel a été organisé par le projet Inform, un projet quinquennal financé par le Fonds pour l'environnement mondial et le PNUE, et mis en œuvre par le PROE.

Un indicateur environnemental est une mesure qui donne un aperçu d'une question d'une plus grande importance pour l'environnement, de sorte que son importance est immédiatement apparente et que les tendances peuvent être déterminées dans le temps. Les indicateurs simplifient également les phénomènes complexes, ce qui facilite la



Le personnel du PROE lors du lancement du guide des indicateurs environnementaux pour les pays insulaires du Pacifique.

communication des messages aux décideurs et au public.

Grâce au projet Inform, les programmes du PROE ont élaboré 34 indicateurs qui ont été approuvés par les Membres lors de la Conférence du PROE de 2018. Ces indicateurs sont destinés à être utilisés dans les rapports sur l'état de

l'environnement et d'autres obligations de déclaration.

Des exemplaires du guide ont été fournis à 14 pays insulaires du Pacifique dans le cadre du projet Inform, et un exemplaire électronique gratuit peut également être téléchargé sur le portail de l'environnement du Pacifique.

### Tuvalu applaudit la mise à jour du portail PNEA, qui apporte de nouvelles fonctionnalités et une sécurité accrue

Le portail du Réseau Pacifique pour l'évaluation environnementale (PNEA) a été mis à niveau au cours du premier trimestre 2022, améliorant ainsi la fonctionnalité et la sécurité.

La mise à jour a été réalisée par un développeur web basé en Australie et gérée par les coordinateurs du PNEA. Le financement a été assuré par le programme de l'UE pour le renforcement des capacités liées aux accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP AME Phase 3).

Le portail PNEA et sa mise à jour font une grande différence dans les pays du Pacifique comme Tuvalu. « Le PNEA et le PROE sont extrêmement utiles pour des pays comme Tuvalu qui connaissent une forte rotation du personnel qualifié en matière d'EIE », a déclaré la directrice intérimaire de l'environnement de Tuvalu, Mme Tilia Tima.

« Nous comptons sur eux pour soutenir nos besoins en matière de renforcement des capacités et de formation et nous nous réjouissons de leur soutien continu et de l'expansion du PNEA. »

La mise à niveau a renforcé la capacité d'évaluation environnementale du PROE et le soutien technique à ses Membres en créant et en maintenant la communauté de pratique en ligne.

Le portail fonctionne sur la toute dernière plateforme Drupal 9, intégrant les dernières mises à jour de sécurité et d'autres fonctionnalités de la communauté mondiale des logiciels libres. Outre une interface utilisateur remaniée, le portail héberge également un forum de discussion pour la mise en réseau, ainsi que des fonctions de recherche améliorées dans la bibliothèque de ressources et la collecte automatique d'enregistrements

liés à l'EIE à partir du portail environnemental du Pacifique (PEP).

La mise à jour améliore le soutien au renforcement des capacités régionales du PROE afin d'accroître l'accès aux données, aux rapports et aux conseils relatifs à l'évaluation de l'impact sur l'environnement pour une planification, un suivi, un compte rendu et une prise de décision judicieuse en matière d'environnement.

Parmi les nouveautés du portail figurent également des événements et des histoires, une fonction de recherche affinée et un nouveau système de gestion des ressources qui améliore la gestion et la synchronisation des données du portail de l'environnement du Pacifique et de la bibliothèque virtuelle du PROE.

Depuis son lancement en 2016, le PNEA compte désormais plus de 250 membres et 600 abonnés

à travers le Pacifique, elle a connu une croissance inégale et est aujourd'hui la plus grande communauté de pratique pour l'EIE et l'ESS dans la région. Le rôle du portail PNEA s'est également accru depuis la pandémie de COVID-19, car les restrictions frontalières ont empêché les praticiens du Pacifique de participer à des formations ou à des conférences en face à face et sont devenus dépendants du soutien virtuel.

Le PNEA héberge des enregistrements vidéo intégrés de sessions de formation virtuelles, dont près de 20 modules dispensés dans le cadre du Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale (PLP-ESS), un partenariat entre la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, l'Université du Pacifique Sud et le PROE.



## OBJECTIF 4.4

Renforcer l'accès aux mécanismes de financement et à l'utilisation effective et efficace des fonds afin d'appliquer les interventions nécessaires.

## Travailler au renforcement des capacités nationales du Pacifique pour mettre en œuvre des outils de gestion efficaces en matière d'EIE et de sauvegarde

L'ampleur et l'impact des développements dans la région Pacifique ne cessant de croître, il est devenu impératif de s'assurer que les impacts environnementaux et sociaux négatifs soient correctement identifiés et atténués.

Le Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale (PLP-ESS), composé de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement, du PROE et de l'Université du Pacifique Sud (USP), s'efforce de renforcer les capacités nationales afin d'atteindre les objectifs et priorités nationaux en matière de développement durable.

Le partenariat collabore à la mise en place de modules

de formation virtuels traitant de nombreux sujets variés et des lacunes en matière de capacités auxquelles sont confrontés les praticiens et les administrateurs des sauvegardes des îles du Pacifique.

Forte du succès des séries de formations régionales organisées en 2020 et 2021, la dernière série de formations virtuelles PLP-ESS s'est déroulée du 30 mars au 25 mai 2022. Les sessions de formation ont été dispensées de façon hebdomadaire par des intervenants des quatre partenaires suivants : Banque mondiale, BAD, PROE et UPS.

Grâce à son mode de prestation virtuel, le partenariat a réussi à

## OBJECTIF 4.5

Renforcer les synergies entre la science, la politique et les connaissances traditionnelles et locales pour guider la prise de décision.



Participants aux modules de formation virtuelle PLP-ESS.

atteindre les participants de toute la région avec une moyenne de 65 participants par session, certaines sessions enregistrant jusqu'à plus de 90 participants. Le PROE a contribué au partenariat en accueillant

le coordinateur PLP-ESS, en hébergeant le lieu de la formation et en fournissant des spécialistes pour dispenser certains modules.

L'équipe EMG.





# Évènements marquants

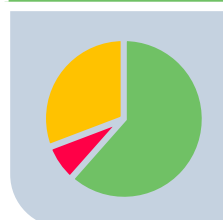
Photo : D.McFadzien

## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Le PROE dispose de systèmes d'information et de communication qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent de façon positive les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux.

Sur les 13 objectifs de résultats de l'objectif organisationnel 1, huit ont été atteints, un objectif n'a pas été atteint et quatre sont en cours de réalisation. Malgré les difficultés subsistantes liées à la COVID-19, l'équipe de communication et sensibilisation, l'équipe informatique et l'équipe de gestion des connaissances ont poursuivi leur travail grâce à la mise en place rapide de techniques novatrices. L'objectif non atteint concerne la mise en œuvre de stratégies de communication nationales appliquant le modèle du PROE par au moins cinq Membres des îles du Pacifique. Au cours de cette période, nos Membres des îles du Pacifique ont également dû mettre en œuvre leurs propres actions nationales afin de préserver/maintenir la COVID-19 hors de leur territoire ou de gérer la situation sanitaire liée au virus.

## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS

13

ATTEINTS

8

NON ATTEINTS

1

EN COURS

4

## Information, communications et technologies : connexion à travers le Pacifique

L'objectif 1.1 du PROE, qui consiste à améliorer la qualité et l'interopérabilité de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications dans la région, a orienté le travail de l'équipe chargée des communications et des technologies de l'information (TIC) du PROE. Travailler pour doter l'organisation de systèmes fiables, sécurisés et efficaces afin de fournir des services appropriés à nos Membres et à nos parties prenantes est resté une priorité, alors que le travail virtuel s'est poursuivi en 2021 et que les Membres recommençaient à ouvrir peu à peu leurs frontières dans un contexte de COVID-19.

Les technologies de l'information et de la communication du PROE redéfinissent la manière dont le PROE met en œuvre ses activités à l'ère du numérique, grâce à la transformation numérique qui a démarré en 2021 avec une approche progressive, en centrant d'abord les efforts sur les priorités de base qui constituaient un besoin identifié pour améliorer l'efficacité du travail du PROE et qui étaient réalisables avec les ressources disponibles.

L'équipe informatique du PROE a continué à fournir un appui aux services de météorologie et de climatologie des

Membres avec le programme de Résilience face aux changements climatiques, dans le cadre du partenariat avec le bureau météorologique du Pacifique (Pacific Met Desk) et de projets pour le climat, notamment le programme COSPPac (Programme de soutien au climat et aux océans pour le Pacifique) et le projet CREWS (Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques). Quatre sites internet ont été développés pour des services nationaux d'hydrologie et de météorologie (NHMS) des îles du Pacifique, avec une mise en ligne prévue en 2022. Les sites visent à diffuser des informations sur le climat et les prévisions

météorologiques, y compris les avertissements et les alertes, auprès des communautés locales et des agences nationales d'aviation et de navigation. Afin de garantir la pérennité de ce service extrêmement utile fourni par les services nationaux d'hydrologie et de météorologie et les départements compétents en matière de climat à leurs parties prenantes après son lancement, l'équipe informatique du PROE a également établi un partenariat avec ces entités afin de fournir une assistance à distance et un hébergement de leurs sites internet dans le cadre d'accords d'assistance et d'une offre de formations.

Compte tenu de la disponibilité limitée des ressources informatiques et de la demande croissante dans ce domaine par les projets, des solutions innovantes et de nouvelles modalités de travail ont dû être étudiées, testées et adoptées. Plusieurs activités de développement et de mise

à niveau informatiques ont été menées simultanément. L'équipe informatique a notamment travaillé en étroite collaboration avec les projets, en exerçant davantage un rôle de supervision, afin de définir des paramètres et des normes pour les systèmes, de mettre en place un suivi et une évaluation et de réaliser des tests d'acceptation. Par ailleurs, l'externalisation du travail de développement lui a permis de se concentrer davantage sur des interventions stratégiques de soutien et sur les priorités des États Membres. Les solutions innovantes mises en place incluent la redéfinition du mécanisme régional de soutien technique à la base de données régionale des experts, désormais appelée Tomai Pacifique ; le lancement de la bibliothèque virtuelle afin d'améliorer l'accessibilité et la visibilité des informations et des ressources de connaissances ; ainsi que le développement d'applications mobiles afin de faciliter les réunions et les conférences.



## Communication et sensibilisation

Le parcours vers la réalisation de l'objectif organisationnel 1.2 du plan stratégique du PROE en partenariat avec les Membres du PROE a été d'un genre inhabituel en 2021. Les actions visant à influencer un comportement positif au moyen de communications persuasives, ciblées et intégrées se sont poursuivies virtuellement, dans un contexte de COVID-19 où la communication en ligne est devenue la norme. Le service de communication et de sensibilisation a dû adapter son travail à l'adoption rapide de nouveaux outils numériques par le Secrétariat, tout en continuant à fournir un soutien aux Membres du PROE. Ces efforts se poursuivent actuellement.

L'équipe de communication et sensibilisation a développé des actions de communication pour les principaux événements régionaux dirigés par le PROE, ainsi que pour d'autres projets régionaux, notamment la troisième Table ronde pour un Pacifique propre (3CPRT) et la vingt-sixième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CdP26). L'équipe a également fourni une assistance pour la mise en œuvre de ces campagnes.

Les délégations des îles du Pacifique n'étant pas

physiquement suffisamment fortes en nombre, des efforts particuliers sont déployés afin de garantir que les îles du Pacifique soient toujours vues et entendues dans ces espaces. L'équipe de communication et sensibilisation a mené des initiatives majeures avec le soutien essentiel du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce. La campagne en ligne « Flex for 1pt5 » sur TikTok a enregistré plus de 14 millions de vues et généré plus de 20 000 abonné-es pendant les deux semaines de la CdP26 de

la CCNUCC. La campagne a été réalisée en collaboration avec l'agence de communication Augusto et le célèbre groupe de danse hip-hop The Royal Family, internationalement connu, qui invitait les gens à danser leur danse Flexfor1pt5.

Plus de 30 membres des médias des îles du Pacifique ont participé à sept rencontres virtuelles Media ManaClasses destinées à renforcer les connaissances et la capacité des médias des îles du Pacifique à rendre compte des différentes questions pertinentes pour le Pacifique lors de la CdP26. Les rencontres ont également permis de créer des réseaux avec des experts techniques de domaines spécifiques.

Plus de dix poèmes sur les îles du Pacifique ont été sélectionnés et adaptés au format numérique, puis présentés dans le cadre de quatre événements de la CdP26 et diffusés sur les



chaînes de télévision des îles du Pacifique, grâce à des partenariats fructueux entre le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, les poètes des îles du Pacifique, la chaîne de télévision Pasifika TV et Mana Moana Storybox.

Le PROE a réouvert ses portes aux visites des écoles en 2021. Plus de 200 élèves ont visité le Secrétariat, dont plus de 100 venaient de l'école Pesega au Samoa. Accueillis par le Secrétariat, les élèves ont été sensibilisés aux problèmes environnementaux qui touchent la région du Pacifique et ont découvert les mesures mises en place pour y remédier.

55

## Gestion des connaissances

Le service de gestion des connaissances du PROE possède une collection unique de publications, de périodiques, de rapports scientifiques et techniques préparés par le PROE, ses Membres, ses parties prenantes et ses partenaires. L'objectif 1.3 est de partager et utiliser les connaissances grâce au développement et à la tenue à jour de systèmes et de processus fiables pour la collecte, le stockage et l'accès efficaces à des informations essentielles. Ce vaste ensemble d'informations sur l'environnement est à la disposition du personnel du PROE, des États et territoires Membres et du public dans le catalogue virtuel ou au siège de Vaillima.

La nouvelle plateforme de la bibliothèque virtuelle du PROE a été lancée en 2021. Elle donne accès au personnel, aux Membres du PROE et au public aux dernières informations disponibles pour permettre de prendre des décisions informées dans le Pacifique sur les questions environnementales essentielles. Elle permet de trouver facilement les informations et de les rendre plus accessibles. La bibliothèque virtuelle est

disponible sur le site internet du PROE. Son lancement a eu lieu virtuellement, avec la participation des Samoa américaines, de la République des Îles Marshall, des îles Salomon et du Vanuatu.

Plus de 140 élèves des Samoa ont visité le siège du PROE lors de sa journée portes ouvertes pour commémorer son anniversaire, le tout premier événement de ce type depuis la pandémie de COVID-19. Ce moment marquant a également été l'occasion de célébrer

les nouvelles approches innovantes qui ont permis pour la première fois à des élèves de toutes les îles du Pacifique de participer virtuellement. Des élèves des Samoa américaines, de la République des Îles Marshall, des îles Salomon et du Vanuatu ont participé à une visite virtuelle et à des ateliers interactifs sur la plateforme virtuelle consacrée à l'événement. Au siège du Samoa, les élèves ont été accueillis par le personnel du PROE qui avait organisé des ateliers pour les aider à mieux connaître les bonnes pratiques environnementales pour un Pacifique résilient. Le thème de la journée portes ouvertes était « Nous faisons partie de la solution ». Des élèves des Îles Salomon et du Vanuatu ont également participé à une autre activité de la journée portes ouvertes.



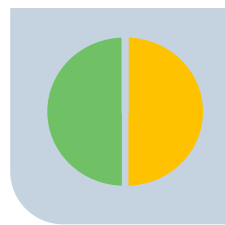
Les pratiques internes de bonne gouvernance, de transparence et de reddition de comptes ont été améliorées grâce à un meilleur accès aux documents officiels internes dans le nouveau système intranet. Le nouveau système est la seule source d'informations fiable pour toutes les politiques, les directives, les modèles et autres informations internes. C'est également une passerelle vers tous les systèmes d'information, les portails, les outils et les applications existants du PROE.



## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Le PROE dispose de processus multidisciplinaires pour l'exécution de programmes, ainsi que pour les stratégies et les politiques régionales.

Sur les 12 cibles, la moitié a été atteinte, tandis que l'autre moitié reste en cours de réalisation. Les cibles ont été modifiées et étendues au PIP3.



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS

12

ATTEINTS

6

NON ATTEINTS

0

EN COURS

6

## Suivi et évaluation : un environnement Pacifique axé sur les résultats

L'objectif 2.3, qui consiste à « renforcer le cadre d'apprentissage et d'établissement de rapports sur les résultats du PROE, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales », a permis d'orienter le travail de suivi et d'évaluation (S et É) du Secrétariat. Les processus S et É jouent un rôle déterminant dans l'orientation du PROE vers un programme axé sur les résultats et les mesures de performance des services pour les Membres. En 2021, de nouvelles synergies ont été recherchées en engageant des dialogues ouverts, en réfléchissant à des visions binaires et en abordant les défis liés à l'institutionnalisation des procédures S et É.

Afin de s'assurer que les performances du Secrétariat sont rapportées aux Membres de manière précise, une évaluation axée sur les résultats des indicateurs par objectif stratégique a eu lieu en 2021. Une réflexion sur le mode d'évaluation des indicateurs (atteints, non atteints ou en cours) a permis au Secrétariat de se préparer à sa prochaine action, à savoir assurer l'exécution du mandat de l'organisation.

Le processus du PROE a adopté une approche participative avec les engagements des programmes, des départements et des unités de travail dans l'institutionnalisation d'un système S et É axé sur les résultats. L'un des principaux aspects du système est l'adoption d'une étape supplémentaire, qui consiste à intégrer le Cadre de résultats (CR) dans le processus du Plan de mise en œuvre des performances (PIP),

tel qu'approuvé lors de la deuxième réunion du Conseil exécutif en 2020. Le CR approuvé est totalement en phase avec le plan stratégique, le plan de travail annuel et le budget. Il constitue la base d'un cadre d'apprentissage adaptatif qui tient compte de la flexibilité des cibles par phase du PIP, notamment en ce qui concerne la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'incidence.

La 30<sup>e</sup> Conférence du PROE en 2021 a approuvé un Cadre de résultats 2017–2026 actualisé, basé sur les résultats initiaux du PIP2 2020–2021. Bien que les résultats clés soient restés inchangés, 22 indicateurs de sous-résultats ont été modifiés : 15 indicateurs ont été supprimés et 7 nouveaux indicateurs ont été adoptés et mis en œuvre pour le troisième Plan de mise en œuvre des résultats de 2022–2023.

Le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce a approuvé un nouveau cadre de résultats PROE-DFAT 2021–2025 pour le nouvel accord de subvention 2021–2025, aligné sur le nouvel accord de partenariat décennal 2021–2031 entre le PROE et le gouvernement australien, signé en mai 2021. Ce nouveau CR sera utilisé comme instrument pour rendre compte des investissements, des réalisations et des progrès de l'engagement du Secrétariat dans le cadre de cet accord de partenariat. En guise de norme, le rapport du PIP du PROE a présenté son approche rationalisée et intégrée pour rendre compte aux donateurs et aux partenaires. Le rapport du PIP a pour but d'informer le rapport annuel au DFAT, y compris le rapport de suivi des investissements (IMR).

L'équipe gouvernance et opérations.





## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Le PROE dispose d'une base de financement fiable et durable pour atteindre des résultats environnementaux au profit de la région des îles du Pacifique et gère ses programmes et ses opérations en respectant le budget convenu.

Les dix objectifs de résultats l'objectif organisationnel 3 ont été atteints..



## Finance et administration : un budget du PROE solide et crédible

En soutien direct à l'objectif organisationnel 3, le département finance et administration du PROE est chargé de gérer les fonds de manière efficace et transparente en mettant en place des mécanismes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces et intégrés aux systèmes de gestion, de suivi, d'évaluation et de rapport des programmes. Il gère un large éventail de services essentiels incluant les rapports financiers, les achats, la gestion des fonds, les déplacements, la maintenance des biens et des installations et la gestion financière globale de l'organisation. L'objectif est que le PROE dispose d'une base de financement fiable et durable pour réaliser des résultats environnementaux au profit de la région des îles du Pacifique et qu'il gère ses programmes et ses opérations en respectant le budget convenu.

En 2021, le Secrétariat a enregistré des dépenses de 4,87 millions d'USD et un revenu total de 5,32 millions d'USD. Après la prise en compte des produits financiers nets et des fluctuations des taux de change, les résultats indiquaient un excédent net global pour la période de 570 573 USD, contre un excédent net de 389 376 USD en 2020. Il s'agit là d'un résultat remarquable pour le Secrétariat, compte tenu des énormes difficultés de trésorerie rencontrées au cours de l'année en raison des incidences négatives constantes de la COVID-19, qui ont eu des répercussions prolongées et importantes sur la mise en œuvre du programme et, par conséquent, sur le revenu global du PROE par rapport au budget prévu.

Les mesures d'atténuation mises en place par le Secrétariat en réponse à la situation liée à la COVID-19 incluaient une révision et des ajustements pertinents et en temps utile des deux plans de mise en œuvre du programme, ainsi qu'un suivi régulier du budget et des flux de trésorerie, notamment des contrôles stricts des dépenses de base. Ces mesures se sont avérées efficaces et ont permis d'enregistrer des résultats globaux positifs à la fin de l'année. Toutefois, ces mesures sont temporaires et il est par conséquent peu probable qu'elles soient suffisantes pour permettre à l'organisation de traverser la crise si elle persiste à plus long terme. Concernant les réserves totales, l'excédent de performance a permis de porter le solde à 1 017 711 USD, contre un



L'équipe des finances.

solde de 447 139 USD en 2020. Bien que ces mesures soient temporaires et insuffisantes pour permettre au PROE de surmonter une crise à long terme comme celle de la pandémie de COVID-19, si elle devait persister, les indicateurs financiers constituent un moyen sûr pour maintenir la confiance des donateurs et de la communauté de partenaires dans la résilience et la capacité du PROE, grâce à sa détermination à tenir ses promesses et à assurer sa pérennité malgré l'environnement difficile actuel.

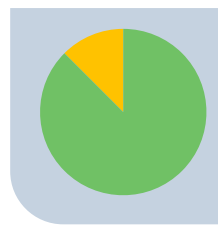
Reste au Secrétariat le défi de mobiliser l'effort collectif des Membres et du Conseil exécutif pour continuer à reconstituer les réserves totales, afin de garantir la pérennité financière à long terme. Par conséquent, il est fondamental de travailler ensemble pour trouver des

moyens de garantir des fonds suffisants pour maintenir un niveau de revenu stable, tout en contrôlant les coûts pour éviter les situations de déficit, et ainsi renforcer et maintenir la pérennité financière globale du PROE à long terme. L'augmentation constante du portefeuille du PROE, qui s'élève actuellement à 35 millions d'USD en 2022, contre 19 millions d'USD il y a cinq ans, réaffirme en outre le besoin de doter le Secrétariat d'une position très solide et financièrement durable, afin qu'il puisse réaliser les objectifs régionaux et organisationnels du PROE, en vue de réaliser son ambition globale d'un environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.



## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

le PROE joue un rôle de premier plan et participe à des partenariats et des projets collaboratifs fructueux.



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS

8

ATTEINTS

7

NON ATTEINTS

0

EN COURS

1

Sept des huit objectifs de résultats de l'objectif organisationnel 4 ont été atteints et un objectif a été ralenti par la situation liée à la COVID-19 et est en cours de réalisation.

### Partenariats : sincères, durables et fructueux

Conformément à la philosophie du Cadre pour le régionalisme du Pacifique, le PROE collabore avec d'autres organisations et partenaires régionaux qui partagent leur expertise et leurs capacités. Dans le cadre de la réalisation de l'objectif organisationnel 4, le PROE joue souvent un rôle de passerelle pour les partenaires au niveau national et il continue à établir des partenariats sincères et fructueux qui soutiennent la mise en œuvre des priorités nationales et régionales des Membres.

La stratégie de coopération avec les partenaires et de mobilisation des ressources PERMS du PROE fournit un cadre pour les nouveaux partenariats. Les nouveaux partenariats ont été évalués en fonction de ses principes et de ses objectifs, sauf pour les accords conclus avec les Membres du PROE. Le mécanisme d'évaluation des nouveaux partenariats a été établi par le groupe de référence des partenariats et des ressources, un comité interne chargé a) de l'appui à la coopération stratégique du PROE au niveau régional

et international ; b) de l'orientation stratégique et de la cohésion du développement et du maintien des partenariats du PROE, conformément à l'objectif organisationnel 4 ; c) de veiller à ce que le PROE dirige et participe à des projets de collaboration et à des partenariats fructueux.

Le PROE constitue un partenaire de choix, comme en témoigne le nombre croissant de ses partenaires. À la fin de l'année 2021, le PROE comptait 75 partenariats actifs, 23 nouveaux accords de partenariat signés, ainsi

que des engagements pour soutenir les objectifs régionaux de préservation de l'environnement du Pacifique, incluant des partenaires de développement bilatéraux et des donateurs, des organisations non gouvernementales, des gouvernements, des organisations internationales, multilatérales et régionales, des universités et des institutions de recherche.

Dans le cadre d'une coopération avec le secteur privé, le PROE a rejoint le groupe collectif d'action du Pacte contre les plastiques de l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Pacifique (ANZPAC) en tant que sympathisant en 2021. L'ANZPAC regroupe des gouvernements et des industries du secteur privé. Il s'agit d'une avancée importante pour le PROE,

compte tenu du rôle important que joue le secteur privé dans la promotion des bonnes pratiques environnementales et dans la construction de communautés résilientes.

Un partenariat d'une durée de dix ans a été signé pour la première fois entre le gouvernement australien et le PROE pour la période de 2021-2031. Les principaux objectifs du partenariat sont : une relation solide entre le PROE et le gouvernement australien, une gestion efficace et efficiente du programme afin de réaliser les objectifs du programme, le renforcement des capacités du PROE et la prestation de services efficaces et efficaces. Le partenariat est aligné sur les objectifs et les priorités du Plan stratégique 2017-2026 du PROE et contribue à leur réalisation.



## OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Le PROE peut compter sur un groupe de personnes ayant les dispositions, les connaissances et les compétences qui lui permettront de réaliser son ambition régionale commune.

Sur les huit objectifs de résultats de l'objectif organisationnel 5, cinq ont été atteints, un objectif n'a pas été atteint et deux sont en cours de réalisation. En 2021, l'enquête sur la mobilisation du personnel n'a pas été réalisée, car le Secrétariat était en train de mettre en place sa nouvelle stratégie de ressources humaines, par conséquent il n'a pas été possible d'évaluer la motivation du personnel.

### Ressources humaines : valoriser notre personnel

L'objectif organisationnel 5 du plan stratégique du PROE vise à pouvoir « compter sur un groupe de personnes ayant les dispositions, les connaissances et les compétences qui lui permettront de réaliser son ambition régionale commune. » L'année 2021 a été difficile en raison des conséquences de la COVID-19 liées aux états d'urgence et aux fermetures de frontières. Il a fallu trouver de nouvelles méthodes de travail et innover dans tous les aspects de notre activité.

L'une des grandes avancées en 2021 a été la mise en place de la Stratégie en matière de ressources humaines approuvée par la deuxième réunion du Conseil exécutif en 2020 et dont l'objectif est de devenir « le premier employeur de la région du Pacifique ; de concentrer les efforts afin d'offrir une culture d'équipe inclusive et stimulante qui attire des talents de premier plan au niveau mondial et les encourage à se développer et à s'épanouir ; de partager notre expertise, nos connaissances et notre passion pour apporter des changements positifs au profit de nos communautés du Pacifique. »

Une approche participative permet de garantir que la stratégie des ressources humaines est appropriée et

portée par l'ensemble du personnel et de l'équipe de direction du PROE. Elle prévoit la mise en place de groupes de résultats composés de membres du personnel, dans le but d'avancer dans la mise en œuvre de la stratégie. Les priorités clés sont le développement de politiques, de dispositifs et de mécanismes, concernant :

- les modalités de travail flexible et à distance ;
- la gestion de la santé, de la sécurité, de la sûreté, de l'environnement et du bien-être au travail ;
- un plan de ressources humaines solide ;
- la gestion des conflits.

L'une des principales activités de la stratégie des ressources humaines durant sa première

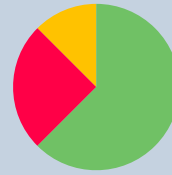


L'équipe des ressources humaines.

année de mise en œuvre a été l'achèvement de la révision des rémunérations, traditionnellement effectuée conjointement avec d'autres agences participantes du Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (CORP). Conformément à une décision de la Conférence du PROE en 2019, l'institution a mené cette révision indépendante et complète afin de s'aligner sur la philosophie et l'objectif de la stratégie des ressources humaines. Bien qu'une décision des Membres soit en attente sur cette question, le PROE considère que l'augmentation générale des salaires de 2,5 % approuvée par la

Conférence extraordinaire du PROE en octobre 2021 est une réussite importante de la stratégie des ressources humaines.

Grâce au renforcement de la culture organisationnelle, qui s'aligne pleinement sur les valeurs du PROE, plus de 80 % du personnel du siège au Samoa a participé à la formation aux premiers secours et aux situations d'urgence. Pendant la pandémie de COVID-19, la santé, la sûreté et le bien-être du personnel ont été placés au premier rang, de sorte à apporter un soutien au personnel sur le lieu de travail et à leur domicile. Un plan d'urgence de préparation et de réponse à la COVID-19 a été approuvé par l'équipe de direction afin d'offrir au personnel un environnement sain et sûr, conformément à la philosophie de la stratégie des ressources humaines.



TOTAL DES OBJECTIFS DE RÉSULTATS

8

ATTEINTS

5

NON ATTEINTS

2

EN COURS

1





# Questions transversales et enseignements

Notre travail au sein du PROE est interconnecté avec de nombreuses questions clés transversales. Cette section met en évidence les questions transversales clés, notamment l'innovation, les liens stratégiques, l'intégration de la question de genre, la gestion des risques, ainsi que certaines des leçons apprises alors que nous continuons à travailler pour un environnement plus résilient dans le Pacifique.



## Nos enseignements tirés

La pandémie de COVID-19 a nui à la capacité des programmes à mener les activités dans les différents pays. Il a donc fallu recourir à des approches novatrices et stratégiques pour pouvoir livrer les services programmatiques et mettre en œuvre les projets, telles que l'apprentissage en ligne pour les formations, les plateformes virtuelles pour les réunions et les concertations avec les parties prenantes, ainsi que la mobilisation de spécialistes locaux pour mener les activités sur le terrain en collaboration avec les gouvernements et partenaires des îles du Pacifique.

La collaboration avec les autres organisations du CORP sur les questions de gestion des océans pour l'atteinte des objectifs environnementaux a fait ressortir la nécessité d'une collaboration plus intersectorielle en la matière.

L'acceptation régionale et internationale de la réhabilitation des écosystèmes et de la biodiversité en tant que solution fondée sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques n'est pas encore totale, ce qui signifie que plus d'efforts sont nécessaires pour assurer l'intégration et l'adoption complètes de telles solutions pour les mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Le PROE a continué à maintenir une bonne réputation en matière de réponse aux Membres, comme le démontre le travail du Programme GSE, par exemple sur le développement des SoE et des SNAGE pour les Membres et le soutien législatif en matière d'environnement, les ateliers virtuels nationaux et régionaux, auparavant en présentiel, et le renforcement des capacités de l'ÉIE. Ce programme a également pu utiliser son réseau d'organisations partenaires, telles que le PNUE, la BAD, la Banque mondiale et l'UPS afin de mobiliser l'aide aux Membres en matière d'étude d'impact sur l'environnement.

Les plateformes virtuelles ont facilité l'apprentissage, l'échange d'informations et de connaissances et l'adoption des bonnes pratiques par un nombre bien plus élevé de participants, entre autres choses. Au même moment, les plateformes virtuelles ont

fait ressortir l'importance des relations et des interactions en présentiel.

L'évolution des priorités des pays exige l'adoption d'une approche flexible et évolutive pour permettre l'ajustement des modalités d'exécution des plans et de prestation des services. Dans certains cas, ces changements influencent les échéances du travail contractuel, et donc la nécessité d'un suivi correct des contrats et d'une communication continue avec toutes les parties impliquées. Être réceptif et flexible face aux évolutions de l'environnement de travail et à la manière dont ces approches peuvent être appliquées aux cadres actuels pour les politiques de financement et de passation des marchés.

La hausse de l'utilisation de plateformes virtuelles pour fournir les services nécessite de la part du PROE qu'il fasse en sorte que les ressources et les capacités soient présentes pour permettre l'organisation des formations, séminaires, ateliers, missions, conférences et réunions en ligne.

Tandis que le PROE continue à améliorer et accroître ses partenariats, il est important pour lui de poursuivre l'évaluation et la révision de son portefeuille de partenaires et d'identifier les importantes orientations stratégiques pour l'expansion de ses partenariats, conformément à la Stratégie pour la mobilisation des partenaires et des ressources et à son Plan stratégique 2017-2026. Le partenariat avec le secteur privé est un autre domaine devant être étudié pour sa contribution à l'amélioration de la durabilité et de la résilience environnementales dans la région du Pacifique insulaire.

La Stratégie en matière de ressources humaines axée sur les résultats doit être soutenue et consolidée en lui allouant des ressources spécifiques et suffisantes pour atteindre ses principaux objectifs, notamment en ce qui concerne les questions telles que la rémunération et l'évolution de la grille salariale, la santé, la sécurité, les compétences d'encadrement et le renforcement des capacités.



## Mécanismes de coordination interne au sujet des questions stratégiques

Des mécanismes de coordination ont été mis sur pied en 2018 afin de veiller à la poursuite du fonctionnement et de l'exécution du travail et des services du PROE de façon plus intégrée et plus cohérente. Les principaux résultats obtenus par ces mécanismes de coordination interne sont décrits ci-dessous :

- **L'équipe de coordination du projet Océan (Blue Team)** a continué à prodiguer ses conseils techniques et stratégiques sur les questions océaniques et connexes, dont l'appui aux manifestations et conventions internationales telles que la Conférence de l'ONU sur les océans, les négociations concernant la biodiversité des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, l'ANUE 5.2, etc.
- **Le Comité de coordination sur les changements climatiques** a poursuivi ses efforts visant à assurer l'intégration et la coordination de l'appui aux États et territoires insulaires océaniques dans la mise en œuvre de leurs programmes nationaux de lutte contre les changements climatiques. Ce comité continuera ses actions d'accompagnement et de coordination via une approche intégrée pour les programmes, projets et activités consacrés au renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans tout le travail du PROE.
- **Le Groupe sur la surveillance et la gouvernance environnementales** a continué à veiller à l'application d'une approche coordonnée dans les activités de gestion et de communication à tous les échelons du PROE. La Politique du PROE sur les données environnementales a été élaborée sous la direction de ce Groupe.
- **Le Groupe chargé des activités de communication et de plaidoyer** a continué à veiller à ce que les activités du PROE à cet égard soient bien coordonnées et mises en œuvre à tous les niveaux de l'organisation. Les principaux temps forts ont été l'appui aux grandes manifestations du PROE telles que la Journée portes ouvertes, le Rapport annuel du PROE pour l'année 2020, et les manifestations parallèles aux différentes conventions et rencontres nationales, régionales et internationales.
- **Le Groupe chargé de la mobilisation des partenaires et des ressources** a continué à prodiguer ses conseils relatifs aux partenariats noués par le PROE, dont l'examen des nouvelles propositions de partenariat, conformément avec la Stratégie approuvée pour la mobilisation des partenaires et des ressources. Vingt-trois nouveaux partenariats ont été signés en 2021 avec un large éventail de partenaires.
- **Le Groupe chargé de l'intégration de l'inclusion sociale et de l'égalité femmes-hommes** a été mis sur pied afin de prodiguer des conseils et de veiller à la cohérence de nos actions en matière d'inclusion sociale et d'égalité femmes-hommes, tant en interne qu'en externe. La plupart du travail de ce Groupe est encore en cours, et bénéficie de l'appui de ses membres sous la direction des deux défenseuses de l'égalité des genres, en la personne de madame la Directrice générale adjointe et de madame la Gestionnaire du Centre océanique sur les changements climatiques.





## Gestion des risques

La gestion des risques est indispensable à une gouvernance efficace, rationnelle et réactive pour le PROE. Nous décrivons ci-dessous des exemples de la manière dont le PROE gère les risques aux niveaux de l'organisation, du programme et du projet :

- Le Comité interne de gestion des risques a continué à suivre les risques d'entreprise, en particulier en ce qui concerne les quatre risques prioritaires approuvés par l'équipe de direction en 2020.
- En 2021, la Politique de gestion des risques du PROE et le Manuel de gestion des risques ont été approuvés par l'équipe de direction et par le Directeur général pour leur mise en œuvre.
- La Politique de gestion des risques vise à instaurer et à maintenir une approche efficace et structurée en la matière afin de s'assurer que tous les risques susceptibles de nuire à l'atteinte des objectifs stratégiques du PROE sont recensés et fassent l'objet de mesures d'atténuation et de gestion. Elle a été élaborée conformément à la norme ISO31000:2018.
- Le Manuel de gestion des risques a été actualisé et mis en conformité avec la norme ISO31000:2018 ; la formation du personnel à la gestion des risques est en cours.
- Les risques associés aux projets continuent à être suivis au niveau de chaque projet, et font également l'objet de discussions dans le Groupe de suivi et d'évaluation des projets.
- Le Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) a adopté le système Thinksafe pour la gestion de la santé et de la sécurité dans les cinq programmes régionaux du PRISMSS. Ce système fournit une plateforme et des outils servant à recenser et gérer les risques sur le lieu de travail, à enregistrer, protéger et ajouter des données à analyser, ainsi qu'à communiquer et détecter des tendances qui mènent à une amélioration continue.
- Les risques du projet de Gestion des déchets et de lutte contre la pollution ont été enregistrés et gérés par le biais de l'outil de gestion de projets en ligne Monday.com.
- Les risques relatifs aux opérations financières sont déjà pris en compte dans le Registre des risques institutionnels du PROE.
- La gestion des risques fait partie intégrante de la Stratégie du PROE pour la mobilisation des partenaires et des ressources ainsi que pour sa mise en œuvre. Elle s'applique à l'évaluation des nouvelles propositions de partenariat et dans le cadre du renouvellement des partenariats existants.
- Des plans de gestion des risques sont inclus en tant qu'éléments fondamentaux des accords de partenariat. Cependant, un travail continu doit être accompli en 2022 pour s'assurer que cette stratégie soit conforme à la nouvelle Politique de gestion des risques du PROE et du Manuel de gestion des risques, approuvés en octobre 2021.

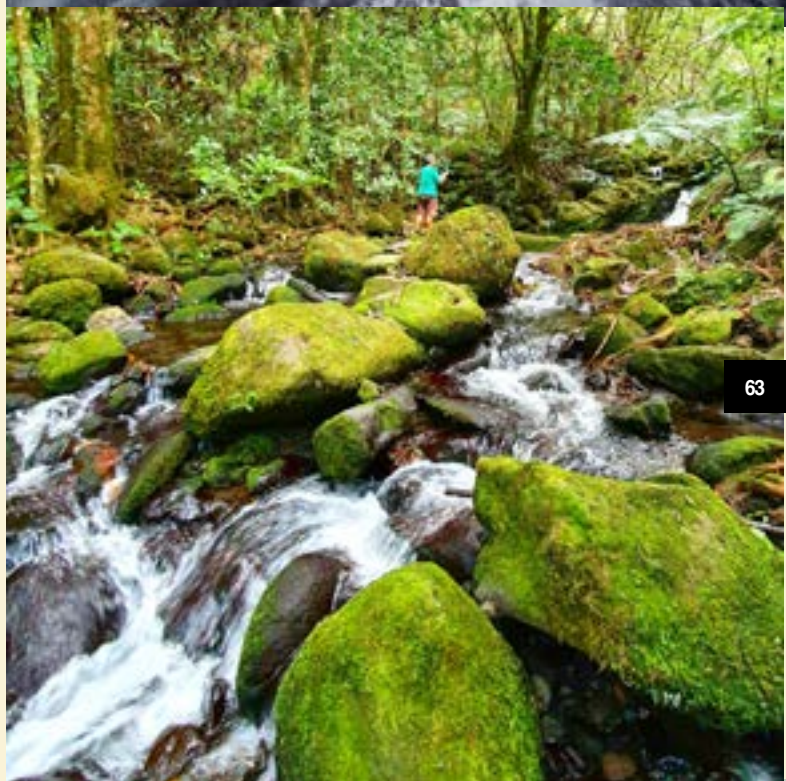






Photo : D.McFadzien

## Encourager l'innovation

L'innovation et la flexibilité dans la prestation des services aux Membres malgré la pandémie de COVID-19 s'est poursuivie, notamment via des actions clés. Ces actions comprenaient les formations interactives hybrides par le biais de plateformes virtuelles destinées à un large public dans toute la région, réaffirmant l'engagement du PROE à intervenir face aux enjeux environnementaux critiques malgré les difficultés posées par la COVID-19.

**Des webinaires et des événements virtuels ont été organisés et menés à bien par les programmes et départements du PROE en 2020-2021.**

- La plateforme d'apprentissage en ligne du Centre océanien sur les changements climatiques a augmenté la portée de ses formations et de ses programmes d'apprentissage sur les changements climatiques dans la région. Au total, 381 personnes de 15 États et territoires insulaires océaniques se sont inscrites pour les sept formations organisées en 2020-2021.
- La 10<sup>e</sup> Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature s'est tenue en ligne via une plateforme virtuelle qui a facilité l'implication et l'interaction des personnes y participant, assurant ainsi son succès et l'atteinte de ses principaux objectifs.
- La hausse du recours à des plateformes virtuelles pour les ateliers, les formations et les réunions a permis de réaliser d'importantes économies, tout en réduisant notre empreinte carbone.
- Les réunions, ateliers et conférences en ligne (tels que les ateliers de renforcement des capacités) organisés par le programme Écosystèmes insulaires et océaniques du PROE ont pu compter sur une large participation des pays Membres, ce qui n'aurait pas été possible s'ils s'étaient tenus en présentiel.
- La Table ronde pour un Pacifique plus propre 2025 a conduit l'élaboration d'un plan régional de mise en œuvre pour la période 2021- 2025 après la conclusion de l'évaluation à mi-

parcours du projet Un Pacifique plus propre 2025. Cette Table ronde s'est tenue en ligne ; elle a comporté quatre sessions techniques et trois séances de débats, débouchant sur une déclaration finale. 45-55 % des personnes y participant étaient des femmes, provenant de divers secteurs.

- Le Partenariat pour l'apprentissage dans le Pacifique pour les garanties environnementales et sociales (PLP-ESS) a organisé une série de formations en ligne tout au long de la période 2020-2021, en pleine pandémie, et a pu compter sur la participation d'un grand nombre d'ingénieurs, de spécialistes des études d'impact sur l'environnement, de gestionnaires de projet, de cadres du secteur public et des autorités chargées de la réglementation. Ces actions ont également eu pour résultat une hausse du nombre d'abonnés au Réseau du Pacifique pour l'évaluation environnementale du PROE (PNEA).
- Le taux de participation aux conférences et forums régionaux et internationaux en ligne sur l'étude d'impact sur l'environnement s'est accru et a donné plus de visibilité du travail du PROE dans ce domaine. Lors des discussions intersessions sur la biodiversité des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, les directives régionales du PROE en matière d'évaluation environnementale stratégique ont été citées par le Canada et la Nouvelle-Zélande comme exemple de la manière dont l'évaluation environnementale stratégique pourrait s'appliquer à l'échelle internationale.

**Compétence technique dans l'approche, l'exécution et la gestion de projets, d'investissements et de débouchés**

- Le programme décennal d'investissement « Weather Ready Pacific » est un programme décennal d'investissement de 165 millions de dollars US visant à renforcer la capacité de la région à anticiper, à planifier et à réagir face aux événements météorologiques, hydrologiques et océaniques extrêmes et à grand impact. Ce plan d'investissement global a permis aux partenaires et investisseurs potentiels d'identifier des domaines





Photo : D.McFadzien

d'investissement concrets. Ce plan se fonde sur un exercice de cadrage d'ensemble fait par le PROE en collaboration avec ses partenaires (l'OMM, le Bureau de météorologie et les services météorologiques et hydrologiques nationaux).

- Le Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) est un nouveau mécanisme régional novateur qui favorise l'extension des activités de contrôle des espèces envahissantes sur le terrain. Il s'agit d'un effort conjoint d'organisations de premier plan qui appuient la lutte contre les espèces envahissantes pour la protection de la biodiversité dans le Pacifique. Ce service a permis de concentrer les possibilités de contribution des bailleurs aux fins de concevoir rapidement des initiatives et d'augmenter la capacité de soutien dans la région afin de satisfaire aux priorités intersectorielles nationales.
- Le renforcement des partenariats par l'appui aux associations nationales de recyclage, comme par exemple celle du Samoa, qui a permis aux recycleurs de promouvoir leur activité et de s'adresser d'une même voix aux organismes publics et aux donateurs internationaux concernant leurs attentes et leurs préoccupations pour le secteur du recyclage via la méthode JICA3R+Return.
- Le Talanoa en ligne du Réseau du Pacifique pour l'évaluation environnementale et le portail des ressources pour les ÉIE peuvent à présent compter sur une liste d'envoi de 300 membres de la part d'organismes publics et de donateurs en lien avec la mise en œuvre et l'approbation d'ÉIE, avec aujourd'hui près de 190 membres enregistrés sur le portail pouvant accéder à des contenus et à des conseils exclusifs en matière d'ÉIE, adaptés à la région.
- En ce qui concerne le financement durable, les améliorations technologiques apportées en raison de l'évolution du cadre de travail durant la pandémie de COVID-19 ont permis d'utiliser un environnement technologique sûr et sécurisé pour le financement et les passations de marchés publics garantissant la confidentialité et la sécurité des données personnelles, tandis que le PROE renforce son usage des technologies.
- La Stratégie inaugurale en matière de ressources humaines en une seule page, approuvée et appliquée, avec institution de jalons, pour la première fois pour le PROE depuis sa création. La Stratégie en matière de ressources humaines est une approche applicable à l'ensemble de l'organisation, avec la participation active du personnel.
- Amplification de la voix du Pacifique lors de la 26<sup>e</sup> Conférence des Parties à la CCNUCC (CdP26) à Glasgow, en Écosse, par une forte campagne de communication exploitant pleinement une démarche de partenariat soutenue.
- La campagne « Flex for 1pt5 » menée sur TikTok, ciblant un public en ligne sur les réseaux sociaux
- La campagne « Mana Moana : voix du Pacifique » a fait appel aux émotions des décideurs et négociateurs présents à la CdP26
- Hausse de la visibilité du Pacifique insulaire à la CdP26
- La sensibilisation numérique a encouragé le changement des comportements en faveur de l'environnement tout au long de l'année 2021. Le Secrétariat a notamment mené plusieurs activités destinées à renforcer les capacités des acteurs médiatiques du Pacifique à donner des nouvelles sur l'environnement afin de sensibiliser la population et de favoriser l'appropriation des bons comportements dans ce domaine.
- La Journée portes ouvertes du PROE, qui commémorait les 28 ans de la signature de l'Accord portant sa création, a bénéficié d'une large participation active de la part d'écoles et d'universités sélectionnées dans toute la région, connectées virtuellement à des activités menées au siège du PROE au moyen des dernières technologies, ce qui était une grande première pour le PROE.
- Le PROE a rejoint en tant que soutien le Groupe collectif d'action du Pacte contre les plastiques de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Pacifique (ANZPAC). L'ANZPAC regroupe des institutions publiques et des entreprises du secteur privé. La collaboration avec le privé est un domaine qui doit être approfondi, étant donné l'importance du rôle et de la contribution de ce secteur pour soutenir et promouvoir des bonnes pratiques environnementales et dans le renforcement de la résilience des collectivités.





Photos: D.McFadzien

## Interconnexions stratégiques

- Le Secrétariat, au niveau de l'organisation, a continué à soutenir et à promouvoir les liens programmatiques et stratégiques, l'intégration inter-programmes/départements, y compris les synergies entre et à travers les projets, comme le montrent les exemples suivants.
- Le département Résilience face aux changements climatiques (RCC) a collaboré avec le département Gouvernance et surveillance environnementales (GSE) pour renforcer les capacités des acteurs nationaux en ce qui concerne le portail Inform, la gestion des données et des informations et l'élaboration d'une politique de partage des données et des informations en République des Îles Marshall via son programme de préparation et de soutien du Fonds vert pour le climat. De plus, cette collaboration a permis d'harmoniser les portails de données et d'informations, ce qui a allégé la tâche pour les pays, qui ne doivent plus exploiter et maintenir plusieurs portails et bases de données.
- Le département RCC collabore avec le Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution (WMPC) en vue d'une éventuelle mise en place d'un groupe de travail technique sur les déchets générés par les catastrophes, s'inscrivant dans le Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique. La principale mission consiste à promouvoir et améliorer la coordination, la collaboration et des partenariats potentiels entre les acteurs responsables de la gestion des déchets et des catastrophes, les partenaires de développement, les organisations de la société civile, le secteur privé et les scientifiques des différents pays et de la région pour une meilleure gestion des déchets générés par les catastrophes.
- Le département Écosystèmes insulaires et océaniques (EIO) a obtenu un financement de la part du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce pour son projet Gestion des espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique (MISCCAP), qui a pour objet la relation claire entre contrôle des espèces envahissantes et adaptation aux changements climatiques. Ce projet appuie les actions en ce sens une stratégie d'intégration de la lutte contre les espèces envahissantes.
- Le programme WMCP collabore avec le projet INFORM et le département GSE pour faire en sorte que toutes les données générées par les audits des déchets nationaux soient bien entrées dans le Portail dédié à l'environnement du Pacifique.
- Le rapport régional sur l'état de l'environnement et de la conservation, qui a été approuvé lors de la 30<sup>e</sup> Conférence du PROE, a été élaboré avec le soutien de programmes croisés entre l'OIE et le programme GSE et implique la participation des pays Membres et des partenaires de la région. Ce rapport donne un aperçu des indicateurs environnementaux fondamentaux à l'échelle du PROE.
- L'exécution du programme de formation en ligne du PLP-ESS, dirigée par le PROE avec la Banque mondiale et la BAD, destiné à renforcer les capacités en matière d'étude d'impact sur l'environnement pour les projets de développement durable dans la région.
- La troisième phase du programme ACP-AME a fait appel à la participation du département EIO, du Programme de gestion des déchets et du département GSE pour la mise en œuvre de ses activités dans le cadre de sa composante PROE et Nouméa.



# Intégration de la problématique femmes-hommes

L'intégration de la problématique femmes-hommes est demeurée une question prioritaire pour le PROE. Plusieurs initiatives ont été prises et lancées par l'organisation dans le cadre de ses efforts de promotion et d'intégration de la problématique femmes-hommes dans tous ses programmes, projets et activités, y compris les systèmes et procédures internes.

- 52% des 381 participants qui se sont inscrits aux formations et aux programmes d'apprentissage sur les changements climatiques proposés par le PCCC étaient des femmes de 15 îles du Pacifique.
- 54,88 % des 200 personnes participantes formées aux prévisions saisonnières au moyen de modèles de haut niveau tels que SCOPIC et ACCESS-S étaient des femmes (en 2018-2019, cette proportion n'était que de 45,55 %).
- Appui à l'inclusion des femmes pour les projets financés par l'Australie et l'Union européenne. Les initiatives de renforcement des capacités ont établi des profils de femmes dans les domaines de la météorologie, des savoirs traditionnels, de l'action précoce et autres. Une nouvelle orientation visant à encourager la coalition des jeunes femmes dans le domaine de la météorologie. Un plus grand nombre de directrices féminines des services météorologiques ont participé aux activités de consultance (FP, NC, NI, PL). Dans leur mise en œuvre et dans leurs plans de travail nationaux, les activités de résilience face aux changements climatiques ont envisagé le regroupement des femmes, des hommes, des jeunes et des personnes handicapées en fonction du genre. Des formations à l'intégration des questions liées au genre ont été conçues et organisées pour favoriser l'intégration des politiques et des pratiques associées à la problématique hommes-femmes.
- La 10<sup>e</sup> Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature a pu compter sur une participation à plus de 55 % féminine à ses importantes discussions et résultats.
- Avec l'Initiative sur la capture accessoire et la gestion intégrée des écosystèmes (BIEM), des approches fondées sur l'égalité femmes-hommes et les droits humains ont été intégrées dans la conception et la mise en œuvre des activités là où cela était possible et adapté. Ces actions ont bénéficié des conseils prodigués par des spécialistes de l'élaboration de mandats, des exigences contractuelles spécifiques afin d'adopter des approches appropriées et d'enregistrer les incidences de ces dernières.
- Lancement d'un programme de recherche par le PROE et l'Université de Newcastle sur la relation entre êtres humains et espèces envahissantes. Cette étude fournira des protocoles destinés à veiller à l'intégration de l'égalité femmes-hommes et de l'inclusion sociale contextuelle dans les projets actuels et futurs. Cette action est mise en œuvre dans le cadre du projet MISCCAP du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce.
- Le Projet régional de lutte contre les espèces envahissantes du FEM6 a une stratégie pour les femmes et une autre pour les jeunes, toutes deux mises en œuvre à tous les échelons de ce projet. Les espèces envahissantes étant un problème multigénérationnel, la stratégie pour les jeunes vise à mettre en place une cohorte de jeunes combattants en leur offrant des possibilités de renforcer leur leadership et d'établir des réseaux dans la région. L'utilisation de données ventilées en fonction du genre et l'inclusion des femmes dans les principaux organes décisionnels permettent de surmonter les obstacles à l'égalité femmes-hommes dans le cadre de ce projet.
- Le Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution a élaboré et met en œuvre des directives sur l'inclusion sociale, le handicap et l'égalité femmes-hommes. Tous les projets nationaux réalisés dans le cadre du programme PacWastePlus ont intégré des activités et des exigences à cet égard, qui seront suivies et feront l'objet de rapports grâce aux directives disponibles sur le site de ce programme.
- Par exemple, en 2021, dans le cadre de la mobilisation des femmes et des jeunes pour ses activités de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, le PacWastePlus a pu compter sur une participation à 50 % féminine (341 femmes pour 336 hommes), en plus des 12 jeunes mobilisé-es pendant la période de compte rendu.
- Les données des webinaires organisés en 2021 par le PLP et animés par le PROE en partenariat avec la Banque mondiale incluent des informations à caractère démographique, qui démontrent que le taux de participation féminine était en moyenne de 45 % pour les différentes séries. Le taux de participation des femmes au module sur les systèmes d'information géographique était de 55 % (en hausse), tandis que la formation sur les violences sexistes avait le taux le plus élevé de participants masculins (62 %).
- La manifestation parallèle de la phase 3 du programme ACP-AME lors de la 3<sup>e</sup> Table ronde pour un Pacifique propre a démontré la mobilisation et la participation des femmes à la gestion et à la réduction des déchets dans les régions d'Afrique de l'Est, des Caraïbes et du Pacifique. Les programmes de réduction et de gestion des déchets dans les Caraïbes et en Afrique de l'Est ont fait intervenir des groupes de femmes à Antigua-et-Barbuda et à la Barbade (pour les Caraïbes) ainsi que dans les Comores (pour l'Afrique de l'Est).
- Les plateformes virtuelles et la sélection de présentatrices hautement qualifiées pour exposer leur expérience et les possibilités de formation afférentes ont permis d'atteindre un bon équilibre des genres non seulement lors des formations, mais aussi parmi les membres du portail du PNEA. Le site du PNEA compte à présent 190 membres, dont 44 % de femmes et 6 % au genre non divulgué (et 50 % d'hommes).
- Le Centre de ressources d'information et les archives (IRCA) offre des chances égales pour la participation des hommes et des femmes.
- La Stratégie pour la mobilisation des partenaires et des ressources du PROE compte l'égalité des sexes et l'inclusion parmi ses objectifs. En 2021, de nouvelles propositions de partenariat ont été évaluées vis-à-vis de cet objectif d'inclusion, dans le but de s'assurer qu'elle soit correctement intégrée et prise en compte dans les partenariats du PROE.
- L'égalité femmes-hommes est une question transversale intégrée dans la Stratégie en matière de ressources humaines.



## Déclaration annuelle relative au contrôle interne pour l'exercice 2021

### Responsabilités

En tant que Directeur général du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE), je suis responsable du maintien d'un système de contrôle interne efficace et performant, comme le prévoit l'article 25 du Règlement financier du PROE. J'ai également la responsabilité de veiller à ce que les fonds soient préservés et correctement comptabilisés, et qu'ils soient utilisés de manière économique, rationnelle et efficace.

### Objectif du système de contrôle interne

Le rôle du contrôle interne est de réduire et de gérer (et non d'éliminer) le risque d'échec dans la réalisation des buts, objectifs et politiques connexes de l'Organisation. Par conséquent, il peut fournir une garantie d'efficacité raisonnable, mais non absolue. Il s'agit d'une démarche continue visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'ampleur de ces risques et à les gérer efficacement.

### Les principaux éléments de l'environnement de contrôle interne sont les suivants :

Le PROE dispose d'une directive relative au Cadre de contrôle interne, établie d'après le modèle de contrôle interne COSO<sup>1</sup>, qui est la base d'interprétation la plus connue pour le Cadre de contrôle interne au sein des organisations. Ce modèle définit cinq éléments interdépendants du contrôle interne et 17 principes nécessaires à la mise en place d'un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacune de ces composantes et principes, la ligne directrice précise les contrôles importants en place au PROE.

**Garantir la conformité aux politiques et procédures établies :** le PROE a entrepris une révision complète de l'ensemble de ses politiques, procédures et manuels afin d'en assurer la cohérence, la pertinence et l'efficacité.

**Valeurs organisationnelles et Code de conduite :** les principes devant être respectés par l'ensemble des membres du personnel sont énoncés explicitement dans les Valeurs organisationnelles et le Code de conduite du PROE, qui sont largement diffusés sur le campus du PROE. Ils sont complétés par un Manuel de prévention de la fraude et de protection des lanceurs d'alerte.

**Politique et dispositions du Manuel du PROE concernant les marchés publics.** Le PROE a mis en place une procédure rigoureuse de passation de marchés et d'approbation qui favorisent le respect des normes et des bonnes pratiques afin de garantir que les fonds des Membres sont correctement préservés et utilisés de manière économique, efficace et rationnelle, conformément à l'autorité en régissant l'utilisation.

**Gestion financière :** le directeur ou la directrice du Département finances et administration est responsable de la comptabilité et dispose de personnel chargé de la tenue des comptes, de l'établissement des rapports financiers, des achats et de la comptabilité des projets.

La délégation financière garantit que les engagements sont pris par le personnel autorisé et assure ainsi une séparation adéquate des tâches critiques. Le personnel du PROE utilise un logiciel d'entreprise appelé Tech One, opérationnel depuis 2014, qui produit les données des états financiers, conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS, International Financial Reporting Standards) et aux Normes internationales d'audit (ISA, International Standards on Auditing). Le système rend compte des informations budgétaires, et fluidifie les procédures de passation des marchés et les rapprochements bancaires.

**Gestion des risques :** une version révisée du Manuel du PROE pour la gestion des risques a été approuvée en novembre 2021, conforme aux normes ISO 31000:2018. Il inclut le cahier des charges, présidé par le ou la Vice-directeur-trice général-e, avec l'appui du Comité de gestion des risques. En matière de gestion des risques, le PROE adopte une approche intégrale et systématique visant à cerner, atténuer, contrôler et communiquer les principaux risques pour l'Organisation.

<sup>1</sup> Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) Contrôle interne – Cadre intégré, mai 2013



## Déclaration annuelle relative au contrôle interne pour l'exercice 2021 *suite*

### Examen de l'efficacité du contrôle interne

En tant que Directeur général, j'ai la responsabilité de contrôler l'efficacité du système de contrôle interne. Mon avis se fonde entre autres sur les sources suivantes :

**Réunions de l'équipe de direction** : les équipes de direction du Secrétariat se réunissent tous les mois, et plus souvent si nécessaire. L'objectif de cette réunion est de prendre des décisions, de relever et de résoudre les problèmes, de veiller à l'harmonisation transversale et d'avoir un aperçu de l'état de chaque programme et département.

**Comité d'audit** : le Comité d'audit est composé de cinq experts et expertes indépendant-es et est complété par les membres de la Troïka (à savoir l'ancien, l'actuel et le futur pays ou territoire assurant la Présidence de la Conférence du PROE). Le Comité d'audit se réunit trois à quatre fois par an et conseille le Directeur ou la Directrice général-e sur : l'efficacité de l'intégrité des opérations et des états financiers du Secrétariat ; le respect du Cadre de contrôle interne par les opérations ; la conformité vis-à-vis des exigences légales et réglementaires ; l'efficacité de la performance des fonctions d'audit externe et interne ; l'adéquation de la prise en compte et de la gestion des risques d'entreprise et de projet, y compris en matière de passation de marchés ; l'existence d'un système efficace de prévention de la fraude.

**Fonction d'audit interne** : une fonction d'audit interne indépendant est en place depuis 2012. Le ou la Commissaire aux comptes interne est responsable devant le Comité d'audit et rend compte au Directeur ou à la Directrice général-e sur les questions opérationnelles.

**Audit externe** : l'auditeur ou l'auditrice externe certifie annuellement la conformité des états financiers par rapport aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux Normes internationales d'audit (ISA), ce qui garantit un degré élevé de transparence. En 2021, l'auditeur externe indépendant KPMG n'a détecté aucune lacune de contrôle majeure et a émis un avis d'audit favorable sans réserve.

Au vu de tout ceci, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et précisés dans le Cadre de contrôle interne du PROE sont suffisants pour que le PROE puisse s'acquitter de ses fonctions essentielles, gérer ses risques et fonctionner efficacement. Les améliorations nécessaires et relevées dans ce cadre sont en cours de traitement, tandis que le PROE continue d'apporter ses services aux Membres dans le cadre de son Plan stratégique 2017–2026.



Kosi Latu  
Directeur général

Apia, Samoa

Date: 1<sup>er</sup> avril 2022



## Déclaration du Comité d'audit sur le contrôle interne pour l'exercice 2021

### Introduction

Le Comité d'audit soumet la présente déclaration de contrôle interne pour l'exercice 2021 conformément à la politique de gouvernance du PROE et aux résolutions issues des réunions du PROE.

Le Comité d'audit fonctionne conformément à la Politique de gouvernance du PROE, qui est détaillée dans la charte du Comité d'audit. Ensemble, les deux documents donnent des indications claires et adéquates quant au mandat du Comité d'audit.

### Composition du Comité d'audit 2021

Pour l'exercice 2021, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

<b>Président</b>	M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, associé, Koki Tuala, expert-comptable (KTCA) (Second mandat reconduit en novembre 2019)
<b>Membre</b>	M. Barry Patterson, Haut-commissaire adjoint, Haut-commissariat d'Australie (Nommé en novembre 2019)
<b>Membre</b>	M. Taimalie Kele Lui, Responsable des ressources humaines, Bureau des Tokélaou, Apia (Nommé en mars 2019)
<b>Membre</b>	Mme Rosalini Moli, Directrice générale adjointe, ministère des Finances, Samoa (Nommé en mars 2019)
<b>Membre</b>	Mme Ella Risati, Deuxième secrétaire, Haute-Commission de Nouvelle-Zélande (Nommé en novembre 2019)

### Réunions du Comité d'audit en 2021

Le Comité d'audit est tenu de se réunir au moins trois fois par exercice – en 2021, il s'est réuni en mars, août et décembre.

### Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné la déclaration signée par Kosi Latu, Directeur général du PROE. Les informations sont conformes aux documents, aux rapports examinés et aux présentations faites au Comité d'audit.

Le Comité d'audit tient à souligner l'importance des points suivants :

1. Le Secrétariat a enregistré un excédent net de 46 %, soit 181 197 dollars US, passant de 389 376 dollars US enregistrés pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 à 570 573 dollars US pour l'exercice clos au 31 décembre 2021. Ceci est essentiellement attribué :
  - a. à l'augmentation des fonds reçus de la part des organismes d'aide. Pour 2021, les fonds reçus provenaient du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, de NZAid, de la Chine, du PNUE et d'autres accords de partenariat. Le total des autres revenus provenant des fonds des donateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 était de 2 388 092 dollars US, par rapport aux 2 133 269 dollars US enregistrés au 31 décembre 2020 ;
  - b. aux frais de gestion de projet, qui constituent une source de revenus importante pour le Secrétariat, et qui ont augmenté de 27 %, soit 279 403 dollars US, passant de 1 033 668 dollars US en 2020 à 1 313 071 dollars US en 2021. Ceci est essentiellement attribué aux mesures mises en place par le Secrétariat dans la gestion de l'impact de la COVID-19, à l'engagement avec les bailleurs afin de trouver des arrangements alternatifs dans l'exécution des projets et aux changements convenus dans les plans de travail, à l'exécution par des moyens virtuels, et à la collaboration avec les partenaires dans le pays et aux points de contact nationaux ;
  - c. à la reconnaissance de la contribution des Membres sur la base de la comptabilité d'exercice à partir de 2020.
2. Les contributions en souffrance des Membres pour la période clôturée le 31 décembre 2021 ont atteint 299 129 dollars US. Le Comité tient à remercier les Membres pour leur contribution et leur soutien opportuns malgré les impacts de la COVID-19 et prie vivement le Secrétariat de continuer d'accompagner et de prendre des dispositions avec les Membres qui rencontrent des difficultés à régler leurs contributions impayées.



3. L'augmentation de 20 % a été approuvée en principe lors de la 28<sup>e</sup> Conférence du PROE de 2017, mais a été conditionnée à la confirmation des capitales/gouvernements. Le Comité exhorte tous les Membres à envisager une contribution volontaire supplémentaire au fonds de base pour garantir la viabilité financière du PROE et renforcer ses opérations pour soutenir et répondre aux besoins des Membres.
4. Le ratio actuel<sup>1</sup> est de 1:1, ce qui est relativement équilibré, ou juste suffisant pour couvrir nos obligations immédiates. Les fonds propres ou réserves se sont renforcés de 570 573 dollars US, passant de 447 138 dollars US en 2020 à 1 017 711 dollars US en 2021. Cela a été attribué à l'excédent net enregistré pour l'exercice clos au vendredi 31 décembre 2021.
5. Le Comité est d'avis que la réserve de 1 017 711 dollars US, bien qu'elle se soit considérablement améliorée en 2021 par rapport à 2020, reste à un niveau critique au regard des dépenses annuelles moyennes du Secrétariat sur les cinq dernières années (2017-2021) de 4,3 millions de dollars US. Le Comité estime qu'une réserve solide est essentielle pour soutenir les opérations actuelles, l'infrastructure existante et pour favoriser l'expansion et la croissance futures du Secrétariat.
6. Le Comité appelle le Secrétariat à rester vigilant et à continuer d'améliorer son flux de revenus, à maintenir les accords de soutien aux partenariats existants et à en rechercher de nouveaux. Mais aussi à améliorer l'exécution et l'efficacité des projets, à gérer ses dépenses et son exposition aux risques découlant de la COVID-19 et de la récession et l'inflation mondiales imminentes susceptibles d'avoir un impact sur le coût futur des opérations du Secrétariat.
7. Le Comité a noté que le Secrétariat a mis au point le Système d'information pour la gestion des projets (SIGP) pour un suivi efficace de ces derniers, un suivi de leur état et la présentation de tableaux de bord en 2017. Le Comité est préoccupé par la faible utilisation du SIGP depuis sa création et le fait que tous ses avantages ne sont pas capitalisés. Le Secrétariat procède actuellement à l'examen et la restructuration du système pour répondre à ses besoins.
8. Le Comité comprend la nature dynamique des risques et les conséquences qu'ils peuvent avoir sur l'opération ; c'est pourquoi il exhorte le Secrétariat à être attentif aux risques et à examiner et suivre son registre des risques et son ou ses plans de gestion des risques au niveau de l'entreprise, du programme et des projets à intervalles plus réguliers afin de vérifier la pertinence des risques existants, l'adéquation des contrôles et mesures mis en place, et de tenir compte des nouveaux risques émergents. Le Comité a constaté que le Secrétariat a révisé sa politique et son manuel de gestion des risques approuvés en novembre 2021 et qu'il est actuellement en phase de révision de son registre des risques et de développement du plan de gestion des risques.
9. En novembre 2019, le Comité a relevé que 62 politiques devaient être révisées. Le Comité est d'avis que les politiques et les procédures doivent être pertinentes pour répondre aux besoins actuels du PROE. En date du rapport, le Secrétariat a entrepris des examens internes en s'appuyant sur son expertise acquise et a achevé la révision de neuf politiques et manuels. Les politiques et manuels restants sont en cours de révision ou prévus pour les troisième et quatrième trimestres 2022.
10. Le manuel du Secrétariat sur la prévention de la fraude et la protection des lanceurs d'alerte est en cours de révision. Cet examen permettra de s'assurer que le manuel est conforme à l'évolution actuelle des Principes et directives des institutions financières internationales en matière d'enquêtes, lesquels sont utilisés par les principaux instituts internationaux tels que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, ainsi qu'aux exigences de nos principaux partenaires et donateurs en matière de prévention de la fraude.
11. Le Comité n'a reçu aucune plainte pour fraude par le biais de son canal dédié pendant la période de rapport actuelle. Trois sessions dédiées à la sensibilisation du personnel à la fraude ont été organisées afin d'encourager les membres du personnel à prendre les mesures nécessaires pour atténuer le risque de fraude ou, le cas échéant, les options et mécanismes de signalement en place pour y remédier, et les garanties offertes pour protéger le lanceur d'alerte.
12. Le Comité encourage la poursuite des consultations régulières avec le Directeur général et l'équipe de direction pendant les réunions du Comité, et de la consultation annuelle avec l'auditeur externe, qui se sont toutes avérées utiles et précieuses dans l'amélioration du dialogue, la prise de décisions efficaces et l'identification rapide de solutions pratiques aux défis auxquels le PROE est confronté, en particulier pour faire face aux nombreux risques et incertitudes causés par l'impact de la COVID-19.
13. Le Comité a examiné les états financiers vérifiés de 2021 et les politiques comptables applicables avec le Directeur général, le Directeur des finances et de l'administration et les auditeurs externes du cabinet BDO Samoa. Il a également examiné le rapport de l'auditeur externe sur les états financiers et la lettre de la direction correspondante.
14. Sur cette base, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés de 2021 et l'avis d'audit sans réserve de l'auditeur externe sont acceptés par les Membres du PROE.

La présente déclaration sur le contrôle interne pour l'exercice 2021 est soumise à l'examen et à l'approbation des Membres du PROE.

**Tupuola Oloialii Koki Tuala**

Président du Comité d'audit

Apia, Samoa

Date: 22 juillet 2022

## Rapport de gestion de la Direction sur l'exercice 2021

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat for the year ended 31 December 2021 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

### Executive Management

The Executive Management in office as at the date of this report are:

<b>Leota Kosi Latu</b>	<i>Director General</i>
<b>Easter Chu Shing</b>	<i>Deputy Director General</i>
<b>Tagaloa Cooper</b>	<i>Director, Climate Change Resilience</i>
<b>Stuart Chape</b>	<i>Director, Island and Ocean Ecosystems</i>
<b>Clark Peteru</b>	<i>Legal Counsel</i>
<b>Simeamativa Vaai</b>	<i>Director, Human Resources</i>
<b>Petra Chan Tung</b>	<i>Director, Finance and Administration</i>

### Principal Activity

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

### Operating Results

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2021:

- During the year the Secretariat expended USD 4.7 million dollars compared to expenditure of USD 4.4 million in 2020.
- The net surplus for the period was USD 570,573, compared to the net surplus of USD 389,376 in 2020.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimised and there was a foreign exchange gain of USD 66,406 in 2021 relative to a gain of USD 92,226 also recognised in 2020.
- Management recognises that there is still a need to maintain sustainability of funding with a view to rebuilding reserve funds and avoiding any further deficient positions in the future to ensure a strong financial position for the Secretariat moving forward.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to rebuild the total reserves. Hence, the Secretariat must focus on areas of generating sufficient funds from both Member Countries and Donors to resolve this issue as well as control costs, and thus strengthen the overall financial position and sustainability of SPREP in the long term.



## Rapport de gestion de la Direction sur l'exercice 2021 *cont.*

### Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

Our independent auditors BDO Chartered Accountants, Samoa, having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

### In our opinion

- The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2021;
- The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2021;
- The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2021; and
- The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2021.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



**Kosi Latu**  
Director General

1 April 2022



**Easter Chu Shing**  
Deputy Director General

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES

## To the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme Report on the Audit of the Financial Statements



Tel: +685 24337  
Tel: +685 24575  
www.bdo.ws

BDO House  
Chartered Accountants  
Vaitele Street,  
Lalovaea.  
PO Box 859.  
Apia, Samoa.

### Opinion

We have audited the financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (the Secretariat), which comprise: the statement of financial position as at 31 December, 2021; the core fund statement of comprehensive income, statement of changes in funds and reserves, and statement of cash flows for the year ended 31 December 2021; and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies as set out on pages 9 to 27.

In our opinion the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Secretariat as at 31 December, 2021 and (of) its financial performance and its cash flows for the year ended 31 December 2021 in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs).

### Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report.

We are independent of the Secretariat in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants' *Code of Ethics for Professional Accountants* (IESBA Code) together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Samoa, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements and the IESBA Code.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

The opening balances on 1 January 2021, were audited by other auditors who issued an unqualified audit opinion on the 26<sup>th</sup> March, 2021 for the audit for the year ended 31 December, 2020.

### Other Information

The directors are responsible for the other information. The other information comprises the information included in the executive management's report but does not include the financial statements and our auditor's report thereon. Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements, or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated.

If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

### Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with IFRSs, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.





In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Secretariat's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Secretariat or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Secretariat's financial reporting process.

## Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Secretariat's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Secretariat's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Secretariat to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

**BDO**  
Chartered Accountants

**Ernest Betham**  
Engagement Partner

Apia,  
Samoa  
1 April, 2022.

## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FOND PRINCIPAL 2021



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Core Fund Statement of Comprehensive Income  
For the year ended 31 December 2021

	Notes	2021 \$	2020 \$
<b>Income</b>			
Member contributions	5	1,183,955	1,026,444
Programme management charges	18 (b)	1,313,071	1,033,668
Other donor fund income	6	2,388,092	2,133,269
Amortisation of deferred income - Property and Equipment	8	239,474	239,474
Other income	7	197,823	236,794
<b>Total income</b>		<b>5,322,415</b>	<b>4,669,649</b>
<b>Expenses</b>			
Advertisements		13,486	10,240
Consultancies		31,025	22,087
Depreciation	11/13	309,278	317,262
Electricity & Water		57,076	80,916
Freight and Postal Expenses		978	925
Impairment Expense		132,780	36,346
Insurance		204,419	134,331
Licences & Registration		11,313	16,383
Printing, Stationery and Office Supplies		78,950	82,772
Professional Services		382,426	96,689
Program Support Costs		141,819	57,484
Repairs & Maintenance		27,918	46,416
Remuneration Costs		2,957,526	3,021,597
Superannuation expense		280,971	240,639
SPREP Meeting		50,032	14,821
Telephone and Internet		81,276	63,076
Travel		-	10,292
Workshops & Trainings		10,874	10,803
Other Expenses		98,794	119,823
<b>Total expenses</b>		<b>4,870,942</b>	<b>4,382,904</b>
<b>Surplus/(Deficit) before net finance costs and foreign exchange</b>		<b>451,473</b>	<b>286,745</b>
Net finance costs	10	52,693	10,404
Foreign exchange gain		66,406	92,226
<b>Net Surplus /(Deficit)</b>		<b>570,573</b>	<b>389,376</b>

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: [www.sprep.org](http://www.sprep.org).



# ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2021



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Statement of Financial Position  
As at 31 December 2021

	Notes	2021 \$	2020 \$
<b>ASSETS</b>			
<b>Non-current assets</b>			
Property and Equipment	13	10,124,198	10,367,880
Right of Use Asset	11	22,769	52,799
<b>Total non-current assets</b>		<b>10,146,967</b>	<b>10,420,679</b>
<b>Current assets</b>			
Cash and cash equivalents	14	32,191,284	23,952,324
Receivables and prepayments	15	195,619	86,417
<b>Total current assets</b>		<b>32,386,904</b>	<b>24,038,741</b>
<b>TOTAL ASSETS</b>		<b>42,533,870</b>	<b>34,459,420</b>
<b>RESERVES AND LIABILITIES</b>			
<b>Reserves</b>			
Core Funds		1,017,711	447,139
<b>Total reserves</b>		<b>1,017,711</b>	<b>447,139</b>
<b>Non-Current Liabilities</b>			
Employee benefits	16	273,054	375,640
Deferred income - Property and Equipment	8	9,680,534	9,920,008
Lease liability	11	-	23,341
<b>Total non-current liabilities</b>		<b>9,953,588</b>	<b>10,318,989</b>
<b>Current Liabilities</b>			
Programme/Donor funds	18 (b)	26,238,836	19,270,660
Payables and accruals	17	953,951	1,683,445
Employee entitlements	16	960,847	1,011,690
Deferred income - Property and Equipment	8	239,474	239,474
Income received in advance	9	3,144,683	1,455,833
Lease liability	11	24,779	32,190
<b>Total current liabilities</b>		<b>31,562,571</b>	<b>23,693,291</b>
<b>TOTAL RESERVES AND LIABILITIES</b>		<b>42,533,870</b>	<b>34,459,420</b>

Signed on behalf of the SPREP Members

  
Kosi Latu  
Director General

  
Easter Chu Shing  
Deputy Director General

## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FOND PRINCIPAL 2021



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Statement of Changes in Funds and Reserves  
For the year ended 31 December 2021

	<b>Core Fund</b>	<b>Total</b>
	\$	\$
<b>Balance at 1st January 2020</b>	<u>57,763</u>	<u>57,763</u>
Net Surplus for the year	<u>389,376</u>	<u>389,376</u>
<b>Balance at 31st December 2020</b>	<u>447,139</u>	<u>447,139</u>
<b>Balance at 1st January 2021</b>	447,139	447,139
Net Surplus for the year	<u>570,573</u>	<u>570,573</u>
<b>Balance at 31 December 2021</b>	<u>1,017,711</u>	<u>1,017,711</u>

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: [www.sprep.org](http://www.sprep.org).



## ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2021



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)  
Statement of Cash Flows  
For the year ended 31 December 2021

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
	Notes	\$	\$
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Member contributions		1,061,994	1,192,974
Interest received		40,294	29,654
Core donor funds received	6	2,388,092	2,133,269
Other receipts		227,486	466,659
Personnel costs - Corporate Services		(3,412,682)	(2,797,377)
Corporate Services costs		290	(25,508)
Programme Income/(Expenditure)		8,068,484	8,235,921
<b>Net cash flows from operating activities</b>		<b><u>8,373,957</u></b>	<b><u>9,235,592</u></b>
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Purchase of property and equipment		(27,047)	(65,377)
Proceeds from drawdown of term deposit		4,471,874	1,363,884
New term deposit		(3,124,683)	(4,471,874)
<b>Net cashflows for investing activities</b>		<b><u>1,320,144</u></b>	<b><u>(3,173,367)</u></b>
<b>Cash flows from financing activities</b>			
Lease payments - principal	11	(39,270)	(37,151)
Lease payments - interest	11	(2,306)	(3,828)
<b>Net cashflows for financing activities</b>		<b><u>(41,576)</u></b>	<b><u>(40,978)</u></b>
Net change in cash held		9,652,526	6,021,247
Cash at beginning of the year		19,558,030	13,444,557
Effects of foreign exchange		66,406	92,226
<b>Cash balance at the end of the year</b>	14	<b><u>29,276,961</u></b>	<b><u>19,558,030</u></b>

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: [www.sprep.org](http://www.sprep.org).

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: [www.sprep.org](http://www.sprep.org).

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	TITRE	ISBN / ISSN / LIEN
<b>RAPPORTS TECHNIQUES</b>					
Waste to Energy Research Report	<a href="https://bit.ly/3xYmJsD">https://bit.ly/3xYmJsD</a> 978-982-04-1025-1 (print) 978-982-04-1026-8 (num.)	Green Climate Fund Handbook for the Republic of the Marshall Islands: the RMI GCF handbook	<a href="https://bit.ly/3LxiF1K">https://bit.ly/3LxiF1K</a> 978-982-04-0959-0 (print) 978-982-04-0960-6 (num.)	Stocktake report: Available Tertiary & Vocational Waste management courses in the Pacific Region	<a href="https://bit.ly/3F7o25o">https://bit.ly/3F7o25o</a> 978-982-04-0941-5
Waste Audit Report Nauru 2020	<a href="https://bit.ly/3kqyheZ">https://bit.ly/3kqyheZ</a> 978-982-04-1021-3 (print) 978-982-04-1022-0 (num.)	RMI Green Climate Fund Handbook: Summary for National Stakeholders	<a href="https://bit.ly/3s1u9TA">https://bit.ly/3s1u9TA</a> 978-982-04-0962-0 (num.)	Évaluation Environnementale Stratégique (ÉES) Directives Pour Les États Et Territoires Insulaires Océaniens	<a href="https://bit.ly/37Wipe8">https://bit.ly/37Wipe8</a> 978-982-04-0911-8 (print) 978-982-04-0912-5 (num.)
Waste Audit Report Vanuatu 2020	<a href="https://bit.ly/3KhQmDb">https://bit.ly/3KhQmDb</a> 978-982-04-2029-0 (print) 978-982-04-1004-6 (num.)	RMI Green Climate Fund Handbook: Melele Ko Kin Green Fund	<a href="https://bit.ly/3vJMXaU">https://bit.ly/3vJMXaU</a> 978-982-04-0963-7 (print) 978-982-04-0964-4 (num.)	Seagrass Restoration Guidelines for Kiribati	<a href="https://bit.ly/3jvJ72t">https://bit.ly/3jvJ72t</a>
Waste Audit Report Papua New Guinea	<a href="https://bit.ly/3vRYWDe">https://bit.ly/3vRYWDe</a> 978-982-04-1017-6 (print) 978-982-04-1018-3 (num.)	Waste Legislative Review: Regional Solutions Assessment PacWastePlus	<a href="https://bit.ly/3MG0g1k">https://bit.ly/3MG0g1k</a> 978-982-04-0973-6 (print) 978-982-04-0974-3 (num.)	Mangrove planting guidelines for Kiribati	<a href="https://bit.ly/30UAGZR">https://bit.ly/30UAGZR</a>
Asbestos Management Policy and Regulation for Pacific Island Countries and Timor-Leste	<a href="https://bit.ly/30I2kJB">https://bit.ly/30I2kJB</a> 978-982-04-1005-3 (print) 978-982-04-1004-6 (num.)	Living Safely with Asbestos	<a href="https://bit.ly/3xVCFaq">https://bit.ly/3xVCFaq</a> 978-982-04-0969-9 (print) 978-982-04-0970-5 (num.)	Healthcare Waste: Waste Technology Management Options	<a href="https://bit.ly/30R9Guj">https://bit.ly/30R9Guj</a> 978-982-04-0924-8
A Review of the Status of Sea Turtles in the Pacific Ocean 2021	<a href="https://bit.ly/3vM09Mx">https://bit.ly/3vM09Mx</a> 978-982-04-1009-1 (print) 978-982-04-1008-4 (num.)	State of Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional report	<a href="https://bit.ly/3rZ0t7M">https://bit.ly/3rZ0t7M</a> 978-982-04-0905-7 (print) 978-982-04-0906-4 (num.)	Assessment of Small-Scale Technology Suitable for Waste Management in the Pacific and Timor-Leste	<a href="https://bit.ly/3ybNwNt">https://bit.ly/3ybNwNt</a> 978-982-04-0920-0
Asbestos Management Legislative and Regulations Analysis – Policy Recommendations	<a href="https://bit.ly/3vq6kqG">https://bit.ly/3vq6kqG</a> 978-982-04-1003-9 (print) 978-982-04-1002-2 (num.)	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: All Indicators	<a href="https://bit.ly/39euJ9M">https://bit.ly/39euJ9M</a>	Organic Material: Waste Technology Management options	<a href="https://bit.ly/3MIZmmf">https://bit.ly/3MIZmmf</a> 978-982-04-0922-4
Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées	<a href="https://bit.ly/3rZhdUp">https://bit.ly/3rZhdUp</a>	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Kiribati	<a href="https://bit.ly/3Fd0YIX">https://bit.ly/3Fd0YIX</a> 978-982-04-0954-30 (num.)	<b>SÉRIES</b>	
Pacific Islands Framework for Nature Conservation and Protected Areas 2021-2025	<a href="https://bit.ly/3Lk0tBP">https://bit.ly/3Lk0tBP</a> 978-982-04-1007-7 (print) 978-982-04-1006-0 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Samoa	<a href="https://bit.ly/3vrhCuL">https://bit.ly/3vrhCuL</a> 978-982-04-0951-4 (num.)	Bulletin d'information PRISMSS : août et décembre (disponible en anglais)	<a href="https://bit.ly/3Kn3SFw">https://bit.ly/3Kn3SFw</a> <a href="https://bit.ly/3MCbc1q">https://bit.ly/3MCbc1q</a>
Pacific Coral Reef Action Plan 2021-2030	<a href="https://bit.ly/3oFdfcm">https://bit.ly/3oFdfcm</a> 978-982-04-0987-3 (papier) 978-982-04-0988-0 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Solomon Islands	<a href="https://bit.ly/3KqQcJF">https://bit.ly/3KqQcJF</a> 978-982-04-0952-1 (num.)	Bulletin mensuel sur le climat COSPPac : janvier à décembre (disponible en anglais)	<a href="https://bit.ly/3tgESKj">https://bit.ly/3tgESKj</a> 2617-3557
Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique 2021-2030	<a href="https://bit.ly/3FOCMDDe">https://bit.ly/3FOCMDDe</a>	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Timor-Leste	<a href="https://bit.ly/3y1P9NR">https://bit.ly/3y1P9NR</a> 978-982-04-0953-8 (num.)	Climate Change Matters, numéros: 68, 69, 70, 71	<a href="https://bit.ly/395XG8f">https://bit.ly/395XG8f</a> 2227-6947
A guide to Developing Project Engagement Plans: Stakeholder Education and Awareness	<a href="https://bit.ly/3LrPHjX">https://bit.ly/3LrPHjX</a> 978-982-04-0979-8 978-982-04-0980-4	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Tonga	<a href="https://bit.ly/30IQTBs">https://bit.ly/30IQTBs</a> 978-982-04-0954-5 (num.)	SPREP-Tok, numéros: 71, 72, 63, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81	<a href="https://bit.ly/3xcUYal">https://bit.ly/3xcUYal</a> 2311-861X
Model Regional Education and Awareness Plan	<a href="https://bit.ly/3y1HmzA">https://bit.ly/3y1HmzA</a> 978-982-04-0977-4 (print) 978-982-04-0978-1 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Tuvalu	<a href="https://bit.ly/3y1P9NR">https://bit.ly/3y1P9NR</a> 978-982-04-0953-8 (num.)	Résumé d'informations mensuel ACP AME : vol. 1, numéros 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 (disponible en anglais)	<a href="https://bit.ly/3mchHwK">https://bit.ly/3mchHwK</a>
Environmental Indicators Guidebook: Pacific Island Countries	<a href="https://bit.ly/3EV6Akq">https://bit.ly/3EV6Akq</a> 978-982-04-0975-0 (print) 978-982-04-0976-7 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Vanuatu	<a href="https://bit.ly/3Ktmrll">https://bit.ly/3Ktmrll</a> 978-982-04-0955-2 (num.)	Bulletin d'information trimestriel ACP AME : vol. 1, numéros 1, 2, 3 et 4 (disponible en anglais)	<a href="https://bit.ly/3ctcirps">https://bit.ly/3ctcirps</a>
PROE Annuel Rapport 2020	<a href="https://bit.ly/3KvxQqS">https://bit.ly/3KvxQqS</a> 1562-675X	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in the Republic of the Marshall Islands	<a href="https://bit.ly/3EZvjUX">https://bit.ly/3EZvjUX</a> 978-982-04-0956-9 (num.)	Regional Early Action Rainfall Watch: Monthly Seasonal Rainfall watch : oct - déc, nov. 2021 - janv. 2022, déc. 2021 - févr. 2022	<a href="https://bit.ly/38N2vTU">https://bit.ly/38N2vTU</a> 2617-3565
SPREP Annual Report 2020	<a href="https://bit.ly/3Kn4GtX">https://bit.ly/3Kn4GtX</a> 1562-675X	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in the Republic of the Marshall Islands	<a href="https://bit.ly/3LxhRdc">https://bit.ly/3LxhRdc</a> 978-982-04-0950-7	Bulletin d'information JPRISM : Buzz : no 9, mars, no 10, juillet et no 11, octobre (disponible en anglais)	<a href="https://bit.ly/3GZSU93">https://bit.ly/3GZSU93</a>
Whales in a changing Ocean: Nukualofa Tonga 4-6 April 2017	<a href="https://bit.ly/3y1CP06">https://bit.ly/3y1CP06</a>	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Palau	<a href="https://bit.ly/3y7RWVt">https://bit.ly/3y7RWVt</a> 978-982-04-0949-1	Bulletin d'information PACRES : volumes 2 et 3 (disponible)	<a href="https://bit.ly/3xYzLlh">https://bit.ly/3xYzLlh</a> <a href="https://bit.ly/3klRpaH">https://bit.ly/3klRpaH</a>
Ecosystem-based Adaptation Options Assessment and Masterplan, Wagina	<a href="https://bit.ly/36WeX2y">https://bit.ly/36WeX2y</a> 978-982-04-0771-8 (print) 978-982-04-0772-5 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Niue	<a href="https://bit.ly/30QniWN">https://bit.ly/30QniWN</a> 978-982-04-0948-4	Bulletin d'information PacWastePlus : The Connection : numéros 5 et 6 (disponible en anglais)	<a href="https://bit.ly/3MzDaeg">https://bit.ly/3MzDaeg</a> <a href="https://bit.ly/3kqkqKru">https://bit.ly/3kqkqKru</a> 2413-5534
Gender & Social Inclusion (GESI): guiding document	<a href="https://bit.ly/3MHM4GN">https://bit.ly/3MHM4GN</a> 978-982-04-0983-5 (print) 978-982-04-0984-2 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in Nauru	<a href="https://bit.ly/379TmDC">https://bit.ly/379TmDC</a> 978-982-04-0947-7	<b>DOCUMENTS INSTITUTIONNELS</b>	
Global and Regional Frameworks: Chemicals and Waste Multilateral Environmental Agreements (MEAs)	<a href="https://bit.ly/3KluKez">https://bit.ly/3KluKez</a> 978-982-04-0830-2 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in the Cook Islands	<a href="https://bit.ly/3y7WeMQ">https://bit.ly/3y7WeMQ</a> 978-982-04-0946-0	Report of the Thirty SPREP Meeting of Officials and Environmental Ministers' High-Level Talanoa, Apia, Samoa. 2-10 September 2021	<a href="https://bit.ly/3Kov9aL">https://bit.ly/3Kov9aL</a> 978-982-04-1011-4 (print) 978-982-04-1010-7 (num.)
The Republic of the Marshall Islands: Green Climate Fund Programme	<a href="https://bit.ly/30JMMi7">https://bit.ly/30JMMi7</a> 978-982-04-0965-1 (print) 978-982-04-0966-8 (num.)	Assessment of Legislative Frameworks Governing Waste Management in the Federated States of Micronesia	<a href="https://bit.ly/3LAIMmT">https://bit.ly/3LAIMmT</a> 978-982-04-0942-2	Rapport conjoint de la Trentième Conférence du PROE : 7-9 Septembre 2021 et Conférence extraordinaire du PROE : 15 Octobre 2021 – Reunions Virtuelles	<a href="https://bit.ly/30AC7IU">https://bit.ly/30AC7IU</a> 978-982-04-1027-5 (print) 978-982-04-1028-2 (num.)
User guide for SPREP PCCC e-learning	<a href="https://bit.ly/3vV2zsl">https://bit.ly/3vV2zsl</a>	Situational Analysis of Human Rights issues in the Waste Management sector: literature review	<a href="https://bit.ly/3KuDoHN">https://bit.ly/3KuDoHN</a> 978-982-04-0944-6	Outcome Statement – Clean Pacific Roundtable 2021	<a href="https://bit.ly/36UZEMI">https://bit.ly/36UZEMI</a>
Niue State of Environment report 2019	<a href="https://bit.ly/37PJgZj">https://bit.ly/37PJgZj</a> 978-982-04-0971-2 (print) 978-982-04-0972-9 (num.)		<a href="https://bit.ly/3kzd5jq">https://bit.ly/3kzd5jq</a> 978-982-04-0958-3 (print) 978-982-04-0957-6 (num.)	Releve de conclusions – Table ronde pour un Pacifique propre 2021	<a href="https://bit.ly/38uZOB4">https://bit.ly/38uZOB4</a>



TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	TITRE	ISBN / ISSN / LIEN
Vemoore Declaration: Commitments to Nature Conservation Action in the Pacific Islands region 2021-2025	<a href="https://bit.ly/3yhoJf">https://bit.ly/3yhoJf</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 2 – MEA Reporting Requirements	<a href="https://bit.ly/3xXSoFn">https://bit.ly/3xXSoFn</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicators 23-25 – Climate Resilience through Environmental Management	<a href="https://bit.ly/30Mwpl7">https://bit.ly/30Mwpl7</a>
Declaration de Vemoore Engagements en faveur de l'action pour la conservation de la nature et les aires proteges dans le Pacifique insulaire, 2021-2025	<a href="https://bit.ly/3xZo7GI">https://bit.ly/3xZo7GI</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 3 – Terrestrial Wildlife Protection	<a href="https://bit.ly/3rYAZsV">https://bit.ly/3rYAZsV</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 26 – Ozone Depleting Substances (ODS)	<a href="https://bit.ly/3LriAws">https://bit.ly/3LriAws</a>
The Virtual 10 <sup>th</sup> Pacific Islands Conference on Nature Conservation and Protected Areas : 24-27 November 2020	<a href="https://bit.ly/3rY48nY">https://bit.ly/3rY48nY</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 4 – Native Forest cover	<a href="https://bit.ly/38yCYgO">https://bit.ly/38yCYgO</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 27 – Renewable Energy	<a href="https://bit.ly/3kooR00">https://bit.ly/3kooR00</a>
PacWastePlus (PWP) steering committee: meeting report 9 March 2021, zoom teleconference	<a href="https://bit.ly/3y1uf11">https://bit.ly/3y1uf11</a> 978-982-04-0967-5 (print) 978-982-04-0968-2 (num.)	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 5 – Freshwater Quality	<a href="https://bit.ly/30GVxQm">https://bit.ly/30GVxQm</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 28-29 – Per Capita Generation of Municipal Solid Waste	<a href="https://bit.ly/3MDyZl5">https://bit.ly/3MDyZl5</a>
Building a Resilient Blue Pacific: 2020 CROP Annual Report to Pacific Islands Forum Leaders	<a href="https://bit.ly/3MKZTEa">https://bit.ly/3MKZTEa</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 6 – Land under cultivation	<a href="https://bit.ly/3y1yzNZ">https://bit.ly/3y1yzNZ</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 30 – Hazardous Waste	<a href="https://bit.ly/38yHmfM">https://bit.ly/38yHmfM</a>
Pacific Islands Climate Change Insurance Facility (PICCIF) report	<a href="https://bit.ly/3s81NXM">https://bit.ly/3s81NXM</a> 978-982-04-0907-1 (print) 978-982-04-0908-8 (num.)	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 7 – Wetlands	<a href="https://bit.ly/3y5teo0">https://bit.ly/3y5teo0</a>	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 31 – Access to and Quality of Sewage Treatment	<a href="https://bit.ly/3MHVQbX">https://bit.ly/3MHVQbX</a>
<b>DÉPLIANTS, BROCHURES, FICHES D'INFORMATION</b>					
Project Snapshot – Samoa	<a href="https://bit.ly/3EU0Wys">https://bit.ly/3EU0Wys</a> 978-982-04-0997-2	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 8 – Live Coral Cover	<a href="https://bit.ly/3kp9u7K">https://bit.ly/3kp9u7K</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Republic of Marshall Islands	<a href="https://bit.ly/3F6RkB4">https://bit.ly/3F6RkB4</a> 978-982-04-0928-6
Project Snapshot – Kiribati	<a href="https://bit.ly/3ESHZg0">https://bit.ly/3ESHZg0</a> 978-982-04-0982-8	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 9 – Lagoon Water Quality	<a href="https://bit.ly/3y29SB8">https://bit.ly/3y29SB8</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Solomon Islands	<a href="https://bit.ly/3KCLXe9">https://bit.ly/3KCLXe9</a> 978-982-04-0934-7
Project Snapshot – Nauru	<a href="https://bit.ly/30UeKyj">https://bit.ly/30UeKyj</a> 978-982-04-1014-5	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 10 – Commercial Pelagic Fish	<a href="https://bit.ly/36WGL6X">https://bit.ly/36WGL6X</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Federated States of Micronesia (FSM)	<a href="https://bit.ly/3kCh2nH">https://bit.ly/3kCh2nH</a> 978-982-04-0927-9
Project Snapshot – Cook Islands	<a href="https://bit.ly/3vxgPsl">https://bit.ly/3vxgPsl</a> 978-982-04-1001-5	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 11 – Coastal Fish Biomass	<a href="https://bit.ly/3vPj8Ru">https://bit.ly/3vPj8Ru</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Vanuatu	<a href="https://bit.ly/3KwJiTj">https://bit.ly/3KwJiTj</a> 978-982-0938-5
Project Snapshot – Fiji	<a href="https://bit.ly/3F2TBgM">https://bit.ly/3F2TBgM</a> 978-982-04-1012-1	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 12 – Marine Plastic Pollution	<a href="https://bit.ly/3kmlGu">https://bit.ly/3kmlGu</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Tuvalu	<a href="https://bit.ly/3vYWXgH">https://bit.ly/3vYWXgH</a> 978-982-04-0937-8
Project Snapshot – Niue	<a href="https://bit.ly/3klaxWb">https://bit.ly/3klaxWb</a> 978-982-04-0999-6	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 13-18 – Protection of Pacific Spaces	<a href="https://bit.ly/3Lth2NT">https://bit.ly/3Lth2NT</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Timor-Leste	<a href="https://bit.ly/3y9Niq0">https://bit.ly/3y9Niq0</a> 978-982-04-0935-4
Project Snapshot – Palau	<a href="https://bit.ly/3skbYbZ">https://bit.ly/3skbYbZ</a> 978-982-04-0995-8	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 19-20 – Managing Invasive Species in the Pacific	<a href="https://bit.ly/38tx54I">https://bit.ly/38tx54I</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Papua New Guinea (PNG)	<a href="https://bit.ly/3Fdlam">https://bit.ly/3Fdlam</a> 978-982-04-0932-3
Project Snapshot – Papua New Guinea	<a href="https://bit.ly/30MmkLk">https://bit.ly/30MmkLk</a> 978-982-04-1016-9	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 21 – Status of Migratory Species of Concern	<a href="https://bit.ly/3ku8TRX">https://bit.ly/3ku8TRX</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Palau	<a href="https://bit.ly/3s5WliS">https://bit.ly/3s5WliS</a> 978-982-04-0931-6
Project Snapshot – Republic of Marshall Islands	<a href="https://bit.ly/3MChOge">https://bit.ly/3MChOge</a> 978-982-04-0994-1	State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 22 – IUCN Red List summary	<a href="https://bit.ly/37PNrnX">https://bit.ly/37PNrnX</a>	PacWastePlus country profile snapshot – Niue	<a href="https://bit.ly/3vJuu98">https://bit.ly/3vJuu98</a> 978-982-04-0930-9
Project Snapshot – Solomon Islands	<a href="https://bit.ly/3kCOXwF">https://bit.ly/3kCOXwF</a> 978-982-04-0996-5			PacWastePlus country profile snapshot – Nauru	<a href="https://bit.ly/3LG1MSu">https://bit.ly/3LG1MSu</a> 978-982-04-0929-3
Project Snapshot – Federated States of Micronesia	<a href="https://bit.ly/3Kmeswr">https://bit.ly/3Kmeswr</a> 978-982-04-0998-9			PacWastePlus country profile snapshot – Tonga	<a href="https://bit.ly/3MLEMBP">https://bit.ly/3MLEMBP</a> 978-982-04-0936-1
Project Snapshot – Tuvalu	<a href="https://bit.ly/3vq88A0">https://bit.ly/3vq88A0</a> 978-982-04-0993-4			PacWastePlus country profile snapshot – Fiji	<a href="https://bit.ly/3MG5D1W">https://bit.ly/3MG5D1W</a> 978-982-04-0926-2
Project Snapshot – Vanuatu	<a href="https://bit.ly/3Mxpvo4">https://bit.ly/3Mxpvo4</a> 978-982-04-1000-8			PacWastePlus country profile snapshot – Kiribati	<a href="https://bit.ly/3s4rBEg">https://bit.ly/3s4rBEg</a> 978-982-04-0939-2
SWAP – S'engager pour une gestion durable des dechets dans le Pacifique	<a href="https://bit.ly/30TKoMi">https://bit.ly/30TKoMi</a>			PacWastePlus country profile snapshot – Samoa	<a href="https://bit.ly/3KDWfug">https://bit.ly/3KDWfug</a> 978-982-04-0933-0
SWAP – Committing to Sustainable Waste Actions in the Pacific	<a href="https://bit.ly/3LxjQhS">https://bit.ly/3LxjQhS</a>			PacWastePlus country profile snapshot – Cook Islands	<a href="https://bit.ly/3kwwfoH">https://bit.ly/3kwwfoH</a> 978-982-04-0925-5
Pacific Conversations Noumea Convention Part 1 – Know more, Do more, Together	<a href="https://bit.ly/3KpNNyY">https://bit.ly/3KpNNyY</a>			Clean Pacific Roundtable side event #5	<a href="https://bit.ly/3vSz6Po">https://bit.ly/3vSz6Po</a>
Our Pacific Ocean, Our Stories: Understanding Marine Heatwaves and how they Impact the Pacific, Factsheet 11	<a href="https://bit.ly/3KnHQIX">https://bit.ly/3KnHQIX</a>			Rats, Reef and Resilience	<a href="https://bit.ly/3rYXTQN">https://bit.ly/3rYXTQN</a>
State of the Environment and Conservation in the Pacific Islands: 2020 Regional Report: Indicator 1 – Environment Ministry budget allocation	<a href="https://bit.ly/3vsJy1o">https://bit.ly/3vsJy1o</a>			Waste-to-Energy Information Booklet	<a href="https://bit.ly/3xYJ7xl">https://bit.ly/3xYJ7xl</a> 978-982-04-1023-7 (print) 978-982-04-1024-4 (num.)
				Decarbonisation in the Pacific takes centre stage during Move from Promise to Action Webinar	<a href="https://bit.ly/3LrKFE4">https://bit.ly/3LrKFE4</a>

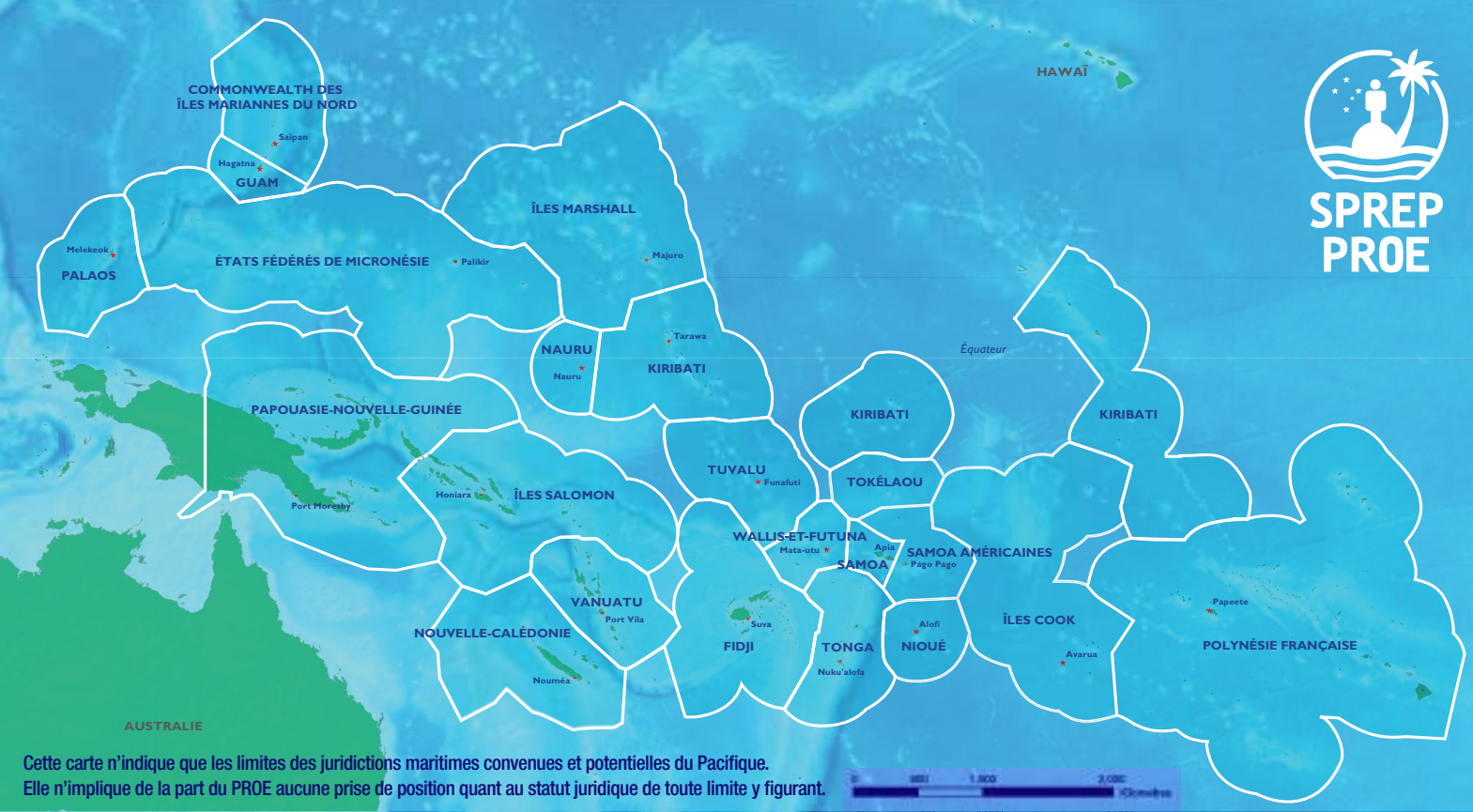
MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
<b>ÉQUIPE DE DIRECTION</b>			
Kosi Latu	Directeur général	Samoa	3 avr 22
Easter Chu Shing	Directrice générale adjointe, Gouvernance et opérations	Samoa	9 fév 24
Stuart Chape	Directeur général adjoint par intérim, Programmes techniques / Directeur, Écosystèmes insulaires et océaniques	Australie	30 sep 24
Tagaloa Cooper-Halo	Directrice, Résilience face aux changements climatiques	Nioué	30 juin 24
Jope Davetanivalu	Directeur par intérim de la gouvernance et de la surveillance environnementale/ Conseiller en planification environnementale	Fidji	30 sep 22
Anthony Talouli	Directeur par intérim, Gestion des déchets et lutte contre la pollution / Conseiller Pollution	Fidji	31 mars 24
Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	30 sep 24
Petra Chan Tung	Directrice des finances et de l'administration	Samoa	31 déc 24
Simeamativa Vaai	Directrice, Ressources humaines	Samoa	31 déc 24
<b>BUREAUX EXÉCUTIFS</b>			
<i>Soutien exécutif</i>			
Audrey Brown-Pereira	Administratrice principale	Îles Cook	31 oct 23
Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive du Directeur général	Samoa	30 mai 22
Apiseta Eti	Adjointe exécutive du Directeur général adjoint	Samoa	31 déc 24
<i>Département juridique</i>			
Everett Sioa	Responsable juridique	Samoa	21 fév 24
<i>Audit interne</i>			
Niraj Kumar	Auditeur interne	Fidji	30 juil 22
<i>Communications et sensibilisation</i>			
Nanette Woonton	Conseillère intérimaire en communication et sensibilisation/ Responsable des médias et des relations publiques	Îles Cook	31 oct 23
Leanne Moanau	Responsable de la communication	Samoa	31 déc 22
Sosikeni Lesa	Consultant en communication	Samoa	30 sep 22
<b>PROGRAMMES TECHNIQUES</b>			
<b>RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>			
Foinijancey Fesolai	Assistante du programme Résilience face aux changements climatiques	Samoa	1 oct 23
Filomena Nelson	Conseillère en adaptation face aux changements climatiques	Samoa	8 oct 23
Ofa Kaisamy	Directrice, Centre océanien sur les changements climatiques	Tonga	4 oct 23
Yvette Kerslake	Conseillère technique – Science pour les services, Centre océanien sur les changements climatiques	Samoa	11 avr 24
Rachel Nunn-Crichton	Conseillère technique - Gestion et courtage de connaissances et d'informations, Centre océanien sur les changements climatiques	Fidji	12 sep 24
Naofioaga Feu'u	Responsable des finances et de l'administration du Centre océanien sur les changements climatiques	Samoa	30 mars 24
Salesa Nihmei	Conseiller en météorologie et climatologie	Vanuatu	31 mars 22
Sunny Seuseu	Chef de projet par intérim / Responsable des services d'informations climatiques, Projet CISRD Vanuatu	Samoa	10 mars 24
Connie Sewere	Assistante technique et des finances, Projet CISRD Vanuatu	Vanuatu	10 déc 23
Azarel Mariner	Responsable du renforcement des capacités COSPPac	Samoa	30 juin 22
Siosinamele Lui	Chargée des connaissances traditionnelles sur le climat COSPPac	Samoa	30 juin 22
Philip Malsale	Responsable de la climatologie COSPPac	Vanuatu	30 juin 22
Teuila-Jane Fruean	Assistante technique et des finances COSPPac	Samoa	30 juin 22
Patrick Pringle	Consultant en analyse climatique (détaché de Climate Analytics)	Royaume-Uni	31 juil 22
Ella Strachan	Associée de recherche junior en analyse climatique (détachée de Climate Analytics)	Australie	31 janv 22
Tile Tofaeono	Coordinateur des services de prévisions climatiques	Samoa	31 déc 22
Raymond Schuster	Adjoint technique Projet PPOA	Samoa	31 déc 22
Martin Sharp	Chef de projet Intra ACP de l'AMCC+ Adaptation du Pacifique aux changements climatiques et résilience	Australie	7 janv 22
Semi Qamese	Responsable du suivi et de l'évaluation	Fidji	15 mars 22
Laura Mitchell	Responsable des finances et de l'administration PACRES	Samoa	24 avr 22
Emma Arasi-Sua	Responsable de la gestion des connaissances et de l'information PACRES	Samoa	24 nov 22
Sione Fulivai	Coordinateur du Cadre océanien pour un développement résilient (FRDP)	Tonga	30 juin 22
Fred Patison	Conseiller pour la préparation au financement des changements climatiques	Îles Salomon	20 sep 23
Vanda Faasoa-Chan Ting	Conseillère technique - Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	30 juin 22
Florette Tuuau-Tiperia	Responsable des finances et de l'administration - Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	30 juin 22
Monifa Fiu	Conseillère en analyse d'impact	Fidji	15 mars 23
Dannicah Chan	Responsable des finances et de l'administration GCCA + Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA)	Samoa	3 mai 23
Gloria Roma	Responsable de l'information et de la recherche GCCA + Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA)	Samoa	12 juil 23
Kayla Economou	Stagiaire du partenariat MetDesk du Pacifique (dans le cadre du programme d'attachement joint SIS CROP)	Samoa	31 déc 21
Masako Ogawa	Conseillère principale, Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique JICA	Japon	17 janv 23
Yuji Ueno	Coordinateur de projet, Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique JICA	Japon	31 déc 22
Christine Tuioti	Assistante de projet, Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique JICA	Samoa	27 mai 22
<b>SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES</b>			
Faasipa Tinai	Assistante du programme de surveillance et de gouvernance environnementales	Samoa	25 août 22
Gregory Barbara	Responsable de l'évaluation et de la planification environnementales	Australie	14 avr 24
Paul Anderson	Chef du projet « Inform »	É.-U.	31 déc 22
Tavita Su'a	Analyste et développeur des systèmes d'information environnementale	Samoa	31 déc 22
Lagi Reupena	Projet « Inform », Responsable des données environnementales	Samoa	31 déc 22
Jonathan Porter	Projet « Inform », Responsable des finances et de l'administration	Samoa	31 déc 22
Vani Koroisamanunu	Spécialiste des SIG environnementaux – Projet Inform	Fidji	31 déc 22
Ivan Diarra	Réseau Pacifique pour l'évaluation environnementale - Agent de soutien technique	Nigéria	31 déc 22
Anastacia Amoa-Stowers	Coordinatrice des accords multilatéraux sur l'environnement - Projet ACP-AME 3	Samoa	7 mars 25
Flavia Vaai	Coordinatrice des accords multilatéraux sur l'environnement - Projet ACP-AME 3	Samoa	14 fév 25
<b>ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OcéANIQUES</b>			
Makerita Atiga	Assistante du Programme sur les écosystèmes insulaires et océaniques	Samoa	2 août 23
David Moverley	Conseiller en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	30 nov 24
Peter Davies	Conseiller en écosystèmes côtiers et marins	Australie	26 avr 22
Karen Baird	Conseillère sur les espèces menacées et migratrices	Nouvelle-Zélande	26 avr 22
Unity Roebeck	Responsable de la base de données et de la conservation des tortues	Samoa	1 juin 22
Amanda Wheatley	Conseillère Biodiversité	Australie	16 déc 23
juiney Ward	Responsable de la biodiversité	Samoa	30 juin 22
Vainuupo juingblut	Responsable des zones protégées	Samoa	31 mai 23
Kasaqa Tora	Spécialiste de l'analyse spatiale : aires protégées	Fidji	9 août 23



MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
<b>PROGRAMMES TECHNIQUES</b>			
<b>ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES suite</b>			
Rahul Chand	Responsable du renforcement des capacités APA (Accès et partage des avantages)	Fidji	31 déc 22
James Faiumu	Responsable Technique et des finances APA (Accès et partage des avantages)	Samoa	31 déc 22
Isabel Rasch	Coordinatrice régionale du FEM 6 pour les espèces envahissantes	Samoa	6 janv 23
Jamie Davies	Chef de projet – Projet de gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés (BIEM)	Royaume-Uni	3 mai 22
Rohit Prasad	Responsable des finances et de l'administration, BIEM	Fidji	25 août 22
Bradley Myer	Chef de projet - Projet régional sur les espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	1 juin 22
Josef Pisi	Associé espèces envahissantes PRISMSS	Samoa	17 juin 22
Wayne Asera	Responsable des technologies de l'information et de l'administration, PRISMSS	Samoa	24 juil 24
Jordan Schuster	Responsable de la communication, PRISMSS	Samoa	30 juin 24
Jessica Kay	Conseillère en développement des capacités, PRISMSS (en détachement du ministère de la Conservation, NZ)	Nouvelle-Zélande	30 avr 22
Kennedy Kaneko	Coordinateur national des espèces envahissantes - RIM	RMI	4 nov 22
Dominic Sadler	Responsable de la composante espèces envahissantes	Suisse	31 janv 22
Mathilde Kraft	Coordonnatrice du développement de projets	France	31 mars 25
Nicolas Rocle	Spécialiste de l'environnement marin et de la conservation (en détachement du ministère de la Transition écologique, France)	France	18 avr 23
William Young	Chercheur, PRISMSS Resilient Ecosystems (doctorant, université de New Castle)	Fidji	31 oct 24
Carrol Chan	Chercheuse, PRISMSS Ennemis naturels (doctorante, université de New Castle)	Fidji	31 déc 24
Siosina Katoa	Chercheuse, PRISMSS Predator Free Pacific (doctorante, université de New Castle)	Tonga	31 déc 24
<b>GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>			
Davina Bartley-Tiitii	Gestion des déchets et lutte contre la pollution, Assistante de programme	Samoa	25 mars 22
Joshua Sam	Conseiller en gestion des déchets dangereux	PNG	15 juil 22
Ngaire Ah Ching	Coordinatrice de la Table ronde pour un Pacifique propre (CPRT)	Samoa	31 mars 22
Susana Telakau	Conseillère en gestion des déchets solides	Tuvalu	7 nov 24
Bradley Nolan	Chef de projet, PacWastePlus	Australie	1 sep 24
Sela Simamao	Responsable des finances et des achats, PacWaste Plus	Tonga	30 juin 22
Crystal Schwenke	Responsable technique et administration, PacWaste Plus	Samoa	14 avr 22
Lance Richman	Responsable technique Projet gestion des déchets - déchets dangereux, PacWaste Plus	É.-U.	28 nov 22
Sainimili Bulai	Responsable technique Projet gestion des déchets - déchets solides, PacWaste Plus	Fidji	2 nov 22
Hilary Boyes	Responsable technique Projet gestion des déchets - récupération des ressources, PacWaste Plus	Nouvelle-Zélande	13 janv 23
Nitish Narayan	Responsable communication, PacWaste Plus	Fidji	3 août 22
Vira Atalifo	Responsable régional de projet (Fidji), PacWaste Plus	Fidji	6 oct 22
Michael Taiki	Responsable régional de projet (Vanuatu), PacWaste Plus	Vanuatu	22 janv 23
Julie Pillet	Coordinatrice technique du projet sur les déchets, Actions durables sur les déchets dans le Pacifique	France	31 déc 23
Atitofaiga Tau	Actions durables en matière de déchets dans le Pacifique, Responsable du soutien aux projets	Samoa	16 août 23
Sascha Fuller	Coordinatrice Pacific Node (stagiaire de l'université de Newcastle, Australie)	Australie	30 avr 22
<b>GOVERNANCE ET OPÉRATIONS</b>			
<b>Bureau régional</b>			
Kilom Ishiguro	Responsable intérimaire/ Agent technique et de liaison - Bureau du Pacifique Nord	RMI	31 déc 22
<b>Planification stratégique</b>			
Rebecca Polestico	Conseillère surveillance et évaluation	Philippines	1 mars 24
<b>Unité de coordination des projets</b>			
Melanie King	Directrice unité de coordination des projets	Australie	30 juin 24
Rupeni Mario	Spécialiste en développement de projets – Atténuation des changements climatiques	Fidji	30 juin 24
Vitolina Samu	Responsable adjointe de la mise en œuvre des projets	Samoa	30 juin 24
<b>Technologies de l'information</b>			
Christian Slaven	Responsable des technologies de l'information	Samoa	30 nov 24
Epeli Tagi	Ingénieur chargé des réseaux et de l'assistance informatiques	Fidji	30 avr 23
Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	30 avr 23
Ainsof So'o	Développeur/analyste de systèmes	Samoa	31 oct 22
Charlie Reed	Responsable de l'assistance informatique	Samoa	3 fév 22
<b>Gestion des connaissances</b>			
Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation	Samoa	30 nov 24
Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31 déc 24
Ane Ah Poe	Responsable de la gestion des connaissances	Samoa	31 déc 23
Aleluia Seiuli-Vaega	Assistante responsable des dossiers et archives	Samoa	8 mars 23
<b>DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION</b>			
Veronica Levi	Experte-Comptable	Samoa	10 avr 22
Maraea Slade-Pogi	Responsable des achats	Samoa	5 janv 23
Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26 juin 22
Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16 juin 22
Rachel Levi	Comptable	Samoa	30 juin 24
Hetta Fuimaono	Responsable des finances	Samoa	19 juin 22
Emmiflora Ah Tong	Responsable des finances	Samoa	30 sep 22
Pata Mase	Responsable des finances - Projets	Samoa	15 sep 22
Mercy Tausili	Responsable des finances - Projets	Samoa	19 sep 24
Monaicis Asiata	Responsable des finances	Samoa	19 sep 24
John Fetisone	Responsable des finances	Samoa	19 sep 24
Lawrence Warner	Responsable des services immobiliers	Samoa	4 déc 24
Faamanatu Siliti	Chauffeur/Employé	Samoa	5 déc 23
Iosefa Tootoo	Agent de nettoyage/Préposée aux thés et cafés	Samoa	21 juil 22
Cynthia Ah Loo	Agent de nettoyage/Préposée aux thés et cafés	Samoa	31 déc 23
Ivoga Sefa	Agent de nettoyage/Préposée aux thés et cafés	Samoa	5 janv 23
Tagiilima Enele	Personne de terrain	Samoa	12 mai 23
Isaia Talaitau	Personne de terrain	Samoa	11 sep 22
<b>DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES</b>			
Luana Jamieson	Responsable cadre aux Ressources Humaines	Samoa	5 janv 23
Marion Tuipulotu-Chan Chui	Responsable des ressources humaines	Tonga	8 mai 23
Sepasitiano Paulo	Responsable des ressources humaines	Samoa	24 nov 22
Roger Warren	Responsable des ressources humaines	Samoa	7 juin 23
Monica Tupai	Assistante des ressources humaines	Samoa	21 mai 22

<b>AFD</b>	Agence française de développement	<b>IFRC/FICR</b>	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<b>AMC+ SUPA</b>	Alliance mondiale contre le changement climatique + Intensification de l'adaptation du Pacifique	<b>IJJC</b>	Instrument international juridiquement contraignant
<b>AME</b>	Accords multilatéraux sur l'environnement	<b>IKI</b>	Initiative internationale sur le climat
<b>AMP</b>	Aires marines protégées	<b>ISLANDS</b>	Mise en œuvre d'un développement durable faible et non chimique dans les PÉID
<b>APA</b>	Accès et partage des avantages	<b>JICA</b>	Agence japonaise de coopération internationale
<b>APCC</b>	Centre de climatologie de l'APECC	<b>MC</b>	Micronesia Challenge
<b>APCP</b>	Partenariat de l'Australie et du Pacifique pour le climat	<b>MEIDECC</b>	Ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, du Changement climatique et des communications (Tonga)
<b>APEC</b>	Coopération économique Asie-Pacifique	<b>MNRE</b>	Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa
<b>APÉI</b>	Alliance des petits États insulaires	<b>NCOC</b>	Chambre de commerce de Nioué
<b>APOD</b>	A Pattern of Whales and Dolphins	<b>NIP</b>	Plan national de mise en œuvre
<b>ATS</b>	Autorité du tourisme du Samoa	<b>NIWA</b>	New Zealand National Institution of Water and Atmospheric Research (Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère)
<b>BAD</b>	Banque asiatique de développement	<b>NOAA</b>	Administration océanique et atmosphérique nationale des États-Unis
<b>BBNJ</b>	Biodiversité des zones situées au-delà de la juridiction nationale	<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>BIEM</b>	Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés	<b>OEACP</b>	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
<b>BIOPAMA</b>	Gestion de la diversité biologique et des aires protégées	<b>OMM</b>	Organisation météorologique mondiale
<b>BMU</b>	Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire	<b>One CORP+</b>	Le regroupement des agences du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et d'autres organisations
<b>BoM</b>	Bureau Australie de météorologie	<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>CBCRP-PCCC</b>	Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatiques dans le Pacifique par le biais du Centre océanique sur les changements climatiques	<b>OSM</b>	Open Street Map
<b>CCNUCC CdP25</b>	25 <sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>PACRES</b>	Projet d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience dans le Pacifique
<b>CCNUCC CdP26</b>	26 <sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>PacWastePlus</b>	Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets
<b>CCNUCC CdP27</b>	27 <sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>PALRC</b>	Protected Area Learning Research Collaborative (Association collaborative pour la recherche et l'apprentissage sur les aires protégées)
<b>CDB CdP</b>	Convention sur la diversité biologique Conférence des Parties	<b>PCB</b>	Polychlorobiphényle
<b>CDN</b>	Contributions déterminées à l'échelle nationale	<b>PCCC</b>	Centre océanique sur les changements climatiques
<b>CdP25</b>	Vingt-cinquième Conférence des Parties	<b>PEBACC</b>	Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques
<b>CdP26</b>	Vingt-sixième Conférence des Parties	<b>PÉID</b>	Petits États insulaires en développement
<b>CdP27</b>	Vingt-septième Conférence des Parties	<b>PÉIDP</b>	Petits États insulaires en développement du Pacifique
<b>CESC</b>	Sous-comité pour la communication et l'engagement	<b>PEUMP</b>	Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin
<b>CORP</b>	Conseil des organisations régionales dans le Pacifique	<b>PICOF</b>	Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique
<b>COSPPAC</b>	Programme d'appui au climat et aux océans dans le Pacifique	<b>PIELA</b>	Prix du Leadership environnemental pour les îles du Pacifique
<b>COVID-19</b>	Maladie à coronavirus 2019	<b>PIP</b>	Plan de mise en œuvre des performances
<b>CPRT</b>	Table ronde pour un Pacifique propre	<b>PIPAP</b>	Portail sur les aires protégées des îles du Pacifique
<b>CPS</b>	Communauté du Pacifique	<b>PIRT/TRO</b>	Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature
<b>CREWS</b>	Système d'alerte précoce aux risques climatiques des petits États insulaires en développement du Pacifique (PÉID du pacifique)	<b>PLP-ESS</b>	Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour un environnement durable
<b>CSIRO</b>	Organisation du commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle	<b>PNG</b>	Papouasie-Nouvelle-Guinée
<b>DDT</b>	Dichlorodiphényltrichloroéthane	<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>DEPC</b>	Département de la protection et de la conservation de l'environnement du Vanuatu	<b>POP</b>	Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique
<b>DFAT</b>	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce	<b>POPCC</b>	Conférence sur les changements climatiques pour l'océan Pacifique
<b>DPSIR</b>	Facteurs, pressions, état, impact et modèle de réponse d'intervention	<b>PPOA</b>	Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans (Pacific Partnership on Ocean Acidification)
<b>DWM</b>	Gestion des déchets générés par des catastrophes	<b>PRISMSS</b>	Programme des services régionaux d'appui à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique
<b>EbA</b>	Adaptation fondée sur les écosystèmes	<b>PROE</b>	Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement
<b>EFM</b>	États fédérés de Micronésie	<b>PS</b>	Plan stratégique
<b>ÉIE</b>	Étude d'impact sur l'environnement	<b>RIM</b>	République des Îles Marshall
<b>EIO</b>	Écosystèmes insulaires et océaniques	<b>SFIP</b>	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
<b>ENSO</b>	El Niño Southern Oscillation (El Niño – Oscillation australe)	<b>SIG</b>	Systèmes d'information géographique
<b>ÉSE</b>	Évaluation stratégique de l'environnement	<b>SILO</b>	Salon international du Livre océanique
<b>EU ACP-AME 2</b>	Phase II du projet pour le renforcement des capacités de l'Union européenne en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>SIMS</b>	Services météorologiques des Îles Salomon
<b>EU ACP-AME 3</b>	Phase III du projet pour le renforcement des capacités de l'Union européenne en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>SMHN</b>	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
<b>FCIL</b>	Fonds canadien en faveur des initiatives locales	<b>SNAGE</b>	Stratégies nationales de gestion de l'environnement
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial	<b>SOEC</b>	État de l'environnement et de la conservation dans les îles du Pacifique
<b>FEM6 PRE</b>	Projet régional sur les espèces envahissantes du Fonds pour l'environnement mondial 6	<b>SotM</b>	State of the Map (état de la carte)
<b>FOSS4G</b>	Free and Open-Source Software for Geospatial (logiciel libre et gratuit de gestion des données géospatiales)	<b>SPTO</b>	Organisation du tourisme du Pacifique Sud
<b>FRDP</b>	Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique (2017-2030) : Une approche intégrée pour répondre aux changements climatiques et assurer la gestion des risques de catastrophes	<b>SRWMA</b>	Association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa
<b>FVC AND</b>	Fonds vert pour le climat d'une autorité nationale désignée	<b>SWAP</b>	Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande pour la coopération internationale)	<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>GPS/SPG</b>	Système de positionnement global	<b>TREDS</b>	Turtle Research and Monitoring Database System (système de base de données pour la recherche et le suivi des tortues)
<b>GSE</b>	Gouvernance et surveillance environnementales	<b>UE</b>	Union européenne
<b>IAMSLIC</b>	International Association Aquatic and Marine Science Libraries and Information Centers (Association internationale des bibliothèques et centres d'information sur les sciences aquatiques et marines)	<b>UICN</b>	Union internationale pour la conservation de la nature
		<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
		<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations unies pour l'enfance
		<b>UPS</b>	Université du Pacifique Sud
		<b>Van-KIRAP</b>	Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt
		<b>VESS</b>	Société des sciences de l'environnement de Vanuatu
		<b>WASH</b>	Eau, assainissement et hygiène
		<b>WMPC</b>	Gestion des déchets et lutte contre la pollution
		<b>WWF</b>	Fonds mondial pour la nature





Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.

# Notre Région

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, et couvre près d'un tiers de la surface de la Terre. On y trouve environ 30 000 îles de forme et de taille variées. Les Membres insulaires du PROE sont :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Polynésie française
- République des Îles Marshall
- Samoa
- Samoa américaines
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis-et-Futuna

Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni







**SPREP  
PROE**

